



**Plan directeur du canton de
Berne
Adaptation de la fiche de
mesure C_21 «Promouvoir
les installations de
production d'énergie
éolienne»**

**Rapport récapitulatif de la
procédure de participation**

Office des affaires communales et de
l'organisation du territoire
Office de la coordination environnementale
et de l'énergie
Décembre 2016

Table des matières

1	Objet de la procédure de consultation et de participation	2
2	Déroulement de la procédure	2
3	Principaux points abordés dans les prises de position	3
3.1	Généralités	3
3.2	Remarques relatives à certains aspects spécifiques	3
3.2.1	Répartition des tâches entre le canton et les régions	3
3.2.2	Remarques concernant certains territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes	3
3.2.3	Installations en forêt	4
3.2.4	Concentration et nombre minimal d'installations	5
3.2.5	Guide	5
4	Perspectives	6
Annexe 1:	Questions relatives à la procédure de participation publique	7
Annexe 2:	Evaluation des prises de position reçues	8

1 Objet de la procédure de consultation et de participation

La mesure C_21 «Promouvoir les installations de production d'énergie éolienne», qui a été intégrée au plan directeur cantonal en 2010, énonce les principes applicables à la détermination des sites d'installations éoliennes et indique la procédure à suivre. Elle désigne en outre dans le plan directeur les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes qui requièrent une coordination à un niveau supérieur ou ont déjà fait l'objet d'une telle démarche.

Avec l'adoption de la motion Flück / Moser (M 170/2010), le Grand Conseil a chargé le Conseil-exécutif en 2010 d'élaborer un plan directeur éolien cantonal en coordination avec les cantons voisins. L'Office de la coordination environnementale et de l'énergie (OCEE) a ensuite préparé les bases d'une révision de la planification cantonale en la matière. Les résultats de ses travaux ont été intégrés dans la fiche de mesure C_21 du plan directeur cantonal à l'occasion des adaptations de 2012.

En 2014 et en 2015, le Conseil-exécutif a reçu le mandat d'adapter une nouvelle fois la fiche C_21 suite à l'adoption de deux points de la motion 149-2014 Krähenbühl / Graber ainsi que de la motion 10-2015 Burren. Les adaptations de 2016, proposées sur la base de ce mandat, offrent également l'occasion d'apporter quelques précisions et corrections de nature rédactionnelle à la fiche de mesure.

2 Déroulement de la procédure

La procédure de consultation et de participation relative à la fiche de mesure C_21 a eu lieu du 4 mars au 3 juin 2016. Un formulaire contenant diverses questions a été utilisé (cf. annexe 1). Les réponses reçues, au nombre de 131, contenaient 117 prises de position.

117 prises de position ...

Les prises de position émanaient de:

- 9 conférences régionales ou régions d'aménagement,
- 65 communes,
- 8 cantons voisins,
- 6 partis politiques,
- 21 organisations,
- 5 entreprises,
- 4 particuliers.

... avec 619 remarques

Les remarques formulées dans les prises de position, au nombre de 619, ont été intégrées à une banque de données. Elles sont commentées à l'annexe 2 du présent rapport.

Les feuilles officielles cantonales et toutes les feuilles officielles d'avis ont attiré l'attention du public sur la procédure de consultation et de participation relative à la fiche de mesure C_21. Les documents ont été publiés sur Internet et les destinataires ont été avisés par courriel du lancement de la procédure.

Prise en considération des remarques formulées dans le cadre de l'examen préalable par la Confédération

Parallèlement à la procédure de consultation et de participation, les adaptations ont été soumises à la Confédération pour examen préalable. Cette dernière a remis son rapport d'examen le 7 septembre 2016, rapport qui contient une appréciation globalement positive. Il a été tenu compte des réserves d'approbation et autres souhaits exprimés dans ce cadre lors du remaniement de la fiche. Certaines demandes devront être prises en considération dans le cadre des travaux de planification et d'aménagement à venir aux niveaux régional et communal.

3 Principaux points abordés dans les prises de position

Le présent chapitre détaille et commente de manière générale les principaux points abordés dans les prises de position. Les commentaires des différentes prises de position figurent à l'annexe 2.

3.1 Généralités

Adaptations majoritairement bien accueillies

Les adaptations de la fiche de mesure C_21 sont majoritairement bien accueillies, en particulier par les communes, la plupart des régions et les partis politiques. Les organisations environnementales et les quelques particuliers qui ont pris position ont quant à eux exprimé un avis plus critique.

Quelques modifications de moindre importance seulement

Etant donné la nette majorité d'avis favorables, un remaniement de la fiche n'est pas nécessaire ni opportun suite à la procédure de participation.

3.2 Remarques relatives à certains aspects spécifiques

3.2.1 Répartition des tâches entre le canton et les régions

Vent favorable pour la solution bernoise

Dans le canton de Berne, la pesée des intérêts au niveau régional joue traditionnellement un rôle central. Or aucun autre canton n'a, et de loin, enregistré la construction d'un nombre aussi important d'éoliennes, ce qui montre bien que la solution bernoise fait ses preuves aussi dans ce domaine.

Les résultats de la procédure de participation consacrent la répartition actuelle des tâches entre le canton et les régions ainsi que l'importance accordée aux démarches régionales. Ce sont en premier lieu les organisations de protection, qui souhaitent que le développement des installations de production d'énergie éolienne soit piloté de manière plus centralisée, par le canton ou même par la Confédération, qui ont émis des réserves fondamentales. Au vu des avis exprimés dans la majorité des prises de position et des directives du Grand Conseil, cette demande n'a pas été prise en considération.

Deux régions et diverses communes ont en outre exprimé le souhait que des plans directeurs régionaux ne soient établis que lorsque des investisseurs présentent des projets concrets de construction d'installations éoliennes. Il n'a pas non plus été tenu compte de cette demande. En effet, une telle manière de procéder irait à l'encontre des principes de la planification prospective et de la concentration des installations sur les sites les mieux adaptés du point de vue des pouvoirs publics.

3.2.2 Remarques concernant certains territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes

Regard critique sur certains des nouveaux territoires potentiels

Dans de nombreuses prises de position, les destinataires de la procédure de participation expliquent, parfois en détail, pour quelles raisons des installations ne peuvent pas ou ne devraient pas être construites sur tel ou tel nouveau territoire potentiel pour l'implantation d'éoliennes (250 remarques au total). A cet égard, ce sont surtout des intérêts de protection (oiseaux, chauves-souris, bruit, paysage) et la position des autorités communales qui sont mentionnés.

Distinction entre *territoires potentiels* et *périmètres propices* à l'implantation d'éoliennes

Une grande partie des réserves exprimées doivent être prises en considération aux niveaux d'aménagement inférieurs au moment de la désignation de *périmètres propices* à l'implantation d'éoliennes en tant qu'éléments de coordination réglée et de l'élaboration des plans afférents aux installations. Il serait toutefois contraire aux principes établis de retirer déjà à ce stade les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes concernés de la fiche de mesure, étant donné qu'ils ont été déterminés sur la base d'une méthode cantonale uniforme. Modifier cette méthode a posteriori pour certains territoires entraînerait des inégalités de traitement. A cela s'ajoute le fait que certaines remarques posent des questions auxquelles une réponse ne pourra être apportée qu'à l'échelon régional et qu'il n'est pas possible de procéder à une pesée des intérêts en amont.

Prise en considération partielle des réserves émises par le DDPS et Skyguide

La situation est quelque peu différente pour ce qui est des réserves émises dans le cadre du rapport d'examen préalable par la Confédération, et plus particulièrement le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) et le service de la navigation aérienne Skyguide. Les deux services fédéraux soulignent que, dans les sept nouveaux territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes (P16 Bellmund, P17 Safnern-Meinisberg, P19 Churzenberg, P 22 Honegg, P29 Beatenberg-Niederhorn, P30 Hasliberg et P31 Sustenpass), aucune installation ne pourra vraisemblablement être construite pour des raisons de sécurité aérienne ou d'intérêts militaires et qu'il est par conséquent superflu de procéder à un examen plus approfondi. C'est pourquoi ils demandent que ces territoires soient retirés du plan directeur.

Il est répondu comme suit à leur demande:

- Les territoires P16, P17, P30 et P31 sont supprimés.
- Les territoires P19 Churzenberg, P22 Honegg et P29 Beatenberg-Niederhorn ne sont pas supprimés, pour les raisons suivantes: d'une part ces territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes sont désignés comme présentant un potentiel important pour l'énergie éolienne (1^{re} priorité) dans le projet de Concept d'énergie éolienne de la Confédération et d'autre part les communes et régions concernées les ont considérés explicitement comme appropriés et ont soutenu la proposition du canton (à l'exception du P19, au sujet duquel elles ne se sont pas exprimées). Il semble par conséquent justifié, dans ces quatre cas, de procéder à une pesée des intérêts approfondie dans le cadre de l'élaboration des plans directeurs régionaux.

Modification des périmètres

En outre, la Confédération et certains destinataires de la procédure de participation ont suggéré de modifier le périmètre de certains territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes, car ceux-ci comprenaient aussi des objets de l'IFP ou des sites marécaux d'importance nationale. Cette suggestion a été retenue et le périmètre des territoires P18 Schwadernau, P20 Gantrischkette, P23 Elsigshore-Loner, P25 Hahnenmoospass et P32 Männlichen-Lauberhorn a été modifié en conséquence.

Remarques concernant des territoires déjà inscrits en tant qu'éléments de coordination réglée

Quelques remarques ont également été formulées à l'égard de territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes et de périmètres propices à l'implantation d'éoliennes déjà existants. Il n'a pas pu en être tenu compte, car ces territoires et périmètres ne sont pas soumis à la procédure de participation.

3.2.3 Installations en forêt

Installations éoliennes en forêt possibles seulement

Dans diverses prises de position, il est demandé que les conditions relatives à l'installation d'éoliennes en forêt soient assouplies; il ne devrait pas seulement être pos-

dans des cas exceptionnels selon le droit en vigueur

sible de construire en forêt des aérogénérateurs isolés, mais, dans certaines circonstances, un parc éolien tout entier. Ces propositions sont motivées par les évolutions actuelles au niveau fédéral.

L'examen de cette demande a révélé qu'il n'est imaginable qu'en théorie de construire un parc éolien en forêt: l'implantation de chaque aérogénérateur et de toutes les installations annexes et infrastructures de desserte devrait être imposée par leur destination (cf. art. 5 de la loi fédérale sur les forêts et l'annexe 5 de l'aide à l'exécution «Défrichements et compensation du défrichement» de l'OFEV de 2014). Afin de ne pas créer de faux espoirs, il est renoncé à adapter le chiffre 6, point 3 du recto (p. 1) de la fiche de mesure.

3.2.4 Concentration et nombre minimal d'installations

Nombre minimal d'installations: une réglementation trop stricte relative à la mise en œuvre du principe de la concentration

L'adaptation de la fiche de mesure permet, dans des cas exceptionnels, que moins de trois installations soient construites dans un périmètre propice à l'implantation d'éoliennes. La plupart des destinataires de la procédure de participation sont favorables à cet assouplissement. Une minorité craint toutefois qu'il n'aille à l'encontre du principe de la concentration inscrit dans le droit de l'aménagement du territoire et qu'il n'entraîne une prolifération sauvage de nouvelles installations.

L'examen des remarques formulées à ce sujet a révélé qu'un léger assouplissement est opportun pour les raisons suivantes:

- 1) Importance de la situation: dans les régions où la topographie est tourmentée, notamment l'Emmental et l'Oberland bernois, il est parfois difficile de trouver, à l'intérieur d'un périmètre propice à l'implantation d'éoliennes, trois sites ou plus appropriés pour les installations. Il en va de même pour les territoires où la Confédération a des intérêts importants (p. ex. circulation aérienne ou stations d'ondes dirigées). L'exigence d'un nombre minimal d'installations peut avoir pour conséquence qu'aucune éolienne ne puisse en fin de compte être construite sur un territoire qui était pourtant tout à fait adéquat (critère rédhibitoire).
- 2) Effet contraire à celui souhaité: dans certains cas, l'exigence d'un nombre minimal d'installations incite à construire des installations supplémentaires dans des périmètres qui sont moins bien adaptés.
- 3) Marge de manœuvre des régions: les régions doivent avoir le choix de s'en tenir strictement au nombre minimal dans leurs plans ou de déroger à cette exigence dans certains cas dûment motivés.
- 4) Instruments plus efficaces pour mettre en œuvre le principe de la concentration: l'exigence d'un nombre minimal d'installations n'est pas toujours l'instrument le plus adapté pour mettre en œuvre le principe de la concentration au niveau régional. La stratégie de déploiement nécessaire pour les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes mentionnée au chiffre 7 du verso de la fiche de mesure C_21 (p. 1) constitue un instrument plus efficace à cet égard.

La proposition du canton est par conséquent maintenue.

3.2.5 Guide

Unanimité quant à la nécessité d'un guide pour clarifier certaines questions

Diverses prises de position soulignent que certaines questions (p. ex. traitement réservé aux petites installations éoliennes, dont la hauteur totale n'excède pas 30 m, ou protection des oiseaux) sont encore en suspens. Il a été tenu compte de ces remarques, puisque le guide «Installations permettant d'utiliser l'énergie éolienne» sera remanié au cours des prochains mois. Les dernières évolutions au niveau national pourront y être in-

tégrées (Concept d'énergie éolienne, module concernant l'énergie éolienne du manuel EIE de la Confédération).

4 Perspectives

Cadre légal en constante évolution ou sécurité des plans

Le cadre légal régissant la planification et la construction d'installations éoliennes est en constante évolution. On peut s'attendre à des changements liés au développement de la Stratégie énergétique 2050. Le nouveau Concept d'énergie éolienne de la Confédération va en outre entrer en vigueur, probablement en 2017. Au vu des projets, l'on peut toutefois escompter que les prescriptions de la fiche de mesure C_21, y compris les dernières adaptations, seront compatibles avec ces évolutions et qu'un remaniement ne sera pas nécessaire dans l'immédiat.

Dans le même temps, la technique progresse: des installations de type novateur, à la fois plus efficaces et plus silencieuses, sont à l'essai, et des possibilités inédites se dessinent également s'agissant du transport des composants sur des terrains impraticables. Enfin, l'attitude de la population directement concernée est en train de changer: il semble que l'énergie éolienne soit d'une manière générale mieux acceptée, même s'il existe aussi des contre-exemples qui atténuent la portée de cette affirmation.

Compte tenu de ces évolutions, il y a lieu de s'attendre à moyen terme à des adaptations ultérieures de la fiche de mesure C_21, auxquelles il n'est toutefois pas possible de procéder dès à présent. L'exercice – délicat – consistera à trouver le juste milieu entre la sécurité des plans et, partant, du droit, d'une part, et la flexibilité nécessaire à la prise en considération d'un contexte et d'intérêts en constante mutation, d'autre part. Les adaptations actuelles de la fiche de mesure C_21 ne constituent qu'une étape intermédiaire de plus dans ce processus.

Annexe 1: Questions relatives à la procédure de participation publique

Un formulaire a été préparé en vue de la procédure de participation et publié sur Internet sous la forme d'un document Word. Il comprenait les cinq questions suivantes:

1. Approuvez-vous les trois prémisses de la présente adaptation de la fiche de mesure C_21 (cf. point 2.3 des explications)?

Extraits des explications, point 2.3:

- a) *Procéder à toutes les adaptations conceptuelles qui sont nécessaires et judicieuses, mais en limiter autant que possible le nombre*
D'une manière générale, la conception de la fiche de mesure C_21 s'est révélée adéquate et il n'y a pas lieu de l'adapter sur d'autres points que ceux qui seront expliqués plus loin. Il n'est en particulier pas possible, à l'heure actuelle, d'anticiper l'adaptation des prescriptions légales au niveau national.
- b) *Eviter de remettre en question les plans directeurs en vigueur et le rôle essentiel des régions*
La conférence régionale de l'Emmental ainsi que les régions d'aménagement Jura-Bienne et de la Haute-Argovie se sont chacune dotées d'un plan directeur éolien, et les travaux de la conférence régionale de Berne – Mittelland en la matière sont sur le point d'aboutir. Ces plans, et en particulier les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes qu'ils désignent, ne doivent pas être affectés par les adaptations apportées à la fiche de mesure C_21. Par ailleurs, le rôle essentiel que jouent les régions s'agissant de la planification de grandes installations éoliennes, pesée des intérêts comprise, ne saurait être remis en question.
- c) *Reprendre tous les territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes définis à ce jour par le canton*
L'actuelle fiche de mesure C_21 prévoit 15 TPIE cantonaux en tant qu'éléments de coordination réglée, dont il appartient aux régions d'examiner s'ils se prêtent à l'implantation d'éoliennes. Ces 15 TPIE ne sont pas touchés par les présentes adaptations.

2. Approuvez-vous le léger assouplissement proposé concernant l'exigence d'un nombre minimal de trois aérogénérateurs par parc éolien?
3. Approuvez-vous le reste des modifications apportées au recto de la fiche de mesure C_21?
4. Approuvez-vous le reste des modifications apportées au verso de la fiche de mesure C_21?
5. Avez-vous d'autres questions et remarques?

Annexe 2: Evaluation des prises de position reçues

Les 619 remarques et suggestions contenues dans les 117 prises de position reçues ont été résumées et commentées dans l'annexe 2 (publiée uniquement sur Internet, à l'adresse www.be.ch/plandirecteur). Le commentaire apparaît sous forme de symbole (lettre), complété au besoin par une précision. Les symboles utilisés sont les suivants:

Symbole	Indication en bas de page	Précision
A	Prise de connaissance	Il a été pris connaissance de la remarque.
B	Prise en considération	La proposition a été prise en considération. La rubrique «remarque» indique à quel endroit.
C	Pas de prise en considération	La proposition n'a pas pu être prise en considération. La rubrique «remarque» en indique brièvement les raisons.
D	Élément ne faisant pas l'objet des adaptations	La question soulevée ne fait pas l'objet des adaptations de la fiche de mesure.
E	Indication pour la mise en œuvre	La suggestion doit, le cas échéant, être prise en considération lors de la mise en œuvre.

Evaluation des prises de position

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
-------------	--------------	----------

Ralliement à une autre prise de position

Gemeinde Lyss

Die Gemeinde Lyss hat keine Ergänzungen oder Anpassungen anzubringen. Da wir uns im Verein seeland.biel/bienne einbringen, verweisen und unterstützen wir die gemeindeübergreifende Eingabe der Konferenz Ver- und Entsorgung des Vereins seeland. biel/bienne.

A

Gemeinden Bellmund und Port

Gemeinden Bellmund und Port machen gemeinsame Stellungnahme.

A

Berner Ala

Gleich lautende Stellungnahme wie SVS/BirdLife Schweiz

A

Berner Vogelschutz

Der Schweizer Vogelschutz SVS/BirdLife Schweiz hat mit Eingabe vom 30. Mai 2016 Stellung genommen zur Anpassung der Massnahme C_21 „Anlagen zur Windenergieproduktion fördern“. Diese Landesorganisation im Bereich des Vogelschutzes hat sich mit dieser Eingabe in umfassender Weise zu den hier in Betracht fallenden Problemen geäussert. Als dem SVS/BirdLife Schweiz angeschlossener Kantonalverband „Berner Vogelschutz BVS“ unterstützen wir in vollem Umfange die vom SVS/BirdLife Schweiz in dessen Vernehmlassung geltend gemachten Anliegen.

A

Remarques générales

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Wir sind grundsätzlich erfreut darüber, dass unsere im Rahmen der Vorarbeiten eingebrachten Standpunkte mehrheitlich haben aufgenommen werden können. Unsere Beurteilung basiert einerseits auf den aktuellen Erkenntnissen aus der Erarbeitung unseres regionalen Teilrichtplans Energie sowie aus der noch laufenden Überarbeitung der Landschaftsplanung im Rahmen der Aktualisierung des Regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepts RGSK 2016.

Wir sehen uns als Energieregion und befürworten grundsätzlich die Produktion von Energie aus erneuerbaren Quellen. Als bedeutendste Tourismusregion im Kanton Bern wollen wir aber auch zu unserem "Kapital Landschaft" entsprechende Sorge tragen. Grosse Windenergieanlagen prägen die Landschaft wesentlich, weshalb wir aus touristischer Sicht nicht alle vorgeschlagenen Windenergie-Prüfräume unterstützen können. Zudem sehen wir in unserer Region nebst den bereits bestehenden und vorgesehenen Wasserkraftwerken ein grosses Potenzial in der Photovoltaik, deren Nutzung wir der Stromproduktion aus Windenergie vorziehen.

A

Gemeinde Madiswil

Es wird festgestellt, dass Madiswil nicht von der Errichtung von Windanlagen betroffen ist; Grundsätzlich ist der Gemeinderat mit den Änderungen am Kantonalen Richtplan einverstanden

A

Gemeinde Seftigen

Gemeinde teilen wir Ihnen mit, dass wir keine Bemerkungen oder Einwände anzubringen haben.

A

Gemeinde Walliswil b. N.

Der Gemeinderat Walliswil b. Niederbipp hat die Massnahme besprochen und festgestellt, dass im Einflussgebiet und der Einsehbarkeit der Gemeinde weder ein Windenergiegebiet noch ein Windenergieprüfraum besteht. Daher können wir uns mit der Anpassung einverstanden erklären.

A

Gemeinde Wangen an der Aare

Der Gemeinderat hat festgestellt, dass für unsere Region keine Windkraftanlage vorgesehen ist und das Gebiet Schmiedematt /Ankenhubel (Jura) als Standort nicht weiterverfolgt wird. Somit können wir die Fragen zur öffentlichen Mitwirkung in zustimmendem Sinne beantworten.

A

Gemeinden Bellmund und Port

Grundsätzlich begrüssen die Gemeinderäte die angestrebte Stromerzeugung mittels Windenergieanlagen.

A

Kanton Aargau

Wir stellen fest, dass sich die Anpassungen nicht auf Belange im Kanton Aargau auswirken. Wir haben entsprechend keine Bemerkungen dazu.

A

Kanton Obwalden

Der Bund ist an der Überarbeitung des Konzepts Windenergie. Am 21. Oktober 2015 wurden die Kantone eingeladen, eine Stellungnahme zum Entwurf dieses Konzepts im Rahmen einer Anhörung und öffentlichen Mitwirkung abzugeben. Die Auswertung der Eingaben ist noch nicht abgeschlossen. Der Zeitpunkt der Richtplanüberarbeitung vor Inkrafttreten des Konzepts Windenergie des Bundes erstaunt uns daher.

A Die Überarbeitung der Massnahme C_21 erfolgt aufgrund von Beschlüssen des Grossen Rats. Deshalb konnte mit der Bearbeitung nicht zugewartet werden. Voraussichtlich sind die neuen Bestimmungen mit dem Windkonzept kompatibel.

Grüne Kanton Bern

Die Grünen stimmen den vorgeschlagenen Anpassungen weitgehend zu. Sie gehen dabei davon aus, dass die im übergeordneten Recht verankerten Interessen des Natur- und Landschaftsschutzes bei der Weiterentwicklung und Umsetzung der Windenergieplanung weiterhin gebührend berücksichtigt werden. Die Anpassungen erfolgen aufgrund von Motionen, die aus diesem Grund von den Grünen im Grossen Rat mehrheitlich unterstützt wurden - zum Teil allerdings nur im Sinne von Prüfaufträgen.

A

Der Zubau der Windenergie in der Schweiz stockt seit einigen Jahren. Im Gegensatz zur Photovoltaik, Wasserkraft und Biomasse ist der Zuwachs bisher weit unter den Erwartungen des Bundes geblieben. In dieser Situation begrüssen die Grünen, dass von planungsrechtlicher Seite Schwellen abgebaut und zusätzliche Windenergieprüfräume ausgeschieden werden, so dass - zumindest theoretisch - die Chance für den Bau von Windanlagen im Kanton Bern erhöht wird. Räumlich homogener verteilte Prüfräume erhöhen die Chancen von lokal verankerten Windprojekten. Dies hebt wiederum die Realisierungschancen, weil durch die regionale Verankerung die Akzeptanz erhöht wird.

A

SP Kanton Bern

Die SP Kanton Bern begrüsst die vorgeschlagenen Anpassungen im Bereich Windenergie (kantonalen Richtplan). Wir unterstützen den Mittelweg zwischen Planungssicherheit und Flexibilität bezüglich geänderter Rahmenbedingungen und Interessen. Zudem sind wir ebenfalls der Meinung, dass sich der «Berner Weg», bei dem der Interessensabwägung auf der regionalen Planungsebene eine zentrale Rolle zukommt, nach wie vor bewährt. Der Landschaftsschutz als Kriterium beim Bau einer Windturbine ist wichtig, muss unseres Erachtens aber mit Augenmass bewertet werden.

A

Berner KMU

Der Gewerbeverband Bern KMU begrüsst die Anpassung des kantonalen Richtplans bzw. der Massnahme C_21 «Anlagen zur Windenergieproduktion fördern». Die Vorlage ist von wesentlicher wirtschaftlicher Bedeutung.

A

Conseil des affaires francophones

Après examen des documents mis en consultation, le CAF vous informe qu'il a pris connaissance de la proposition de remaniement de la mesure C_21 et qu'il n'a pas de commentaire particulier à formuler en lien avec la langue, le bilinguisme ou les affaires francophones.

A

Pro Natura Bern

Der Kanton scheidet Prüfräume aus, ohne dass die Gesetzeskonformität aus Sicht Natur- und Landschaftsschutz geprüft wird und ohne dass diese voraussichtlich als gegeben angesehen werden kann. In der Folge sind Prüfräume enthalten, welche in höchstem Mass im Konflikt mit Vogelzugrouten oder dem Landschaftsschutz stehen, sodass Anlagen darin wahrscheinlich nicht rechtskonform sind. Dies ist unsinnig, sollten doch Richtplaneinträge eine gewisse Planungssicherheit gewährleisten und Rechtssicherheit aufweisen. Wir beantragen deshalb, dass bei der Ausscheidung von Prüfräumen erweiterte Kriterien zur Anwendung kommen, wozu namentlich Vogelzugrouten, Brutvogelvorkommen und die Landschaftsqualität gehören, dass eine Interessensabwägung auf Stufe Richtplan stattfindet und dass die Grundsätze im Massnahmenblatt im gleichen Sinn deutlich restriktiver formuliert werden.

C Der Zweck der (neuen) Prüfräume ist die detaillierte Prüfung dieser Gebiete auf ihre Eignung für Windenergieanlagen (WEA). Diese Prüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung unter Einbezug der erwähnten (und weiterer) Interessen. Der Antrag läuft auf eine "Prüfung der Prüfräume" hinaus, was weder effizient wäre noch den Vorgaben des Grossen Rats und der Mehrheit der in der Mitwirkung eingegangenen Stellungnahmen entsprechen würde.

Zwischen Windenergieanlagen und touristischen Interessen besteht ebenfalls ein potenzieller Konflikt. Angesichts des anhaltenden Zubaus von solchen Anlagen in Europa und zukünftig auch in der Schweiz, werden Erholungslandschaften, die frei von Windenergieanlagen sind, eine besondere Qualität und einen besonderen Wert erlangen, der touristisch ein Wettbewerbsvorteil sein wird. Es macht deshalb auch aus volkswirtschaftlicher Sicht keinen Sinn, solche Anlagen in hochwertigen Tourismusgebieten, und dazu gehört der Grossteil des Oberlandes, aber auch das Oberemmental zu bauen.

Römisch-katholische Landeskirche des Kantons Bern

Der Synodalrat der Röm.-kath. Landeskirche nimmt die geplante Änderung des Richtplans Kanton Bern; Vernehmlassung und öffentliche Mitwirkung zur Anpassung der Massnahme C_21 «Anlagen zur Windenergieproduktion fördern» zur Kenntnis und hat keine Ergänzungs- oder Änderungswünsche.

SVS / BirdLife Schweiz

Eine kantonale Windenergieplanung soll dazu dienen, die für die Windenergie optimalen Standorte bezüglich Wind zu finden, welche wirtschaftlich sind und mit den anderen staatlichen Interessen abgewogen wurden, sofern eine Interessenabwägung überhaupt stattfinden kann. So gibt es z.B. beim Moorschutz keinerlei Interessenabwägung, dieser geht in jedem Fall vor. Die aufliegende Vorlage bringt keine Klärung bezüglich optimaler Windstandorte im Kanton Bern, sondern schliesst sie mit der Verwässerung der Kriterien Wirtschaftlichkeit und Erschliessung explizit aus. Ebenso sind diverse Kriterien aus der Natur- und Landschaftsschutzgesetzgebung in der Auswahl der Standorte nicht berücksichtigt worden.

Die vorliegenden Erleichterungen beim Bau von Windanlagen sind zudem der Bedeutung der Windenergie im gesamten Energiemix nicht angemessen. Gesamtschweizerisch wird in Zukunft rund zwei Drittel des Stromverbrauches aus Wasserkraft gewonnen werden, die Photovoltaik kommt auf rund 25%, die Windenergie lediglich auf circa 5 bis maximal 8 %, der Rest wird durch Biomasse und Geothermie abgedeckt werden. Es ist daher unverhältnismässig, für eine Energieart, welche in der Schweiz immer nur einen Kleinstbereich des Stromverbrauchs abdecken wird, so starke Lockerungen durchzusetzen zu wollen.

Die Planung soll als Basis zur Berücksichtigung der kantonalen und der Bundesinteressen bei der Planung von Windenergieanlagen dienen und sich auf das geltende Recht abstützen. Diesem Anspruch wird die vorliegende Richtplanung Windenergie im Bereich Naturschutz sowie Schutz der Biodiversität nicht gerecht. Die heute geltende Gesetzgebung im Natur- und Landschaftsschutz geht beim Schutz von Lebensräumen und von Arten vor Beeinträchtigung durch Windanlagen deutlich weiter als in der kantonalen Windenergieplanung berücksichtigt wurde. Insbesondere wird der Erhalt und die Förderung von bedrohten und national prioritären Vogel- und Fledermausarten ausserhalb der Schutzgebietsflächen und der Schutz der Zugvögel bei der Ausscheidung der Windenergiegebiete nicht einbezogen, wie nachfolgend gezeigt wird. Dies ist umso gravierender, da Vertreter dieser beiden Artengruppen zu denjenigen Arten zählen, die regelmässig durch Windenergieanlagen getötet werden.

Berücksichtigung bedrohter Vogelarten, national prioritärer Vogelarten, von Vogelzugrouten sowie der Fledermäuse bei der Ausscheidung von Windenergiestandorten: Der Kanton Bern hat bei der Ausscheidung von Windenergiestandorten an Naturwerten primär Schutzgebiete als Ausschlussgebiete bezeichnet. Wichtige Faktoren, die nicht berücksichtigt wurden, die aber für den Bau von Windenergieanlagen als Ausschlusskriterium eine zentrale Rolle spielen können, sind der Schutz von bedrohten und gefährdeten Vogelarten, von national prioritären Vogelarten sowie von wichtigen Vogelzugrouten. Dem Aussterben dieser Arten ist durch die Erhaltung der Lebensräume gemäss Art. 18, Abs 1 NHG vorzubeugen. Es ist bekannt, dass Vögel mit Windenergieanlagen kollidieren. Ebenso können beim Bau von WEA's Lebensräume von Vogelarten zerstört werden. Es gibt Vogelarten wie z.B. Birkhuhn, Wiedehopf, Waldschnepfe, welche Windparks meiden, selbst wenn die eigentlichen Lebensräume dieser Arten nicht zerstört wurden. Seltene und bedrohte Vogelarten, National prioritäre Vogelarten und Vogelzugkorridore sind daher bei der Ausscheidung neuer Windenergieprüfräume als Ausschlussgebiete zu berücksichtigen, was in vorliegendem Fall jedoch nicht geschah.

Es wird nirgends auf Abstandsregelungen zu Brutplätzen, Nahrungsplätzen, Schlafplätzen von Vogelarten, wie sie in Deutschland geläufig und bewährt sind, hingewiesen. Solche Abstandsregelungen sind sowohl bei den Schutzgebieten als auch bei den Arten anzuwenden.

==> Detaillierte ausführliche Begründung zu den Themen Zugvögel, Fledermausarten, Kumulierte Wirkung, Pufferzonen und Wald in der Originalstellungnahme.

Verband Bernischer Gemeinden

Für die Gelegenheit zur Stellungnahme danke ich Ihnen im Namen der kommunalen Verbände bestens. Nach Durchsicht der Unterlagen und nach Konsultation des Vernehmlassungsausschusses der kommunalen Verbände gelangen wir zum Schluss, dass sich keine Einwände bzw. Bemerkungen ergeben. Es wird an den betroffenen Gemeinden und an den regionalen Planungsorganisationen sein, hier ihre Haltung einzubringen.

BKW AG

Interessenkonflikte sind bei der Entwicklung und Realisierung eines Windparks auf verschiedenen Ebenen unvermeidlich. Die Berücksichtigung sämtlicher Bedürfnisse und Schutzziele ohne detaillierte Abwägung der Interessen führt dazu, dass zurzeit viele Windprojekte in der Schweiz blockiert oder gar verunmöglicht werden. Entsprechend ist der Ausbau der Windenergie in der Schweiz mit grossen Unsicherheiten für Projektentwickler behaftet, was die Nutzung des inländischen Windpotentials erschwert.

Energie Thun AG

Wir sind mit den vorgeschlagenen Änderungen grundsätzlich einverstanden.

A Dies ist auf regionaler Ebene detailliert zu klären.

A

E Im Zentrum der Änderungen des Massnahmenblatts steht die Bezeichnung neuer Prüfräume und nicht von neuen Windenergiegebieten. Der Zweck der Prüfräume ist die detaillierte Prüfung dieser Gebiete auf ihre Eignung für Windenergieanlagen (WEA). Diese Prüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung unter Einbezug der erwähnten (und weiterer) Interessen.

E Im Zentrum der Änderungen des Massnahmenblatts steht die Bezeichnung neuer Prüfräume und nicht von neuen Windenergiegebieten. Der Zweck der Prüfräume ist die detaillierte Prüfung dieser Gebiete auf ihre Eignung für Windenergieanlagen (WEA). Diese Prüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung unter Einbezug der erwähnten (und weiterer) Interessen.

E Im Zentrum der Änderungen des Massnahmenblatts steht die Bezeichnung neuer Prüfräume und nicht von neuen Windenergiegebieten. Der Zweck der Prüfräume ist die detaillierte Prüfung dieser Gebiete auf ihre Eignung für Windenergieanlagen (WEA). Diese Prüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung unter Einbezug der erwähnten (und weiterer) Interessen.

E Im Zentrum der Änderungen des Massnahmenblatts steht die Bezeichnung neuer Prüfräume und nicht von neuen Windenergiegebieten. Der Zweck der Prüfräume ist die detaillierte Prüfung dieser Gebiete auf ihre Eignung für Windenergieanlagen (WEA). Diese Prüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung unter Einbezug der erwähnten (und weiterer) Interessen.

A

A

A

Mesure C_21: généralités

Berg- und Planungsregion Kandertal

Die Planungsregion Kandertal mit ihren Gemeinden will Windenergieprüfräume im Kantonalen Richtplan aufnehmen, für welche aus Sicht der betreffenden Standort-Gemeinden eine Zustimmung besteht. Eine Regionale Richtplanung zu den Windenergieprüfräumen ist nur im Bedarfsfall und bei einem Unternehmensinteresse einzuleiten.

C In der regionalen Richtplanung sind die Prüfgebiete detailliert auf ihre Eignung zu untersuchen. Ohne die entsprechende Absicherung ist es für ein Unternehmen schwierig, sein Interesse abzuschätzen.

Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland

Die Bergregion OS-SA mit ihren Gemeinden wollen nur Standorte im Kantonalen Richtplan aufgenommen wissen, für welche aus Sicht der betreffenden Standort-Gemeinden eine Zustimmung besteht. Falls diese nicht gegeben ist, plädieren wir für eine Streichung des entsprechenden Windenergieprüfraums aus dem Kantonalen Richtplan. Weiter wollen wir eine Regionale Richtplanung nur im Bedarfsfall einleiten.

C Der Bedarf ergibt sich durch das übergeordnete Ziel, die erneuerbaren Energien zu fördern. Die regionale Richtplanung beinhaltet (unter anderem) die Abklärung der Haltung der betroffenen Gemeinden.

Region Oberaargau

Der überregionale Teilrichtplan Windkraftanlagen der Regionen Emmental und Oberaargau, sowie der Regionalkonferenz Bern Mittelland ist seit dem 28. Januar 2011 in Kraft. Der Oberaargau gehört damit zum Kreis der Regionen, welche den Planungsauftrag zur regionalen Windenergieplanung bereits in einer frühen Phase umgesetzt haben und über ein behördenverbindliches Planungsinstrument verfügen. Aus dieser Optik begrüssen wir den Grundsatz, dass genehmigte regionale Windenergiepläne bzw. Windenergiegebiete ihre Gültigkeit behalten.

A

Mit zwei von den BKW betriebenen Flusskraftwerken, etlichen Gross-PV-Anlagen und zahlreichen aus erneuerbarer Quelle Strom produzierenden Kleinanlagen steht die Region Oberaargau der ganzen Palette an erneuerbaren Energien positiv gegenüber. Als ländlich geprägte Region streicht der Oberaargau sein ‚Kapital‘, die Landschaft, in den Vordergrund und nutzt dessen Ausstrahlung und Stärken zur Entwicklung der Bereiche Arbeit, Wohnen, Freizeit. ‚Landschaft‘ erachten wir als wertvolle und diffizile Ressource, zu der es Sorge zu tragen gilt! Aus diesen Überlegungen bejahen wir die Stossrichtung der Kantonalen Windrichtplanung zur Konzentration der Windenergienutzung auf wenige, besonders gut geeignete Standorte. Einer ausserer Zahl grossformatiger Windturbinen in landschaftlich intakten Gebieten stehen wir ablehnend gegenüber.

A

Gemeinde Eriz

Erfreut nimmt die Gemeinde Eriz davon Kenntnis, dass im Richtplan auf die Kriterien Windkoeffizient und Erschliessungsaufwand verzichtet wird. Dies ist auf kantonaler Planungsebene stufengerecht. Es erlaubt eine ganzheitliche Prüfung des Gebiets auf nachgelagerter regionaler Ebene.

A

Gemeinde Scheuren

Gerne teilen wir Ihnen mit, dass der Gemeinderat Scheuren die ausserordentliche Kantonale Richtplananpassung C_21, „Anlagen zur Windenergieproduktion fördern“, genehmigt.

A

Gemeinde Wachsdorn

Erfreut nimmt die Gemeinde Wachsdorn davon Kenntnis, dass im Richtplan auf die Kriterien Windkoeffizient und Erschliessungsaufwand verzichtet wird. Dies ist auf kantonaler Planungsebene stufengerecht. Es erlaubt eine ganzheitliche Prüfung des Gebiets auf nachgelagerter regionaler Ebene.

A

Gemeinde Zollikofen

Die Gemeinde Zollikofen hat keine Bemerkungen anzubringen.

A

Etat de Fribourg

Nous n'avons pas de remarque sur les modifications du texte.

A

Grüne Kanton Bern

Grundsätzlich begrüssen die Grünen die Aufhebung der Kriterien Windgeschwindigkeit und Erschliessung. Im Falle von hohen Erschliessungskosten und (zu) tiefen Windgeschwindigkeiten werden genau gleich wie vor der Aufhebung keine Anlagen gebaut werden. Das Risiko liegt damit einfach etwas stärker bei den Investoren und Projektentwicklern. Allerdings könnte die Aufnahme der neuen Prüfräume zur Folge haben, dass gerade auch lokal verankerte Investoren viel Geld in Ressourcenabschätzungen investieren, bei denen sich zeigen wird, dass die geplanten Anlagen nicht rentabel zu betreiben sind.

A

Auch wenn der Windkoeffizient nicht mehr als Kriterium für die Auswahl der Prüfräume gelten, bleiben die Windverhältnisse das zentrale Element für die Errichtung von Windanlagen. Das physikalische Gesetz, dass die Energie des Winds mit der dritten Potenz der Windgeschwindigkeit steigt, behält (natürlich) seine Gültigkeit. Zusammen mit den verbreiteten tiefen Windgeschwindigkeiten hat dies zur Folge, dass nur wenige Flächen im Kanton Bern gut geeignet für Windkraftanlagen sind.

SP Kanton Bern

Es ist für uns nicht abschliessend nachvollziehbar, wie Windenergieprojekte geregelt werden, die im Landschaftsbild oder durch Grenzlinie, mehrere Gemeindegebiete betreffen. Für uns ist ungeklärt, ob eine Gemeinde das Projekt verhindern kann oder ob es eine Sperrminorität gibt. Weiter ist auch unklar, was die Region mit einer allfälligen Einsprache einer Gemeinde macht.

E

Obwohl im Richtplan bewusst darauf verzichtet wird, fehlen uns Hinweise zum Umgang mit Kleinanlagen (Gesamthöhe kleiner 30 m). Gerade für Gemeinden wäre es hilfreich, Anhaltspunkte respektive Anweisungen im Umgang mit kleineren Windkraftanlagen zu erhalten. Aus unserer Sicht sind Gemeinden auf Hürden in kommunalen Baureglementen hinzuweisen, z.B. Regelung von max. Bauhöhen, oder fehlende Energieartikel. Gemeinden könnten aufgefordert werden Hürden gegen den Bau von Windkraftanlagen in ihren Reglementen zu überprüfen und anzupassen. Zudem sollte die minimale Windgeschwindigkeit von 4.5 m/s wie sie für Grossanlagen (auf Turbinenhöhe) gelten soll, für Kleinanlagen nicht zum Ausschlusskriterium werden. Eine Wegleitung zu Planungsgrundsätzen und Reglementsvorlagen für Kleinanlagen sollten Gemeinden in einem separaten Abschnitt zur Verfügung gestellt werden.

E

SVP Kanton Bern

Die Anpassungen im Massnahmenblatt C_21 entsprechen den Forderungen der Motionen 170-2010, 149-2014 (SVP Krähentühl/Graber) und 010-2015 (SVP Burren) und werden grundsätzlich begrüsst.

A

Berner KMU

Unbestimmte Umschreibungen von Anforderungen lehnen wir ab. Die Kriterien für Windenergiegebiete und -anlagen sind entweder zu präzisieren oder wegzulassen. Kürzere Planungsverfahren für Investitionsvorhaben und zusätzliche Möglichkeiten für wirtschaftliche Projekte sind zu begrüssen. Im Zusammenhang mit der Möglichkeit, durch die Regionalkonferenzen weitere Windenergieprüfräume zu bestimmen, erwarten wir ebenfalls präzisere Vorgaben. Auf unbestimmte Begriffe wie «verhältnismässiger Aufwand», «unverhältnismässige Eingriffe in Natur und Landschaft» oder «überwiegende Interessen» (in Bezug auf Anlagen oder Erschliessungen von Windenergieanlagen im Wald) ist nach Möglichkeit zu verzichten. Diese dürfen nicht zu unüberwindbaren Hürden für eine allfällige Bestimmung neuer Windenergieprüfräume führen.

- C** Die Formulierungen zeigen, dass eine Interessenabwägung möglich ist. Sie lassen den nachgelagerten Planungsstufen (regionale Richtplanung, kommunale Nutzungsplanung, Projektierung) Handlungsspielräume.

Question 1 (prémisses)

Berg- und Planungsregion Kandertal

Mit den in den Erläuterungen unter «2.3 Prämissen für die aktuellen Anpassungen» sind wir grundsätzlich einverstanden. Es sind nur Windenergieprüfräume im Kant. Richtplan aufzunehmen, bei welchen die Gemeindezustimmung vorhanden ist. Andernfalls ist auf eine richtplanerische Aufarbeitung zu verzichten.

C In der regionalen Richtplanung ist die Haltung der betroffenen Gemeinden vertieft abzuklären. Gebiete, welche aus guten Gründen (z.B. totale Ablehnung der Gemeinden) nicht geeignet sind, werden nicht als Windenergiegebiete im Richtplan festgesetzt.

Mit der Lockerung der Mindestanzahl an Windenergieanlagen sind wir einverstanden. Mit dem unter 3.1, Alinea 3, «Fristerstreckung für die Regionen» sind wir nicht einverstanden. Wir gehen von einer «Bedarfsplanung» aus. Eine Planung ist bei Unternehmensinteresse in Gang zu setzen.

C Der Bedarf ergibt sich durch das übergeordnete Ziel, die erneuerbaren Energien zu fördern. Die regionale Richtplanung beinhaltet (unter anderem) die Abklärung der Haltung der betroffenen Gemeinden.

Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saanenland

Mit den in den Erläuterungen unter «2.3 Prämissen für die aktuellen Anpassungen» sind wir grundsätzlich einverstanden. Zum Gegenstand der Anpassungen und den neu bezeichneten Windenergieprüfräumen haben wir eine differenzierte Meinung. Bei einer sich schon jetzt abzeichnenden Ablehnung von neuen, zu prüfenden Standorten durch die Standortgemeinden, ist auf eine richtplanerische Aufarbeitung zu verzichten.

C Eine "sich abzeichnende Ablehnung" ist kein qualifizierter Grund, um das übergeordnete Interesse "Nutzung der erneuerbaren Energieträger" zurückzuweisen

Entwicklungsraum Thun

Die drei Prämissen sind u.E. richtig gewählt, wir sind mit diesen einverstanden.

A

Förderverein Region Gantrisch

Nein, wir verweisen auf unsere Vernehmlassungs-Stellungnahme vom 3. Dezember 2014 (--> Beilage zur Originalstellungnahme). Die darin aufgeführten Kritikpunkte sind bei einer allfälligen Prüfung der Räume zu berücksichtigen.

D Die erwähnte Stellungnahme betraf die regionale Richtplanung

s. Antwort zu Frage 1

A

Region Oberaargau

Ja, die in Pkt. 2.3 der Erläuterung formulierten drei Prämissen können wir unterstützen, zumal die Region Oberaargau (zusammen mit der RK Emmental) zu den Pionieren und Wegbereitern der regionalen VVindrichtplanung gezählt werden dürfen.

A

Regionalkonferenz Bern-Mittelland

Zu a): Der Ansatz ist zwar grundsätzlich plausibel und aus Sicht Kanton verständlich. Es wird aber stark bezweifelt, ob damit die Motion 10-2015 «Waldwirtschaft und Windenergie» genügend umgesetzt werden kann. Begründung: In der Grundlagenarbeit (2012) zum Massnahmenblatt C21 wurde Wald – zusammen mit bundesrechtlich geschützten Gebieten – als Ausschlussgebiet bezeichnet. Gebiete mit einem hohen Waldanteil kamen also von Anfang an nicht als kantonale Windenergieprüfräume in Frage und wurden gar nicht erst einem Nachhaltigkeitscheck unterzogen. Weil in der nun vorliegenden Überarbeitung der Massnahme C21 die Grundlage (Gebiete, welche einer näheren Prüfung unterzogen werden) nicht angepasst wurde – Wald also immer noch als Ausschlussgebiet festgehalten wird – wird diese Thematik aus unserer Sicht als nicht abschliessend behandelt betrachtet. Entgegen der Einschätzung der Motionäre wird das Kriterium Wald nicht durch die regionalen Planungen, sondern durch den kantonalen Richtplan sehr stark gewichtet. Die dadurch verursachten Einschränkungen für potenzielle Standorte im Wald widersprechen aus unserer Sicht den Ausführungen des Bundesrats zur Motion Cramer.

B Überprüfung ist erfolgt (vgl. Erläuterungen)

Antrag: Es ist zu überprüfen und zu dokumentieren, ob durch das gewählte Vorgehen, inkl. Kantonale Planung Windenergie – Grundlagenbericht (AUE 2012), keine nicht konforme Einschränkung bezüglich Windenergieanlagen im Wald erfolgt ist.

Zu b): Die RKBM begrüsst den Umgang mit den gültigen und laufenden Planungen sowie das Festhalten an der Rollenverteilung zwischen Kanton und Regionen bei Windenergiegerichtplanungen

A

Zu c): Das Vorgehen wird unterstützt.

A

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Ja, die 3 Prämissen bezüglich Änderungen von MB C_21, geltenden regionalen Richtplanungen und bisherigen kantonalen Windenergieprüfräumen sind richtig.

A

Verein seeland.biel/bienne

ja

A

Commune de Courtelary

Oui

A

Commune de Romont

oui

A

Commune de Saicourt

Oui les trois. Le prémisses 2.3 (b) Eviter de remettre en question les plans directeurs en vigueur, est particulièrement important pour notre Commune de Saicourt. En effet, nous sommes directement concernés par le secteur Béroie du site n° 4 du Grundlagenbericht du 3 novembre 2015, voir les pages 8, 12 et 14. Ou le secteur S5 sur la carte de la fiche C_21. Merci de SVP considérer nos remarques au point 5 ci-dessous.

A

Commune mixte de Nods

Oui

A

Commune mixte de Plateau de Diesse

Nous approuvons la présente adaptation de la fiche de mesure C_21, mais nous regrettons toutefois vivement que notre site ne soit pas placé en tant que coordination réglée. Nous trouvons aussi que c'est une nécessité, voire une obligation, qu'un plan directeur soit mis en place, afin d'éviter des implantations sauvages.

A

Gemeinde Aegerten

Ja

A

Gemeinde Arch

Ja, der Gemeinderat Arch unterstützt die Anpassung.

A

Gemeinde Attiswil

ja

A

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Beatenberg		
Ja	A	
Gemeinde Diemerswil		
Nein. Wir sind der Ansicht, dass auch die aktuellen Prüfräume noch einmal seriös überprüft werden und nicht einfach übernommen werden müssen	E	Diese Überprüfung erfolgt im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Eriswil		
Der Gemeinderat Eriswil ist mit den geplanten Änderungen einverstanden und findet es gut, dass sich der Kanton vermehrt mit dieser wichtigen Thematik befasst.	A	
Gemeinde Eriz		
Nach uns müssten unter b auch noch die Regionalplanungen aufgeführt sein, die keine Regionalkonferenz haben.	C	Planungsregionen sind auch erwähnt
Gemeinde Erlach		
Ja	A	
Gemeinde Guttannen		
ja	A	
Gemeinde Hasliberg		
Ja, die 3 Prämissen bezüglich Änderungen von MB C_21, geltenden regionalen Richtplanungen und bisherigen kantonalen Windenergieprüfräumen sind richtig.	A	
Gemeinde Heimberg		
Ja	A	
Gemeinde Innertkirchen		
Mit der Formulierung einverstanden	A	
Gemeinde Jens		
ja	A	
Gemeinde Kaufdorf		
Ja	A	
Gemeinde Kirchenthurnen		
ja	A	
Gemeinde Köniz		
Ja	A	
Gemeinde Lauterbrunnen		
Die Gemeinde Lauterbrunnen ist mit den drei Prämissen einverstanden	A	
Gemeinde Meinisberg		
Zustimmung	A	
Gemeinde Mühleberg		
JA. Vorbehalten bleibt unser Hinweis unter Frage 5!	A	
Gemeinde Mühledorf		
Ja	A	
Gemeinde Münchenbuchsee		
Ja	A	
Gemeinde Neuenegg		
Grundsätzlich ist es erfreulich, dass die geltenden resp. die weit fortgeschrittenen Richtplanungen der Regionen nicht in Frage gestellt werden. Die veränderten Bedingungen bezüglich Windanlagen im Wald könnten jedoch zu einer Richtplanänderung führen. Hierfür sollte wohl eine Nachprüfung erfolgen. Desweiteren ist man mit den drei Prämissen einverstanden.	A	
Gemeinde Oberlangnegg		
Ja	A	
Gemeinde Orpund		
Ja	A	
Gemeinde Ostermundigen		
Ja	A	
Gemeinde Pohlern		
Ja	A	
Gemeinde Röthenbach		
Der Gemeinderat ist der Meinung, dass die Windenergie dort sinnvoll ist, wo sie mit vernünftigem Aufwand betrieben werden kann. Im Grundsatz erachtet er die Definition einer Mindestgrösse als sinnvoll. Eine Betrachtung des Einzelfalles erscheint jedoch unumgänglich.	A	
Gemeinde Rümligen		
Ja	A	
Gemeinde Rüscheegg		
Ja	A	
Gemeinde Saanen		
Mit den in den Erläuterungen unter «2.3 Prämissen für die aktuellen Anpassungen» sind wir grundsätzlich einverstanden. Zum Gegenstand der Anpassungen und den neu bezeichneten Windenergieprüfräumen haben wir eine differenzierte Meinung. Bei einer sich schon jetzt abzeichnenden Ablehnung von neuen, zu prüfenden Standorten durch die Standortgemeinden, ist auf eine richtplanerische Aufarbeitung zu verzichten.	C	Eine "sich abzeichnende Ablehnung" ist kein qualifizierter Grund, um das übergeordnete Interesse "Nutzung der erneuerbaren Energieträger" zurückzuweisen

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Safnern		
Ja	A	
Gemeinde Schlosswil		
ja	A	
Gemeinde Schwadernau		
ja	A	
Gemeinde Schwarzenburg		
Ja	A	
Gemeinde Steffisburg		
Ja	A	
Gemeinde Täuffelen		
ja	A	
Gemeinde Thörigen		
ja	A	
Gemeinde Tramelan		
Ja	A	
Gemeinde Trubschachen		
Ja	A	
Gemeinde Uetendorf		
Die Gemeinde Uetendorf kann die drei Prämissen unterstützen. Es erscheint uns insbesondere richtig, die weit fortgeschrittenen regionalen Windenergieplanungen durch die Richtplanänderung nicht zu beeinträchtigen und die Planungsautonomie der Regionen weiterhin zu erhalten.	A	
Gemeinde Unterlangenegg		
Ja	A	
Gemeinde Vechigen		
Sämtliche Prämissen erachten wir als richtig und wichtig.	A	
Gemeinde Wachsdorn		
Ja	A	
Gemeinde Walperswil		
Ja	A	
Gemeinde Wiedlisbach		
Ja	A	
Gemeinde Wohlen		
Mit den Prämissen a) und b) sind wir einverstanden. Unseres Erachtens kann die Prämisse c) wegfallen, da es nicht sinnvoll ist, Prüfräume beizubehalten, die nicht alle Kriterien erfüllen.	C	Theoretischer Fall; in den Regionen ohne bestehende regionale Richtpläne erfüllen alle Prüfräume die angepassten Kriterien
Gemeinde Worb		
Wir erachten die drei Prämissen in Bezug auf eine rasche Anpassung des Massnahmenblattes ohne die Anpassung des kantonalen Richtplans abzuwarten als sinnvoll.	A	
Stadt Bern		
Ja	A	
Canton de Neuchâtel		
Oui	A	
Canton de Vaud		
Oui. Le Canton de Vaud adopte également la pratique de ne modifier la planification directrice que quand cela est strictement nécessaire. En effet, il faut tenir compte des projets étant déjà à un stade avancé, ayant eu un investissement conséquent et basés sur des lois actuellement en vigueur. Le Canton de Vaud prend note que les propositions et affinements des projets issus des planifications régionales devront être proposés aux instances cantonales pour validation.	A	
Canton du Valais		
oui	A	
Kanton Solothurn		
zu (a) und (b): keine Bemerkungen zu (c): Unsere Bedenken zum WPR „P4 Büren“ haben wir Ihnen bereits 2012 im Rahmen der Vernehmlassung des aktuellen Massnahmenblatts C_21 mitgeteilt; diese Vorbehalte sind von Seite des Kantons Solothurn nach wie vor vorhanden.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Kanton Uri		
Ja	A	
Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern		
Im Grundsatz ist die BDP mit diesen Prämissen einverstanden. Gebiete, die in keiner Planungsregion sind, dürfen mit diesen Anpassungen nicht benachteiligt werden.	A	
EVP Kanton Bern		
Mit den drei Prämissen sind wir grundsätzlich einverstanden. Allerdings ist für uns bei der ersten Prämisse (a) die Bedeutung des Nachsatzes „so wenige wie möglich“ nicht wirklich einleuchtend. „So viele konzeptionelle Änderungen wie nötig und sinnvoll“ genügt durchaus.	A	
Grünliberale Partei Kanton Bern		
Ja. Damit werden die bestehenden Planungen nicht gebremst, sondern höchstens flexibilisiert.	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
SP Kanton Bern		
Prämisse a: Ja, vorbehältlich den Bemerkungen zu Kleinanlagen (siehe Grundsätzliches). Prämisse b: Ja. Prämisse c: Ja.	A	
SVP Kanton Bern		
Die in den Erläuterungen formulierten Prämissen werden unterstützt.	A	
Berner Heimatschutz		
Der Berner Heimatschutz ist einverstanden.	A	
Chambre d'agriculture du Jura bernois		
oui	A	
FSU Mittelland		
Zu b): Der FSU Mittelland begrüsst den Umgang mit den gültigen und laufenden Planungen. Zu c): Das Vorgehen wird unterstützt.	A	
Zu a): Der Ansatz ist zwar grundsätzlich plausibel. Es wird aber stark bezweifelt, ob damit die Motion 10-2015 «Waldwirtschaft und Windenergie» genügend umgesetzt werden kann. Begründung: In der Grundlagenarbeit (2012) zum Massnahmenblatt C21 wurde Wald – zusammen mit bundesrechtlich geschützten Gebieten – als Ausschlussgebiet bezeichnet. Gebiete mit einem hohen Waldanteil kamen also von Anfang an nicht als kantonale Windenergieprüfräume in Frage und wurden gar nicht erst einem Nachhaltigkeitscheck unterzogen. Weil in der nun vorliegenden Überarbeitung der Massnahme C21 die Grundlage (Gebiete, welche einer näheren Prüfung unterzogen werden) nicht angepasst wurde – Wald also immer noch als Ausschlussgebiet festgehalten wird – wird diese Thematik aus unserer Sicht als nicht abschliessend behandelt betrachtet. Antrag: Es ist zu überprüfen und zu dokumentieren, ob resp. dass durch das gewählte Vorgehen keine nicht konforme Einschränkung bezüglich Windenergieanlagen im Wald erfolgt ist.	B	Überprüfung ist erfolgt (vgl. Erläuterungen)
Groupe E Greenwatt SA		
Groupe E Greenwatt salue l'engagement et la volonté de développer les nouvelles énergies renouvelables et, en particulier, l'éolien dans tout le Canton de Berne. Nous abondons dans votre sens concernant le développement éolien dans les Régions. L'impulsion et le dernier mot doivent être laissés aux habitants des communes-site. On doit respecter leur volonté populaire. C'est l'unique moyen de réussir le tournant énergétique avec de l'éolien raisonnable. Les Régions doivent avoir l'autonomie de gérer et de proposer leurs périmètres éoliens. Toutefois, le Canton de Berne et ses services doivent pouvoir influencer un choix d'importance cantonale et dicter un périmètre éolien si celui-ci est d'importance et sert les intérêts cantonaux. Il ne peut pas y avoir des sites éoliens partout dans le canton. Des Régions sont, par exemple, plus propices à l'hydraulique qu'à l'éolien. Il ne sert à rien de vouloir ajouter des périmètres éoliens partout dans le canton. Il ne faut proposer que les gisements optimaux. Tant pis, s'ils sont concentrés que dans certaines régions. En effet, la réussite du développement éolien cantonal passe par une bonne acceptation populaire locale et d'un projet économiquement parfaitement maîtrisé. Pour un projet économiquement viable, il faut du vent et des accès routiers et électriques quasi-existants. C'est ce qui rend les sites du Jura bernois et du Plateau les plus intéressants.	A	
Helvetia Nostra		
Ja	A	
Pro Natura Bern		
a) ja, b) nein, Prüfräume, die die Kriterien nicht mehr erfüllen, sind zu streichen, c) nein, die bisherigen Prüfräume, die die Kriterien nicht mehr erfüllen, sind zu streichen.	C	Damit würde der Kanton basierend auf seinen groben Kriterien die vertieften Abklärungen auf der regionalen Ebene übersteuern
Schweizer Alpen-Club SAC		
a) Der SAC kann sich mit der Prämisse einverstanden erklären. Allerdings sind die Konsequenzen der nun vorgenommenen Änderungen gross. Besonders die neuen Windenergieprüfräume liegen grossmehrheitlich in den Voralpen und Alpen. Dass diese Räume im Grundlagenbericht von 2012 als nicht nachhaltig beurteilt wurden zeigt, dass diese weniger geeignete sind für die Windenergienutzung, wenn umfassende Nachhaltigkeitskriterien angewendet werden. Vgl. auch Frage 3 > Vorgehen 1.	A	
b) Der SAC anerkennt die Rolle der Regionen und deren Wichtigkeit. Für eine ausgewogene Planung der Windenergienutzung und der Sicherstellung, dass am Schluss wirklich die am besten geeigneten Räume ausgeschieden werden (unter Berücksichtigung aller Aspekte), braucht es eine gute Koordination. Der Kanton muss daher eine wichtige Koordinationsfunktion übernehmen, damit ein einheitliches Vorgehen bei der Interessenabwägung sicherzustellen.	A	
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
c): In jenen bisherigen Windprüfgebieten, in welchen bereits Windenergiegebiete im Rahmen der Regionalplanung geprüft wurden, sind nur jene im Richtplan zu belassen, welche im betreffenden Regionalen Richtplan festgesetzt wurden. Die anderen sind zu streichen. Ferner gibt es Windprüfräume, welche zumindest in Teilgebieten der Natur- und Landschaftsschutzgesetzgebung nicht entsprechen (z.B. weil Hochmoore im Prüfgebiet eingeschlossen sind), oder wo schwerwiegende Konflikte mit dem Natur- und Landschaftsschutz bestehen. Deshalb sind auch die bisher bezeichneten Standorte zu überprüfen und Standorte, welche die Gesetzgebung nicht erfüllen oder bei welchen schwerwiegende Konflikte zu erwarten sind, sind aus dem Richtplan zu streichen oder mindestens in ihrem Umfang anzupassen.	E	Erster Punkt ist erfüllt (keine Windenergieprüfgebiete in Regionen mit Windrichtplan). Perimeter werden teilweise noch angepasst. Konflikte sind überall zu erwarten und müssen im Rahmen der regionalen Windenergieplanung vertieft untersucht werden - eine "Prüfung der Prüfgebiete" würde nicht den Vorgaben des Grossen Rats und der überwiegenden Mehrheit der Mitwirkungseingaben entsprechen (vgl. Stellungnahme zu grundsätzlichen Punkten).
Die SL ist teilweise einverstanden und bei folgenden Punkten nicht einverstanden: b): In dieser Prämisse wird auf die wichtige Rolle der Regionen hingewiesen. Gleichzeitig fehlt jedoch der Hinweis auf die absolut notwendige Kontroll- und Steuerungsfunktion des Kantons. Diese Kontrolle muss eine sorgfältige Prüfung aller Interessen und insbesondere der einzuhaltenden gesetzlichen Grundlagen im Natur-, Landschafts- und Vogelschutz bei der Auswahl der Standorte beinhalten. Dabei dürfen die Standorte nicht nur isoliert betrachtet werden, sondern die kumulierten Auswirkungen benachbarter Standorte müssen einbezogen werden. Dies erfordert eine enge Koordination mit den Nachbarkantonen. Unter diesem Aspekt ist die Liste der Windprüfgebiete nochmals durchzukämmen (siehe unten).	E	Kontroll- und Koordinationsfunktionen sind wichtige Aufgaben des Kantons, werden aber künftig mehr Ressourcen erfordern.
Suisse Eole		
Sämtliche Prämissen erachten wir als richtig und wichtig.	A	

SVS / BirdLife Schweiz

Wir sind nur teilweise einverstanden. Zu b): Um den Prozess zu beschleunigen ist es sinnvoll, dass der Kanton eine detailliertere Interessenabwägung einheitlich und nach einem bestimmten Raster bereits bei der Ausscheidung der Windenergieprüfräume vornimmt. Insbesondere müssen die in dieser Stellungnahme unter „Generellem“ erwähnten Punkte bezüglich Vögel in den Prüfkatalog zur Ausscheidung der Prüfräume aufgenommen werden. Damit diese Ausscheidung und insbesondere auch die Koordination mit Nachbarkantonen und der Einbezug der Kumulierten Wirkungen von WEA's einheitlich erfolgt, muss der Kanton und nicht die Regionalgruppen diese Prüfung übernehmen. Eine sehr sorgfältige Prüfung aller Interessen und insbesondere der einzuhaltenden gesetzlichen Grundlagen im Natur-, Landschafts- und Vogelschutz bei der Auswahl der Standorte durch den Kanton könnte letztlich den Bau von Windanlagen beschleunigen, da frühzeitig klar würde, welche Räume sich tatsächlich für den Bau von Anlagen eignen.

c) Unter den bisherigen Standorten gibt es ebenfalls solche, welche der Natur- und Landschaftsschutzgesetzgebung nicht entsprechen. Wir erwarten vom Kanton Bern, dass er auch die bisherigen Standorte mit einem detaillierteren Raster überprüft und Standorte, welche die Gesetzgebung nicht erfüllen aus dem Windenergieplan streicht.

Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen

Wir sind mit den Prämissen einverstanden.

Verein Energieversorgung Gantrisch

Einleitend zu Kp. 2.3. steht unter Kp. 2.2.: „Da es sich bei der Motion 10-2015 um eine Richtlinienmotion handelt, ist ihre Wirkung ähnlich wie diejenige eines Postulats, d.h. der Regierungsrat kann relativ frei entscheiden, wie er diese Anliegen im Rahmen seiner Kompetenzen umsetzt.“

Dazu kommt beim zweiten Punkt, dass der vom Motionär vermutete Widerspruch zwischen dem Anliegen des Postulats Cramer und der Praxis des Kantons Bern aus Sicht des Regierungsrats nicht existiert“
Stellungnahme EV Gantrisch: Die Beurteilung, dass keinen Widerspruch zwischen der Praxis des Kantons Bern und dem Anliegen des Postulates Robert Cramer ist u.E. nicht korrekt: De facto wird der Bau von Windkraftanlagen in Wäldern zumindest massiv eingeschränkt. Es sei auch darauf hingewiesen, dass es sich nicht ‚nur‘ um ein Anliegen von Herrn SR Cramer handelt, sondern um ein angenommenes Postulat und um einen Entscheid des Bundesrates; siehe dazu: Bericht in Erfüllung des Postulats Erleichterung des Baus von Windkraftanlagen in Wäldern und auf Waldweideflächen 10.3722 (Cramer Robert); Vom Bundesrat in seiner Sitzung vom 10. Oktober 2012 gutgeheissen; Auszug Bericht: „Um die Ziele gemäss Energiestrategie 2050 erreichen zu können, müssen Windenergieanlagen auch auf geeigneten Standorten im Wald realisiert werden können.“ sowie „Die Kantone verfügen bereits heute über die Flexibilität auf möglichen Standorten auf Waldareal Abklärungen für die Planung von Windenergieanlagen zu treffen und die Vorhaben unter günstigen Voraussetzungen auch zu realisieren. Mit dem vorliegenden Bericht wird ein in der Praxis teilweise missverständlicher Sachverhalt geklärt.“

Fazit: Da bereits in Kp. 2.2 die Einleitung zu Kp. 2.3. u.E. nicht korrekt ist, wird auf eine Beurteilung der Prämissen verzichtet.

Verein Weitsicht für Vechigen

Nein. Generell ist nicht nachvollziehbar und durch keine ausserordentliche Situation zu rechtfertigen, weshalb das ordentliche Verfahren in dieser Angelegenheit nicht zur Anwendung kommen soll. Die Prämisse (a) nimmt Bezug darauf, dass sich die Konzeption des MB C_21 bewährt habe. Diese „Bewährung“ ist nicht nachvollziehbar und kann somit nicht als Voraussetzung gelten; auf Grund dieser Tatsache sind Änderungen des MB C_21 in wesentlichen Belangen durchaus angebracht. Beispielsweise die Angabe der minimal gemessenen Windgeschwindigkeit, welche nicht zu effizienten Anlagen führt; oder die fehlende Angabe der Minimalabstände zu Siedlungen, Wald, und Schutzgebieten und die fehlende Anforderung bezüglich Definition des erforderlichen Energiebilanznachweises und dessen Grundsätzen, welche letztendlich energiepolitisch den Sinn von Windkraftanlagen in der Schweiz erst mit Fakten beurteilt. Die ideologisch geprägte Euphorie entbehrt jeglicher rational umfassender Betrachtung, welche hier eigentlich angebracht wäre. Politischer (und/oder wahltaktischer) Populismus ist nicht zielführend und löst weder aktuell anstehende, noch zukünftige Energieversorgungsfragen.

WWF Bern

a Ja b Wenn die Prüfräume die gesetzlichen Grundlagen nicht erfüllen, sollen sie gestrichen werden. c Dito, Prüfräume, die die gesetzlichen Grundlagen nicht erfüllen, sollen gestrichen werden.

BKW AG

Ja

ewz Energieproduktion

Ja, keine weiteren Anmerkungen.

Privat 2

Nein

E Einige Punkte werden berücksichtigt, andere Forderungen würden auf eine grundlegende Überarbeitung bzw. Neuarbeitung des Massnahmenblatts hinauslaufen, was weder den Vorgaben des Grossen Rats noch der überwiegenden Mehrheit der Mitwirkungsangaben entsprechen würde.

A

A

A

C Mit einer Streichung regionaler Windenergiegebiete (Prämisse b) würde der Kanton basierend auf seinen groben Kriterien die vertieften Abklärungen auf der regionalen Ebene übersteuern. Es gibt aus heutiger Sicht keine Prüfräume (Prämisse c), welche "die gesetzlichen Grundlagen" nicht erfüllen.

A

A

A

Question 2 (assouplissement concernant l'exigence d'un nombre minimal d'installations)

Association régionale Jura-Bienne

L'ARJB n'est pas favorable à ce que la construction de parcs éoliens de moins de 3 éoliennes soit possible, pour les raisons suivantes :

- Dans le contexte actuel, il nous semble peu réaliste qu'un parc éolien de 1-2 éoliennes puisse être rentable économiquement dans le canton de Berne;
- La construction d'éoliennes isolées engendrerait un fort impact sur le paysage, et cela pour une production d'énergie trop faible ;
- La Confédération est aussi attachée au principe de concentration des éoliennes (projet de Conception). Il ne semble pas nécessaire - pour le canton de Berne - de déroger à ce principe, puisque son territoire permet pour les prochaines années d'examiner et de développer de nombreux autres sites capables d'accueillir plus de trois éoliennes.

A La plupart des prises de position sont favorables à la proposition du canton. Les régions et les communes gardent toutefois la possibilité de fixer un nombre minimal d'installations.

Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saenenland

Mit der Lockerung der Mindestanzahl an Windenergieanlagen sind wir einverstanden.

A

Entwicklungsraum Thun

Die Lockerung der Mindestanzahl wird begrüsst, sie lässt eine adäquate Reaktion auf tatsächliche Gegebenheiten zu.

A

Förderverein Region Gantrisch

Grundsätzlich Ja – siehe auch die Kritikpunkte in der Vernehmlassungs-Stellungnahme vom 3.12.14 (s. Antwort zu Frage 1)

A (vgl. Antwort zu Frage 1)

Region Oberaargau

Bei der Erarbeitung der Windrichtplanung in den Regionen Oberaargau, Emmental und Teilen der RK Bern-Mittelland war die Vorgabe ‚keine einzelnen WEA, WEA zusammenfassen zu einem Windpark‘ in vielen Fällen das ‚Killerkriterium‘. Mengenmässig war der Begriff ‚Windpark‘ zu diesem Zeitpunkt noch nicht definiert. Auf Grund von Geländebegehungen und Topografieeinschätzungen kristallisierte sich dann heraus, dass mit Minimum 3 WEA dem Grundsatz der ‚Konzentration auf einige wenige, gut geeignete Standorte‘ in optimaler Weise nachgelebt werden kann. Dass nun mit einer Lockerung der Mindestzahl die Möglichkeit geschaffen werden soll, von der Strategie der Konzentration abzuweichen, stimmt für uns nicht. Zu viele Standorte wird es geben, wo keine drei, jedoch eine oder zwei WEA positioniert werden können.

C Die Mehrheit der Mitwirkungseingaben unterstützt Vorschlag Kanton. Regionen und Gemeinden haben aber weiterhin die Möglichkeit, eine Mindestanzahl zu fordern.

Regionalkonferenz Bern-Mittelland

Die Lockerung bezüglich Mindestanzahl wird nicht unterstützt, da eine Konzentration von Windenergieanlagen zu einem Windpark aus raumplanerischer Sicht klar bevorzugt wird. Entsprechend wird im regionalen Richtplan Windenergie RKBM grundsätzlich an der Mindestzahl von 3 Anlagen festgehalten. Ausnahmen sind nur nach Antrag und mit Richtplananpassung möglich.

C Die Mehrheit der Mitwirkungseingaben unterstützt Vorschlag Kanton. Regionen und Gemeinden haben aber weiterhin die Möglichkeit, eine Mindestanzahl zu fordern.

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Ja, die gewählte Formulierung lässt eine optimale Standortnutzung zu ohne vom Grundsatz der Realisierung von Windparks abzuweichen.

A

Verein seeland.biel/bienne

Ja. Wir begrüssen, dass am Grundsatz von mindestens drei Windturbinen pro Standort bzw. Windpark festgehalten wird. Die Möglichkeit, im Rahmen der regionalen Richtplanung oder der Nutzungsplanung in begründeten Fällen von diesem Grundsatz abzuweichen, ist sinnvoll und stufengerecht.

A

Commune de Courtelary

Oui

A

Commune de Romont

oui

A

Commune de Saicourt

Oui. Nous saluons l'assouplissement du nombre d'éoliennes, le critère déterminant étant plus la production d'énergie renouvelable que le nombre d'éolienne par site. Effectivement sur notre Commune de Saicourt, le secteur Béroie du site de Béroie-Rebévelier (n°4 page 8, 12 et 14 du Grundlagenbericht du 3 novembre 2015) a un très bon potentiel éolien, mais la place sera peut-être limitée par de nombreuses contraintes. Le secteur de Béroie pourrait contenir p. ex deux éoliennes de grande puissance (2 x 3.3MW) au lieu de 3 éoliennes de puissance moyenne (3 x 2MW) et ceci pour une production similaire d'environ 12 GWh/a). Les régions devraient donc logiquement aussi appliquer cet assouplissement et supprimer la limite de 3 éoliennes minimum par site. ((Il ne peut pas exister une bonne pratique et une règle au niveau cantonale et l'abroger au niveau régional)).

A

Commune mixte de Nods

Oui

A

Commune mixte de Plateau de Diesse

Nous approuvons un minimum de trois aérogénérateurs par parc....mais nous constatons que de nouveaux sites ont été ouverts avec un potentiel moins élevé que le nôtre. Il faut favoriser les hauts potentiels avant tout.

A

Gemeinde Aegerten

Ja

A

Gemeinde Arch

Ja

A

Gemeinde Attiswil

ja

A

Gemeinde Beatenberg

Eine Lockerung scheint sinnvoll zu sein und ist für uns OK.

A

Gemeinde Diemerswil

Ja

A

Gemeinde Eriswil

Die vorgeschlagene Änderung wird stark begrüsst. Weil es die Gegebenheiten nicht immer zulassen, einen gesamten Windpark (3 Windenergieanlagen) zu erstellen, wird dies als sehr sinnvolle Änderung betrachtet.

A

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Eriz Die Lockerung ist wichtig.	A	
Gemeinde Erlach Ja	A	
Gemeinde Grindelwald Ja	A	
Gemeinde Guttannen ja	A	
Gemeinde Hasliberg Ja, die gewählte Formulierung lässt eine optimale Standortnutzung zu, ohne vom Grundsatz der Realisierung von Windparks abzuweichen.	A	
Gemeinde Heimberg Ja	A	
Gemeinde Innertkirchen Mit den Änderungen einverstanden	A	
Gemeinde Jens ja	A	
Gemeinde Kaufdorf Ja	A	
Gemeinde Kirchenthurnen ja	A	
Gemeinde Köniz Ja	A	
Gemeinde Lauterbrunnen Die Gemeinde Lauterbrunnen ist mit der Lockerung der Mindestanzahl von drei Windenergieanlagen in einem Windpark einverstanden.	A	
Gemeinde Meinisberg Nein	A	
Gemeinde Mühleberg Ja	A	
Gemeinde Mühledorf Ja	A	
Gemeinde Münchenbuchsee Ja	A	
Gemeinde Neuenegg Grundsätzlich ist die Konzentration von Windenergieanlagen aus Sicht des Natur- und Landschaftsschutzes sinnvoll. Sofern jedoch landschaftliche Interessen nur eine oder zwei Anlagen zulassen und diese wirtschaftlich betrieben werden können, so ist dies zu unterstützen. Möglicherweise dürfte eine Anlage auch als „Pilotanlage“ betrieben werden, um dem Betreiber aufzuzeigen, ob die Windenergie marktgerecht produziert werden kann resp. die Akzeptanz der Bevölkerung zusätzliche Anlagen zulässt.	A	
Gemeinde Oberlangnegg Ja, wir erachten eine eng begrenzte Lockerung der Mindestanzahl von drei Windenergieanlagen als sinnvoll	A	
Gemeinde Orpund Nein, am Minimum von drei Windenergieanlagen sollte festgehalten werden.	C	Die Mehrheit der Mitwirkungsangaben unterstützt Vorschlag Kanton. Regionen und Gemeinden haben aber weiterhin die Möglichkeit, eine Mindestanzahl zu fordern.
Gemeinde Ostermundigen Ja	A	
Gemeinde Pohlern Ja	A	
Gemeinde Röthenbach Im Grundsatz Nein.	C	Die Mehrheit der Mitwirkungsangaben unterstützt Vorschlag Kanton. Regionen und Gemeinden haben aber weiterhin die Möglichkeit, eine Mindestanzahl zu fordern.
Gemeinde Rüeggisberg Grundsätzlich ja; dennoch lieber Windparks und dafür weniger Einzelanlagen.	A	
Gemeinde Rüscheegg Ja	A	
Gemeinde Saanen Mit der Lockerung der Mindestanzahl an Windenergieanlagen sind wir einverstanden.	A	
Gemeinde Safnern Ja	A	
Gemeinde Schlosswil ja	A	
Gemeinde Schwadernau ja	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Schwarzenburg		
Ja	A	
Gemeinde Steffisburg		
Ja	A	
Gemeinde Täuffelen		
ja	A	
Gemeinde Thörigen		
ja	A	
Gemeinde Tramelan		
Ja	A	
Gemeinde Trubschachen		
Ja	A	
Gemeinde Uetendorf		
Die vorgeschlagene Formulierung ist eine gute Lösung um in Ausnahmefällen auch Einzelanlagen zulassen zu können.	A	
Gemeinde Unterlangenegg		
Ja	A	
Gemeinde Vechigen		
Ist für das Windenergiegebiet Vechigen nicht relevant.	A	
Gemeinde Wachsdorn		
Ja	A	
Gemeinde Walperswil		
Ja	A	
Gemeinde Wiedlisbach		
Ja	A	
Gemeinde Wohlen		
Ja, wobei die Wirtschaftlichkeit und die lokale Stromversorgung massgebend sind.	A	
Gemeinde Worb		
Wir befürworten die Streichung der Mindestanzahl.	A	
Gemeinden Bellmund und Port		
Auch die begrenzte Lockerung der Mindestanzahl von drei Windenergieanlagen in einem Windpark, wird als sinnvoll erachtet.	A	
Stadt Bern		
Ja	A	
Canton de Neuchâtel		
Notre canton ne souscrit pas à l'opportunité d'assouplir l'exigence d'un nombre minimal de trois aérogénérateurs par parc éolien. Cette mesure risque d'ouvrir la porte à de trop nombreux petits parcs éoliens, or la dispersion des machines dans le paysage doit être évitée.	C	Principe de la concentration ne rime pas avec nombre minimal d'installations dans tous les cas - ce sont ces cas dont il est question ici.
Canton de Vaud		
Oui. Dans le canton de Vaud, l'installation d'une éolienne isolée est envisageable à condition que sa puissance soit d'au moins 10 GVWh. Cela se justifie notamment en raison des difficultés d'intégration des parcs éoliens d'envergure et de leur acceptation par la population.	A	
Canton du Valais		
oui	A	
Kanton Solothurn		
Die vorgeschlagene Lockerung der Mindestzahl von WEA in einem Windpark steht dem Gebot der Konzentration der Nutzung der Windenergie entgegen. Der auch im Entwurf des Konzepts Windenergie des Bundes enthaltene Planungsgrundsatz der Konzentration ist aus unserer Sicht einer der Schlüssel, dass die Windenergie einen Beitrag an die Produktion erneuerbarer Energie leisten kann, ohne dass die Schweiz mit Einzelanlagen oder Kleinparks übersät wird (Stichwort: „Verspargelung“; bereits die Mindestzahl von 3 WEA ist tief). Es soll auch künftig grössere Landschaftsräume ohne Belastung mit Windparks geben. Zudem fallen die Aufwendungen für die Erschliessung eines Gebiets und die Infrastruktur ohnehin an und können bei grösseren Parks in der Regel auf mehrere Anlagen verteilt werden. Die Mindestzahl von WEA in einem Windpark soll daher aus unserer Sicht nicht gelockert werden.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz.
Kanton Uri		
Ja	A	
Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern		
Die Vorschriften mit einer Mindestanzahl sind aus unserer Sicht nicht sinnvoll, da eine möglichst hohe Wirtschaftlichkeit gegeben sein muss. Wenn die Wirtschaftlichkeit auch bei einer Anlage vorhanden ist, sollte es möglich sein auch nur eine Windanlage zu erstellen.	A	
EVP Kanton Bern		
Die EVP ist damit einverstanden und begrüsst in diesem Zusammenhang ausdrücklich Punkt 7 der Grundsätze, der ein Vollausbaukonzept verlangt.	A	
Grüne Kanton Bern		
Die Lockerung der Mindestanzahl - unter Beibehaltung des Ziels von mindestens drei Anlagen - bewerten wir als positiv. Die Topographie, Besiedlungsart- und -dichte erlauben im Kanton Bern oftmals nur kleinste Windparks. Die Anzahl alleine ist kein Qualitätsmass für die Integration in die Landschaft. Eine Verspargelung durch Einzelanlagen ist zudem unter den gegebenen Verhältnissen (rechtlich, politisch und bezüglich der Windressourcen) sehr unwahrscheinlich.	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Grünliberale Partei Kanton Bern		
Ja. Das steigert die Chance, dass neue Anlagen gebaut werden. Auch wenn hier eine Lockerung der Bestimmungen erfolgt, gibt es daneben genügend Leitplanken, die verhindern, dass eine wilde und unkoordinierte Menge von Einzelanlagen entsteht.	A	
SP Kanton Bern		
Ja. Wir begrüßen, dass grundsätzlich mehrere Turbinen zu einem Windpark zusammengefasst werden sollen, sehen aber auch ein, dass es für diesen Grundsatz einen gewissen Handlungsspielraum braucht. Um die Windkraft attraktiv zu halten, muss dem unternehmerischen Gedanken entsprechendes Gewicht beigemessen werden.	A	
Berner Heimatschutz		
Ein Windpark soll weiterhin aus mind. 3 Windenergieanlagen bestehen. Diese Anzahl manifestiert die Planungsabsicht an geeigneten Standorten. Bei weniger Anlagen pro Standort könnte der Eindruck einer willkürlich aufgestellten WEA entstehen. Eine konzentrierte Anlage schützt die übrige Landschaft vor weiteren Eingriffen.	C	Angesichts der notwendigen Planungsverfahren sind "willkürlich" festgelegte Standorte nicht zu erwarten.
Chambre d'agriculture du Jura bernois		
oui	A	
FSU Mittelland		
Die Lockerung bezüglich Mindestanzahl wird nicht unterstützt, da eine Konzentration von Windenergieanlagen zu einem Windpark aus raumplanerischer Sicht klar bevorzugt wird.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz.
Groupe E Greenwatt SA		
Oui, sur le principe. Toutefois, seuls des accès routiers et électriques déjà existants permettront un tel cas de figure. Sinon les projets ne seront pas viables économiquement et donc seront de facto abandonnés.	A	
Helvetia Nostra		
Grundsätzlich ist eine möglichst starke räumliche Konzentration der Windenergieanlagen im Kanton Bern anzustreben. Jede WEA übt durch ihre Grösse einen prägenden Einfluss auf die umgebende Landschaft aus. Dieser Einfluss ist auf eine möglichst kleine Anzahl Standorte zu beschränken. Entsprechend ist die Lockerung der Mindestanzahl an klare und verbindliche Bedingungen zu knüpfen.	A	
Pro Natura Bern		
Nein. Das Gebot der Konzentration an wenigen gut geeigneten Standorten spricht dagegen.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz.
Schweizer Alpen-Club SAC		
Nein. Aus Sicht des SAC müssen grosse Windenergieanlagen an wenigen, gut geeigneten Standorten mit geringen negativen Auswirkungen zusammenzufassen. Deshalb steht der SAC einer Reduktion der Mindestanzahl grundsätzlich kritisch gegenüber. Die Mindestzahl von drei Anlagen ist bereits tief. Im Entwurf Konzept Windenergie (Stand Vernehmlassung Januar 2016) wird von Windparkgrössen mit 10 Anlagen ausgegangen. In den derzeitigen Planungen sind eher 6-7 Anlagen pro Windpark vorgesehen. Eine weitere Reduktion der Anlagen weit unter diese Grenze führt zu einer weiteren Verzettelung der Anlagen und entspricht nicht dem Konzentrationsprinzip in der Raumplanung. Der SAC fordert, dass immer eine Gesamtbetrachtung der Windenergieprüfräume erfolgt und auf eine Konzentration der Anlagen hingearbeitet wird.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz. Eine Gesamtbetrachtung ist in jedem Fall nötig - aber evtl. führt diese zum Ergebnis, dass in einem besonderen Fall weniger als 3 WEA sinnvoll sind oder diese nicht in einem einzigen Park zusammengefasst werden können.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Die SL wehrt sich entschieden dagegen, dass die erforderliche Mindestzahl von drei Windturbinen pro Standort gelockert wird. Jede grosse Windenergieanlage über 100 m Gesamthöhe stellt einen grossen Eingriff in das Landschaftsbild dar. Wenn ein Standort aufgrund einer umfassenden Interessensabwägung als Windenergiestandort gewählt wird, so soll an diesem Standort auch eine signifikante Menge an Strom erzeugt werden können, welche den Eingriff rechtfertigt. Auch bezüglich Erschliessung und Stromableitung sind Einzel-WEA zu vermeiden. Sie widersprechen dem raumplanerischen Prinzip der Konzentration.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz.
Suisse Eole		
Wir begrüßen die begrenzte Lockerung der Mindestanzahl. Ein striktes Festhalten an der Mindestanzahl kann regional und lokal gut akzeptierte Projekte ohne triftigen Grund verunmöglichen. Grundsätzlich sind wir der Ansicht, dass das Prinzip der Konzentration der Windenergienutzung richtig ist, aber nicht über die regionale und lokale Akzeptanz gestellt werden sollte. Nicht zuletzt sollte die Konzentration anhand der genutzten Energiemenge und nicht anhand der Anzahl Anlagen beurteilt werden.	A	
SVS / BirdLife Schweiz		
Damit sind wir keineswegs einverstanden. Bereits die kantonale Planung soll so erfolgen, dass potentielle Windstandorte mit mind. 3 Anlagen nach erfolgter detaillierter Interessenabwägung durch den Kanton ausgeschlossen werden können (siehe oben). Mit der Lockerung der Anzahl von Windenergieanlagen pro Windpark würde die Konzentration von WEA's unterbunden und einer Streuung von Anlagen verteilt über die ganze Landschaft Vorschub geleistet. Da es an zahlreichen Standorten möglich wäre, nur eine oder zwei Anlagen zu stellen, würde diese Lockerung eine wirtschaftlich sinnvolle und landschaftsschonende Planung verhindern. Zu jeder Anlage braucht es auch eine dementsprechende Erschliessung, welche einerseits Störungen mit sich bringt und Lebensräume beeinträchtigt und in der Regel für Einzelanlagen nicht wirtschaftlich ist.	C	Die Gleichsetzung von Konzentrationspflicht und Mindestanzahl greift in einigen wenigen Fällen - und um diese geht es hier - zu kurz.
Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen		
Wir sind einverstanden.	A	
Verein Energieversorgung Gantrisch		
Ja	A	
Verein Weitsicht für Vechigen		
Nein. Windparkanlagen sollen standortspezifisch nebst allen Umweltrelevanten Aspekte insbesondere und detailliert bezüglich Gesamtenergiebilanz beurteilt werden – dies beinhaltet sämtliche anfallenden Energieaufwendungen (Beispielsweise: Herstellung aller Komponenten und Halbzeuge, Transport vom Produktionsort zum Montageort der Teilsysteme, Transport zum Einsatzort, Erstellung der Zufahrten, Erstellung aller Nebenbauwerke insbesondere der Energieübertragungsleitungen und Netzeinspeiseanlagen). Daraus wird folgen, dass Windenergieparks in der Energiebilanzbetrachtung schlecht zu bewerten sind – ein weiteres Indiz, dass die Schweizerischen Gegebenheiten für Windkraftanlagen lediglich bis auf wenige Ausnahmen geeignet sind. Potentielle Standorte sind individuell abzuklären.	C	
WWF Bern		
Nein. Der WWF ist mit der Abkehr von mindestens 3 Anlagen pro Standort nicht einverstanden. Die Auswirkungen der Zufahrtsstrassen und der Anlagen selbst sind zu gross und der Produktionsgewinn von 1-2 Anlagen zu klein.	C	Einzelne Anlagen sind nicht zwangsläufig weniger produktiv oder haben eine schlechtere Umweltbilanz als 3 oder mehr Anlagen.

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
BKW AG		
<p>Ja, wir begrüßen die Lockerung bezüglich der Anzahl Windgeneratoren. Die Beharrung auf drei Windgeneratoren ist starr und verhindert allenfalls gute Windparkprojekte und insbesondere einen möglichen Ausbau von bestehenden Projekten. Die betroffenen Regionen sollten ebenfalls die Lockerung der Vorschrift anwenden. Das entscheidende Kriterium ist vielmehr die Produktion erneuerbarer Energie und nicht die Anzahl Windgeneratoren pro Standort. (An einem Standort mit einem vielversprechenden Windenergiepotenzial, das jedoch beispielsweise durch eine bereits vorhandene Kommunikationsantenne eingeschränkt ist, könnte man anstatt drei Windgeneratoren mit durchschnittlicher Leistung (3x2MW) zwei Windgeneratoren mit hoher Leistung (2x3.3MW) bei einer ähnlichen Produktion von ungefähr 12 GWh/a installieren.)</p>	A	
ewz Energieproduktion		
Ja, keine weiteren Anmerkungen.	A	
Privat 2		
Nein	A	

Question 3 (modifications apportées au recto)

Berg- und Planungsregion Kandertal

Unter «Vorgehen» Punkt 3 ist den Regionen die Bedarfsplanung einzuräumen. Bei einem feststellbaren Unternehmensinteresse können die Regionsstandorte richtplanerisch aufgearbeitet werden.

C Der Bedarf ergibt sich u.a. aus dem übergeordneten Ziel, die erneuerbaren Energien zu fördern. Ohne die entsprechende Absicherung ist es für ein Unternehmen schwierig, sein Interesse abzuschätzen.

Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saenenland

Mit dem unter 3.1, Alinea 3, «Fristerstreckung für die Regionen» sind wir nicht einverstanden. Unter «Vorgehen» Punkt 3 ist den Regionen die Bedarfsplanung einzuräumen. Bei einem feststellbaren Unternehmensinteresse können die Regionsstandorte richtplanerisch aufgearbeitet werden.

C Der Bedarf ergibt sich u.a. aus dem übergeordneten Ziel, die erneuerbaren Energien zu fördern. Ohne die entsprechende Absicherung ist es für ein Unternehmen schwierig, sein Interesse abzuschätzen.

Entwicklungsraum Thun

Grossmehrheitlich ja, wir begrüßen ein Mitspracherecht der Regionen.

A

Förderverein Region Gantrisch

ja

A

Region Oberaargau

Ja, die Änderungen und textlichen Anpassungen machen Sinn und tragen zum besseren Verständnis bei.

A

Regionalkonferenz Bern-Mittelland

Ja

A

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Ja, die Änderungen sind zweckmässig. Vorbehalt zu Pt. 2 Vorgehen: In der Region Oberland-Ost soll die Integration der regionalen Windenergiegerichtplanung in den bestehenden Teilrichtplan Energie möglich sein.

E

Verein seeland.biel/bienne

Ja. Die Präzisierungen zum Zusammenspiel von kantonaler und regionaler Richtplanung und die Fristerstreckung für die Erarbeitung der regionalen Windenergiegerichtpläne bis 2020 werden begrüsst.

A

Commune de Courtelary

Oui

A

Commune de Romont

oui

A

Commune de Saicourt

Oui

A

Commune mixte de Nods

Oui

A

Commune mixte de Plateau de Diesse

Entièrement d'accord

A

Gemeinde Aegerten

Ja

A

Gemeinde Arch

Ja, präzisere Formulierungen von Texten, welche vorher Auslegungsspielraum hatten.

A

Gemeinde Attiswil

ja

A

Gemeinde Beatenberg

ja

A

Gemeinde Eriswil

Die Gemeinde Eriswil ist mit den Änderungen einverstanden.

A

Gemeinde Eriz

ja

A

Gemeinde Erlach

Ja

A

Gemeinde Guttannen

ja

A

Gemeinde Hasliberg

Ja, die Änderungen sind zweckmässig. Vorbehalt zu Pt. 2 Vorgehen: In der Region Oberland-Ost soll die Integration der regionalen Windenergiegerichtplanung in den bestehenden Teilrichtplan Energie ermöglicht werden.

E

Gemeinde Heimberg

Ja

A

Gemeinde Innertkirchen

Mit den Änderungen einverstanden

A

Gemeinde Jens

ja

A

Gemeinde Kaufdorf

Ja

A

Gemeinde Kirchenthurnen

ja

A

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Köniz		
Ja	A	
Gemeinde Lauterbrunnen		
Die Gemeinde Lauterbrunnen ist grundsätzlich mit den Änderungen einverstanden. Die Windenergiegebiete müssen aber nicht in einer speziellen Planung festgelegt werden. Deren Festlegung in einem anderen, bestehenden regionalen Richtplan mit verwandten Inhalten (z.B. Richtplan Energie) muss auch möglich sein.	E	
Gemeinde Meisberg		
Nein	A	
Gemeinde Mühleberg		
Ja	A	
Gemeinde Mühledorf		
Ja	A	
Gemeinde Münchenbuchsee		
Ja	A	
Gemeinde Neuenegg		
Ja	A	
Gemeinde Oberlangegg		
Ja	A	
Gemeinde Orpund		
Ja	A	
Gemeinde Ostermundigen		
Ja	A	
Gemeinde Pohlern		
Ja	A	
Gemeinde Röthenbach		
Nein, teilweise widersprechen diese dem Bundesrecht (zum Beispiel bei Anlagen im Wald)	A	Diese Ansicht wird nicht geteilt. Siehe dazu die Ausführungen zum Wald im zusammenfassenden Mitwirkungsbericht.
Gemeinde Rüeggisberg		
ja	A	
Gemeinde Rümligen		
Ja	A	
Gemeinde Rüscheegg		
Ja	A	
Gemeinde Saanen		
Mit dem unter 3.1, Alinea 3, «Fristerstreckung für die Regionen» sind wir nicht einverstanden. Wir gehen von einer «Bedarfsplanung» aus. Eine Planung ist bei Unternehmensinteresse in Gang zu setzen. Unter «Vorgehen» Punkt 3 ist den Regionen die Bedarfsplanung einzuräumen.	C	Der Bedarf ergibt sich u.a. aus dem übergeordneten Ziel, die erneuerbaren Energien zu fördern. Ohne die entsprechende Absicherung ist es für ein Unternehmen schwierig, sein Interesse abzuschätzen.
Gemeinde Safnern		
Ja	A	
Gemeinde Schlosswil		
ja	A	
Gemeinde Schwadernau		
ja	A	
Gemeinde Schwarzenburg		
Ja	A	
Gemeinde Steffisburg		
Ja	A	
Ja	A	
Gemeinde Täuffelen		
ja	A	
Gemeinde Thörigen		
ja	A	
Gemeinde Tramelan		
Ja	A	
Gemeinde Trubschachen		
Ja	A	
Gemeinde Uetendorf		
Die Gemeinde Uetendorf ist grundsätzlich mit den vorgeschlagenen Änderungen einverstanden. Die Vorgabe, dass alle Regionen bzw. Regionalkonferenzen bis 2020 über eine Richtplanung Windenergie verfügen, scheint ehrgeizig jedoch machbar.	A	
Gemeinde Unterlangenegg		
Ja	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Vechigen		
Wir erachten die übrigen Änderungen auf der Vorderseite als sehr sinnvoll. Es ist ausgesprochen sinnvoll, dass die Regionen auch ausserhalb der Prüfräume Gebiete für die Windenergienutzung zur Genehmigung vorschlagen können. Damit kann unter anderem dem Umstand Rechnung getragen werden, dass die für die kantonale Planung zur Verfügung stehenden Grundlagen teilweise von begrenzter Genauigkeit sind (z.B. Windkarte) und präzise Abklärungen am Standort unter Umständen eine abweichende, aber wesentlich realitätsnähere Beurteilung ermöglichen.	A	
Gemeinde Wachseldorn		
Ja	A	
Gemeinde Walperswil		
Ja	A	
Gemeinde Wiedlisbach		
Ja	A	
Gemeinde Wohlen		
Ja, mit diesen Änderungen ist das Massnahmenblatt besser lesbar und verständlicher.	A	
Gemeinde Worb		
Wir befürworten die übrigen Änderungen, insbesondere die Anpassung in Bezug auf die beteiligten Stellen, ebenso das Regionen resp. Regionalkonferenzen beauftragt werden, Windenergieprüfräume zu erarbeiten, die nicht in der Richtplanung Windenergie vorgesehen sind.	A	
Stadt Bern		
Ja	A	
Canton de Neuchâtel		
Oui	A	
Canton de Vaud		
1) Le Canton de Vaud constate que les territoires propices à l'implantation d'éoliennes (TPIE) sont inscrits en tant qu'« éléments en coordination réglée ». Néanmoins, il n'est pas précisé si tous les préavis nécessaires de la part des instances fédérales concernées ont été reçus. Le Canton de Vaud s'interroge si ces préavis suffisent pour inscrire ces TPIE comme « éléments en coordination réglée ».	D	La présente adaptation du plan directeur ne concerne pas les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes déjà considérés comme des éléments de coordination réglée. La demande figurant au chiffre 2) a été prise en considération.
2) Il faudrait rajouter l'Office fédéral de la communication et l'Office fédéral de l'environnement parmi les intervenants au niveau de la Confédération.		
Canton du Valais		
oui. Ajouter « VS » sous « Autres cantons »	B	
Nous demandons de mentionner le canton du Valais comme instance concernée au recto de la fiche de mesures, car une coordination intercantonale pourrait s'avérer nécessaire pour le territoire P23 « Elsigliore-Loner » (notamment dans le domaine de la protection du paysage), voire le territoire P32 « Männlichen-Lauberhorn » (si le périmètre du parc éolien franchit celui du « Patrimoine mondial de l'UNESCO Alpes suisses Jungfrau-Aletsch »).		
Kanton Solothurn		
keine Bemerkungen	A	
Kanton Uri		
Ja	A	
Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern		
Mit den Änderungen ist die BDP einverstanden. Wichtig für uns ist, dass Kleinanlagen auch ausserhalb regionaler Windenergiegebieten erstellt werden dürfen.	A	
EVP Kanton Bern		
Einverstanden	A	
Grüne Kanton Bern		
Die Flexibilisierung der Zonen und die Verlängerung der Planungsfrist bis 2020 werden ebenfalls begrüsst.	A	
Grünliberale Partei Kanton Bern		
Ja. Ist praxistauglich.	A	
SP Kanton Bern		
Ja	A	
Berner Heimatschutz		
Der Berner Heimatschutz ist einverstanden.	A	
Chambre d'agriculture du Jura bernois		
oui	A	
FSU Mittelland		
Ja	A	
Groupe E Greenwatt SA		
Oui, nous sommes d'accord avec vos propositions.	A	
Helvetia Nostra		
Teilweise. Aus unserer Sicht sollte die Verbindlichkeit der Festsetzung im Kantonalen Richtplan weiterhin im Massnahmenblatt C_21 festgehalten werden.	B	Die Umschreibung der Massnahme sieht vor, dass die Windenergiegebiete im kantonalen Richtplan festgesetzt werden.
Pro Natura Bern		
Ja. Bei der Begleitung Windenergie des AGR fehlt ein Datum (Jahreszahl)	A	Die jeweils aktuellste Fassung ist im Internet publiziert.

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Schweizer Alpen-Club SAC		
Zielsetzung, letzter Satz: Eine Aufweichung der Mindestzahl wird abgelehnt. Dies widerspricht dem Konzentrationsprinzip in der Raumplanung und dem Konzept Windenergie des Bundes (Erster Grundsatz: "Bei der Planung wird eine räumliche Konzentration von Anlagen angestrebt, um die Anzahl der betroffenen Gebiete möglichst gering zu halten.") vgl. Frage 2 Formulierungsvorschlag: "Grosse Anlagen zur Nutzung der Windenergie sollen an geeigneten Standorten realisiert und zu Windparks mit mind. 3 Anlagen zusammengefasst werden."	C	siehe Frage 2
Grundlagen: Das neue Konzept Windenergie des Bundes (im Entwurfsstadium) soll erwähnt werden. Dieses enthält ja behördenverbindliche Anforderungen und muss entsprechend berücksichtigt werden. Mit der Verabschiedung des Massnahmenblatts soll zugewartet werden, bis das Konzept Windenergie des Bundes verabschiedet ist.	C	Der Fahrplan des Konzepts ist unklar und der Grosse Rat erwartet rasch eine Anpassung des Massnahmenblatts C_21.
Vorgehen 6.: Die Windenergieplanungen müssen breit abgestützt werden. Dazu müssen neben den erwähnten Stellen auch die Bevölkerung sowie Interessenverbände (Naturschutzverbände, Nutzerverbände, welche im Gebiet aktiv sind) einbezogen werden (Partizipation). Ebenfalls ist hier das Bundesamt für Umwelt zu ergänzen. Formulierungsvorschlag: "... sowie betroffene Nachbarkantone und -gemeinden, die Bevölkerung sowie Interessenverbände (Naturschutzverbände, Nutzerverbände) frühzeitig in ihre Windenergieplanungen ein."	C	Für den Einbezug der Bevölkerung und Interessenverbände stehen die institutionalisierten Verfahren (Mitwirkung etc.) zur Verfügung.
Vorgehen 1.: Mit der reduzierten Nachhaltigkeitsbeurteilung kann nicht mehr davon gesprochen werden, dass die ausgeschiedenen Räume für die Nutzung besonders geeignet sind. Es braucht hier klar eine Präzisierung. Aus Sicht des SAC zeigen die nun ausgewiesenen Windenergieprüfung einzig die windtechnische Eignung eines Gebiets und dass es nicht direkt in einem Ausschlussgebiet liegt. Wichtige Faktoren wie z.B. der Erschliessungsaufwand sowohl für die Anlagen als auch für den Strom sind nicht mehr in der NHB enthalten. Gerade beim Erschliessungsaufwand handelt es sich nicht um rein wirtschaftliche Faktoren, sondern sie haben auch eine grosse "Umwelt"-Komponente (Beeinträchtigung von Lebensräumen, Impact auf das Landschaftsbild). Formulierungsvorschlag: "... welche aus kantonaler Sicht aus windtechnischer Sicht für die Nutzung der Windenergie durch grosse Anlagen geeignet sind und nicht grossflächig in Ausschlussgebieten liegen."	C	Formulierungsvorschlag wäre eine Pseudopräzisierung.
Beteiligte Stellen > Bund: Ergänzen: "Bundesamt für Umwelt"	B	
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Beim Vorgehen ist ein weiterer Punkt aufzunehmen, welcher lautet: „Bei Windprüfgebieten nahe an geplanten oder realisierten Windpärken in Nachbarkantonen ist die Planung von Windenergieanlagen so vorzunehmen, wie wenn keine Kantonsgrenze die Gebiete teilen würde.“	C	Die Koordination über die Kantonsgrenzen ist von Fall zu Fall sicherzustellen.
Suisse Eole		
Wir erachten die übrigen Änderungen auf der Vorderseite als sehr sinnvoll. Es ist ausgesprochen sinnvoll, dass die Regionen auch ausserhalb der Prüfräume Gebiete für die Windenergienutzung zur Genehmigung vorschlagen können. Damit kann unter anderem dem Umstand Rechnung getragen werden, dass die für die kantonale Planung zur Verfügung stehenden Grundlagen teilweise von begrenzter Genauigkeit sind (z.B. Windkarte) und präzise Abklärungen am Standort unter Umständen eine abweichende, aber wesentlich realitätsnähere Beurteilung ermöglichen.	A	
SVS / BirdLife Schweiz		
Wie oben bereits dargelegt, sind wir der Ansicht, dass aus koordinatorischen Gründen der Kanton den Lead bei der Planung übernehmen muss und dieser nicht an die Regionalplanung zu delegieren ist. Somit ist unter Vorgehen, Punkt 2, dieser folgendermassen zu formulieren: „Die Regionen resp. Regionalkonferenzen legen im Rahmen der regionalen Richtplanung Windenergiegebiete innerhalb der vom Kanton ausgeschiedenen Windenergieprüfräume fest. Die Ausscheidung erfolgt nach dem vom Kanton festgelegten Prüfraster. (siehe Rückseite).“ Der Prüfraster hat, wie oben dargelegt, die gesamte geltende Gesetzgebung zu berücksichtigen, insbesondere die von Windanlagen stark beeinträchtigten Naturwerte. Der Schutz von Vogelarten und Fledermäusen ist in den Prüfraster zu übernehmen. Unter Punkt 6 ist das Bundesamt für Umwelt zu ergänzen.	C	Formulierungsvorschlag bedeutet eine unnötige Wiederholung.
Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen		
Wir vermissen unter Abhängigkeiten/Zielkonflikte den Bezug zu den Grundeigentümerinteressen.	A	Der Einbezug der Grundeigentümerinteressen ist eine Selbstverständlichkeit.
Verein Energieversorgung Gantrisch		
Keine Stellungnahme EV Gantrisch	A	
Verein Weitsicht für Vechigen		
Der Stellenwert der Windenergie ist objektiv und sachlich zu beurteilen. Die festgeschriebene Terminologie entspricht nicht der Realität. Durch ideologisch geprägte Verklärung ist dies im vorliegenden Papier nicht der Fall. Die Vorgaben und Richtpläne sollen der Realität entsprechen, Aktivismus führt zu unausgewogenem Handeln. Die Windenergie kann in unserem Land keine Strategie für die Zukunft darstellen, punktuelle Anlagen können allenfalls Sinn machen – ausschliesslich nach umfassender und vernetzter Prüfung. Dieser Tatsache ist Rechnung zu tragen. Im vorliegenden Papier ist dies nicht der Fall.	A	
WWF Bern		
Ja	A	
BKW AG		
Ja	A	
ewz Energieproduktion		
Ja, keine weiteren Anmerkungen.	A	
Privat 2		
Nein	A	

Question 4 (modifications apportées au verso)

Verso: généralités

Berg- und Planungsregion Kandertal

Die grundlegende Überarbeitung und die Änderungen erscheinen sinnvoll. Von einer parzellenscharfen Ausscheidung der Windenergiegebiete in den regionalen Richtplanungen ist abzusehen, da die Anlagestandorte zum Zeitpunkt der Planung in den wenigsten Fällen schon klar ist. **A**

Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saenenland

Die grundlegende Überarbeitung und die Änderungen erscheinen sinnvoll. Von einer parzellenscharfen Ausscheidung der Windenergiegebiete in den regionalen Richtplanungen ist abzusehen, da die Anlagestandorte zum Zeitpunkt der Planung in den wenigsten Fällen schon klar ist. **A**

Entwicklungsraum Thun

Grundsätzlich ja, mit dem Hinweis, dass die Regionen und Gemeinden ein Mitbestimmungsrecht haben sollen. **A**

Region Oberaargau

Auch die grundlegende Überarbeitung der kantonalen Grundsätze und Kriterien für Windenergiegebiete und -anlagen können wir bejahen, mit Vorbehalt der unter Pkt. 1 umschriebenen Ausnahmeregelung der Mindeststückzahl an WEA. **A**

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Ja, die Änderungen und Vorgaben sind grundsätzlich zweckmässig. **A**

Verein seeland.biel/bienne

Ja, mit Vorbehalten **A**

Commune de Courtelary

Oui **A**

Commune de Romont

oui **A**

Commune de Saicourt

Non, nous ne sommes pas d'accords avec toutes les modifications du verso de la fiche C_21. ((De plus, il est dommageable que les modifications ne soient pas visibles de façon transparente en mode de révision « rouge », ceci complique notre travail pour vérifier quels critères sont nouveaux et/ou modifiés ;) Le verso de la fiche C_21 introduit de nouveaux critères à respecter alors que plusieurs plans directeurs régionaux et de nombreux projets éoliens sont en développement depuis 2008, respectivement 2010, l'ajout de nouveaux critères va à l'encontre du prémisses « 2.3 (b) Éviter de remettre en question les plans directeurs en vigueur » **A**

Commune mixte de Plateau de Diesse

Avant d'ouvrir de nouveaux sites, étudions les projets mis en place pour une bonne réalisation. L'évolution de la technique offre un meilleur rendement, il faut donc, à tout moment adapter, revoir le nombre ou la hauteur des machines. Les critères paysagers n'ont plus de sens aujourd'hui, première crête...pour qui ? Et la vue depuis notre région sur le Seeland ??? Le Chasseral, le Plateau de Diesse avec ces cours d'eau, marais et le Mont Sujet offrent un environnement agréable pour la population même avec des éoliennes. Pour ce qui est de la faune et de la flore, nous sommes prêts à adapter notre projet, ainsi que les machines, en fonction des résultats des études d'impact. **A**

Gemeinde Aegerten

Ja **A**

Gemeinde Arch

Ja **A**

Gemeinde Attiswil

ja **A**

Gemeinde Beatenberg

ja **A**

Gemeinde Eriswil

Die Gemeinde Eriswil ist mit den Änderungen einverstanden. **A**

Gemeinde Eriz

ja **A**

Gemeinde Erlach

Ja **A**

Gemeinde Guttannen

ja **A**

Gemeinde Hasliberg

Ja, die Änderungen und Vorgaben sind grundsätzlich zweckmässig. **A**

Gemeinde Heimberg

Ja **A**

Gemeinde Innertkirchen

Mit der grundlegenden Überarbeitung einverstanden. **A**

Gemeinde Jens

ja **A**

Gemeinde Kaufdorf

Ja **A**

Gemeinde Kirchenthurnen

ja **A**

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Köniz		
Ja	A	
Gemeinde Meinisberg		
Nein	A	
Gemeinde Mühleberg		
Ja	A	
Gemeinde Mühledorf		
Ja	A	
Gemeinde Münchenbuchsee		
Ja	A	
Gemeinde Neuenegg		
Nach einer Interessenabwägung sollten auch mehrere Windanlagen im Wald möglich sein. Es ist nicht nachvollziehbar, wieso lediglich einzelne Anlagen im Wald genehmigungsfähig sein sollten.	A	Mit der bestehenden Formulierung wird keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht bezweckt. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).
Gemeinde Oberlangnegg		
Ja	A	
Gemeinde Orpund		
Ja	A	
Gemeinde Ostermundigen		
Ja	A	
Gemeinde Pohlern		
Ja	A	
Gemeinde Röthenbach		
Ja, der Gemeinderat erachtet es als grundsätzlich sinnvoll, die verschiedenen Prüfräume individuell zu prüfen.	A	
Gemeinde Rümligen		
Ja	A	
Gemeinde Saanen		
Die grundlegende Überarbeitung und die Änderungen erscheinen sinnvoll. Von einer parzellenscharfen Ausscheidung der Windenergiegebiete in den regionalen Richtplanungen ist abzusehen, da die Anlagestandorte zum Zeitpunkt der Planung in den wenigsten Fällen schon klar ist.	A	
Gemeinde Safnern		
Ja	A	
Gemeinde Schlosswil		
ja	A	
Gemeinde Schwadernau		
ja	A	
Gemeinde Schwarzenburg		
Ja	A	
Gemeinde Steffisburg		
Ja	A	
Gemeinde Täuffelen		
ja	A	
Gemeinde Thörigen		
ja	A	
Gemeinde Tramelan		
Ja	A	
Gemeinde Trubschachen		
Ja	A	
Gemeinde Uetendorf		
Die Gemeinde Uetendorf ist grundsätzlich mit den vorgeschlagenen Änderungen einverstanden	A	
Gemeinde Unterlangnegg		
Ja	A	
Gemeinde Wachsdorn		
Ja	A	
Gemeinde Walperswil		
Ja	A	
Gemeinde Wiedlisbach		
Ja	A	
Gemeinde Wohlen		
Grundsätzlich neue, klarere Regelungen.	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Worb		
Die grundlegende Überarbeitung legt die Grundsätze und Kriterien übersichtlich und verständlich dar.	A	
Stadt Bern		
Wir begrüßen, dass in einer qualifizierten und stufengerechten Interessenabwägung Konflikte mit den aufgeführten öffentlichen Interessen zu klären sind.	A	
Canton de Neuchâtel		
Oui	A	
Canton du Valais		
oui	A	
Kanton Solothurn		
Mit den zusätzlichen Windprüfgebieten resultiert aus unserer Sicht zusammen mit den bestehenden Windprüfgebieten und den in den regionalen Richtplänen enthaltenen Windenergiegebieten eine zu grosse und undifferenzierte Dichte an potenziellen Windparks, zumal mit der neuen Formulierung von Punkt 4 der Kantonalen Grundsätze und Kriterien die Bedeutung eines Windprüfgebiets über eine reine Prüfung hinausgeht. Die Aussage: „Die Regionen können in einzelnen WPR auf die Festlegung von Windenergiegebieten verzichten, wenn sie nachweisen, dass sich diese Prüfräume nicht eignen“ enthält mit der Erwartung, dass in jedem WPR auch mindestens ein Windpark entsteht, bereits einen Vorentscheid. Wenn das Nichtumsetzen der Windprüfgebiete im regionalen Richtplan aber die Ausnahme sein soll, wird mit der vorliegenden Änderung des Richtplans die Tür für Windparks aus unserer Sicht weit geöffnet, sodass etwa im Raum Grenchen –Biel Windpark an Windpark gereiht werden kann. Das widerspricht aber dem in Punkt 2 erwähnten Grundsatz der Konzentration.	A	
Zudem geht aus den Erläuterungen zu den Anpassungen 2016 hervor, dass sich die zusätzlichen Kantonalen Windenergieprüfräume hauptsächlich daraus ergeben, dass die bei der Beurteilung 2011/12 angewandten Kriterien des „Erschliessungsaufwands“ und des „Windkoeffizienten“ wegfallen, d.h. dass neu ökonomisch suboptimale Gebiete dazukommen. Das erscheint aus der Gesamtbetrachtung fraglich, denn auch gemäss dem Entwurf des Konzepts Windenergie des Bundes sollen die bestqualifizierten Gebiete priorisiert werden, und dabei sind sowohl die Windverhältnisse als auch die ökonomische Seite (Effizienz, Realisierbarkeit) wichtig. Aufgrund unserer Erfahrungen spielt etwa der Erschliessungsaufwand bei der Beurteilung eines Windparks eine entscheidende Rolle. Wir beantragen daher eine weniger starke Ausweitung der Prüfräume bzw. eine differenziertere Beurteilung der WPR und/oder eine Überprüfung der Formulierung des zweiten Absatzes von Punkt 4 der Kantonalen Grundsätze und Kriterien in Richtung einer offenen Prüfung.	A	Die Befürchtungen sind nachvollziehbar, aber aufgrund der Erfahrungen der letzten Jahre ist kein Wildwuchs zu erwarten.
Kanton Uri		
Ja	A	
EVP Kanton Bern		
Die EVP ist grundsätzlich damit einverstanden; Bemerkungen zu einzelnen Punkten	A	
Grünliberale Partei Kanton Bern		
Ja. Muss periodisch überprüft werden, da es sich um eine neue Technologie handelt!	A	
SP Kanton Bern		
Ja, vorbehaltlich der Bemerkungen zu Kleinanlagen (siehe Grundsätzliches) und den Ergänzungen/Anträgen zu den Punkte 5 und 6.	A	
Berner Heimatschutz		
Der Berner Heimatschutz ist einverstanden.	A	
Chambre d'agriculture du Jura bernois		
oui	A	
Helvetia Nostra		
Grundsätzlich begrüsst Helvetia Nostra die Kantonalen Grundsätze und Kriterien für Windenergiegebiete und –anlagen, insbesondere die festgehaltenen Ausschlussgebiete (Punkt 5). Jedoch vermisst Helvetia Nostra die Berücksichtigung der Biodiversität und insbesondere der gefährdeten Arten (rote Listen). Nist- und Jagdgebiete von gefährdeten Zug-, Wasser- und Raub- und sonstigen Vögeln sowie von gefährdeten Fledermäusen sollten zusätzlich als strikte Ausschlussgebiete gelten.	C	Der Aspekt ist in Ziffer 8 enthalten (Natur, Vogelzug).
Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen		
Wir vermissen jeglichen Bezug zum Grundeigentum. Bei den Kriterien für neue Windenergieanlagen wird nirgends auf den Eigentümer des Bodens verwiesen. Konflikte mit öffentlichen Interessen werden angesprochen, aber nirgends Konflikte mit Grundeigentümer-Interessen.	A	
Verein Energieversorgung Gantrisch		
Auszug MB C_21: „Für Windenergieanlagen inkl. der Anlagen zu deren Erschliessung gelten folgende zusätzliche Kriterien: Von Siedlungen, Bauten mit Publikumsverkehr, Waldflächen, Schutzgebieten und Schutzobjekten sind ausreichende Abstände vorzusehen.“ Sowie: „Einzelne grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn sie Teil eines Windparks sind und wenn das überwiegende Interesse und die Standortgebundenheit (= Rodungsvoraussetzungen) nachgewiesen werden.“ Stellungnahme EV Gantrisch: Das zusätzliche Kriterium ‚Waldflächen‘ ist ersatzlos zu streichen. Das Rodungsverfahren gewährleistet den Waldschutz genügend. Zudem ist auf die Einschränkung ‚Einzelne grosse Anlagen im Wald‘ zu verzichten: Vollständige Windparks sind im Waldareal möglich, sofern eine Rodungsbewilligung vorliegt. Weitergehende Einschränkungen stehen im Widerspruch zum politischen Willen des GR; resp. zur Motion 10-2015 von GR Burren, im Widerspruch zum Postulat SR Robert Cramer und im Widerspruch des Entscheids des BR vom 10.10.2012. Es stellt sich die Frage, auf welcher rechtlichen Grundlage die vorgesehene massive Einschränkung bez. Windenergienutzung im Waldareal auf Stufe Kantonaler Richtplan verfügt werden soll.	C	Mit der bestehenden Formulierung wird keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht bezweckt. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).
BKW AG		
Nein, wir sind nicht mit allen Änderungen auf der Rückseite des Datenblatts C_21 einverstanden. Im Folgenden gehen wir auf die in unseren Augen anzupassenden Themen ein. Auf der Rückseite des Datenblatts C_21 werden neue einzuhaltende Kriterien eingeführt, während mehrere regionale Richtpläne und zahlreiche Windparkprojekte seit 2008 bzw. 2010 am Laufen sind. Der Zusatz neuer Kriterien steht im Gegensatz zur Prämisse unter 2.3 (b) "Es ist zu vermeiden, dass geltende Richtpläne in Frage gestellt werden".	C	Die Kriterien sind zum grössten Teil nicht neu, sondern nur umformuliert bzw. wurden bereits jetzt in der regionalen Richtplanungen berücksichtigt.
Privat 2		
Nein	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Point 1		
Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern		
Zu Pkt. 1: Aus Sicht der BDP sind vor allem die wirtschaftlichen Aspekte zu berücksichtigen. Nicht die Anzahl der Anlagen bzw. Ansicht des Natur-, Ortsbild- und Landschaftsschutzes.	A	
Pro Natura Bern		
1. Ausnahme (von mind. 3 Standorten) streichen	C	s. Frage 2
Schweizer Alpen-Club SAC		
Grundsatz 1: Windenergieanlagen sind an geeigneten Standorten zu Windparks mit mind. 3 Standorten zusammenzufassen. Die Mindestanzahl soll nicht aufgeweicht werden. Begründung vgl. Frage 2	C	s. Frage 2
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Satz "Ausnahmen sind möglich ..." ist ersatzlos zu streichen. Begründung siehe unsere Antwort auf Frage 2.	C	s. Frage 2
SVS / BirdLife Schweiz		
Punkt 1: Satz ab „Ausnahmen sind möglich...“ ist zu streichen. Begründung siehe unter Frage 2.	C	s. Frage 2
WWF Bern		
1. Ausnahme soll gelöscht werden (s.o.).	C	s. Frage 2
Point 2		
Verein Weitsicht für Vechigen		
Zu Punkt 2. Die kantonalen Grundsätze zur Standortüberprüfung genügen einer Umfassenden Prüfung nicht. Diese müssen erweitert und sachlichen Anforderungen bezüglich Nachhaltigkeit standhalten (Gesamtenergiebilanz), einzubeziehen sind zusätzlich der Erschliessungsaufwand, der Windkoeffizient und die Energieeffizienz.	C	Die Kriterien wurden zum Teil vom Grossen Rat vorgegeben.
Point 3		
Pro Natura Bern		
3. Siehe Bemerkung oben unter 1b	C	s. Frage 2
Verein Weitsicht für Vechigen		
Zu Punkt 3. Die Definition geeigneter Windverhältnisse ist irreführend, hält internationalen Standards nicht und Energiebilanzen nicht stand und ist massiv nach oben anzupassen, um falschen Anreizen entgegenzuwirken. Gänzlich fehlt die Angabe zur Prüfung bezüglich negativen und gesundheitsschädigenden Auswirkungen auf Mensch, Tier und Fauna in der Umgebung der Anlagen. Diese sind erheblich und müssen bereits im Grundlagenpapier festgehalten werden – der Schutz von Mensch, Tier und Umwelt hat oberste Priorität und wird von behördlicher Seite nicht im zu erwartenden Mass berücksichtigt. Die aufgeführten Ausschlussgebiete sind durch bewohnte Häuser im Umkreis von 10 x Bauhöhe der Windkraftanlage zu erweitern, dies um dem Bevölkerungsschutz im Speziellen genüge zu leisten.	C	Die Kriterien wurden zum Teil vom Grossen Rat vorgegeben.
WWF Bern		
3. Nur mit oben definierter Prämisse.	C	s. Frage 1
Point 4		
EVP Kanton Bern		
Punkt 4 b) verlangt, dass ein Windenergiegebiet ausserhalb der Prüfräume die in Punkt 5 aufgeführten Kriterien besser zu erfüllen hat als diese. Weshalb genügt es nicht, dass die Kriterien einfach erfüllt sind. Es wäre sinnvoll ein geeignetes Gebiet zusätzlich aufzunehmen, wenn es geeignet ist. Es muss nicht zwingend einen bestehenden Prüfraum ersetzen.	B	Grundsatz 4, 1. Lemma wird angepasst.
Groupe E Greenwatt SA		
Au point 4, il est important d'obliger les Régions de développer tous les sites en même temps ou par étapes avant d'en rajouter de nouveaux. Sinon aucun développeur n'aura suffisamment le temps d'amener un projet éolien jusqu'à sa construction. Il faut aussi que les services de l'Etat ne soit pas submergé de requêtes diverses pour un nombre important de projets en développement en même temps. Cela risque de retarder les meilleurs gisements éoliens dans leur réalisation. Une incompréhension et un refus de la population régionale ont malheureusement de fortes probabilités de venir pourrir et ralentir la mise en place de l'éolien raisonnable dans le canton de Berne. Aussi, les Régions, qui ont déjà validé leurs différents périmètres, doivent d'abord les faire éclore et aboutir avant d'en proposer de nouveaux.	E	Les plans directeurs sont élaborés par les régions; des plans détaillés sont ensuite établis pour chaque parc / installation.
Schweizer Alpen-Club SAC		
Grundsatz 4, zweiter Abschnitt: Mit der Reduktion der Nachhaltigkeitsbeurteilung und der damit verbunden starken Zunahme der Windenergieprüfräume wird es für die Regionen sehr aufwändig überall deren Eignung resp. Nicht-Eignung nachzuweisen. Insbesondere spielt der Aufwand für die Erschliessung eine massgebende Rolle. Diese Beurteilung wird nun an die Regionen delegiert, obwohl die Beurteilung bereits erfolgt ist. Formulierungsvorschlag (Ergänzung): "... Den Nachweis der Nicht-Eignung für die neu aufgenommenen Windenergieprüfräume sollen die Regionalkonferenzen mit einer vereinfachten Abklärung vornehmen können."	C	Bisherige Beurteilung erfolgte aufgrund eines groben, kantonalen Rasters. Im Rahmen der regionalen Planung sind räumlich differenziertere Aussagen (Perimeter) möglich. Zudem können und müssen weitere Aspekte einbezogen werden.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Zweiter Satz: Der letzte Teil des Satzes ist zu streichen "..., wenn sie nachweisen, dass sich diese Prüfräume nicht eignen". Die Beweisführung ist umzukehren. Es ist Sache der Regionen, den Nachweis zu erbringen, dass gegebenenfalls ein Windenergiegebiet in einem Windprüfraum geeignet ist; und in der weiteren Planung ist anschliessend in einem UVB dazulegen, dass ein Windpark in diesem Windenergiegebiet umweltverträglich realisierbar ist. Generell dient die UVP dazu, dass ein Bauherr beweisen muss, dass sein Bauwerk umweltverträglich ist, und nicht umgekehrt, dass eine Projektgegnerschaft beweisen muss, dass das Projekt nicht umweltverträglich ist. Die Nachweispflicht der Nichteignung erinnert an die Anbauschlacht während des zweiten Weltkriegs.	C	Es geht hier nicht um die UVP
SVS / BirdLife Schweiz		
Punkt 4. Neu: Neue Windenergieanlagen müssen in der Regel innerhalb der kantonalen Windenergieprüfräume liegen. Punkte a) und b) sind ebenfalls zu streichen. Der Kanton muss seine Arbeit seriös machen.	C	siehe allgemeine Bemerkungen
WWF Bern		
4. Die regionalen Windenergiepläne sollen sich im Rahmen des kantonalen Richtplanes bewegen.	A	

Point 5

Regionalkonferenz Oberland-Ost

Zu Pt. 5 Alinea 2 haben wir anzumerken, dass auf Stufe regionale Richtplanung die Windenergiegebiete noch nicht in jedem Fall parzellenscharf ausgedehnt werden können und insbesondere die Anlagenstandorte nicht lagegenau definiert werden können (Typenabhängigkeit, etc.). In diesem Fall sind Inventarflächen zu Naturschutzgebieten oder Trockenwiesen/-weiden zuzulassen, sofern Windenergieanlagen ohne Beeinträchtigung dieser Standorte realisiert werden können.

E

Verein seeland.biel/bienne

Ziffer 5: Unter den öffentlichen Interessen, die in der Interessenabwägung zu beachten sind, ist zusätzlich die Naherholung aufzuführen. Dieser Aspekt ist vor allem für Prüfräume in bzw. nahe von dicht besiedelten Gebieten wichtig.

B

Ist vor allem für nicht touristische Regionen sinnvoll

Commune de Saicourt

Au point 5 du verso de la fiche C_21, au début du deuxième critère, il est mentionné que : « - Aucune atteinte n'est portée aux réserves naturelles cantonales, aux inventaires fédéraux (ISOS, IFP), prairies, pâturages maigres, etc. ». Un projet éolien du fait de son ampleur soulève toujours des questions d'impact sur d'autres secteurs ou inventaires protégés. L'enjeu du développement d'un parc éolien est justement de procéder à une pesée des intérêts détaillée et scientifique, p. ex. entre la protection de la nature et du paysage et la valeur ajoutée de la production d'énergie renouvelable. Nous proposons que le début du deuxième critère soit reformulé comme suit : « - aucune atteinte disproportionnée n'est portée aux réserves naturelles cantonales, etc. »

C

La formulation proposée menacerait trop fortement les objectifs de protection des zones d'importance nationale et cantonale mentionnées. La tournure utilisée dans le projet soumis à la procédure de participation permet en revanche une différenciation adap

Plus loin dans ce deuxième critère, il est mentionné : « A proximité, elles ne sont admises que si leur impact négatif est faible (zone tampon, distance minimale). » La notion « d'impact négatif faible » est subjective et doit être mise en relation avec l'enjeu et la valeur ajoutée du parc éolien lors de la pesée des intérêts. De plus les mentions de « zone tampon » et de « distance minimale » aux zones de protection ou inventaires introduisent deux critères d'exclusion de principe en plus alors que les objectifs de protection de nombreuses zones de protection ou d'inventaire ne le nécessitent pas. Le principe absolu et unilatéral des zones tampons et des distances minimales n'est pas un principe reconnu au niveau de la confédération.

Nous proposons que cette phrase soit reformulée comme suit : « A proximité, elles ne sont admises que si leur impact négatif est mesuré ». Et nous demandons de supprimer : (zone tampon, distance minimale).

Gemeinde Hasliberg

Zu Pt. 5 Alinea 2 haben wir anzumerken, dass auf Stufe regionale Richtplanung die Windenergiegebiete noch nicht in jedem Fall Parzellenscharf ausgedehnt werden können und insbesondere die Anlagenstandorte nicht lagegenau definiert werden können (Typenabhängigkeit etc.). In diesem Fall sind Inventarflächen zu Naturschutzgebieten oder Trockenwiesen/-weiden zuzulassen, sofern Windenergieanlagen ohne Beeinträchtigung dieser Standorte realisiert werden können.

E

Gemeinde Vechigen

Im dritten Kriterium unter Punkt 5 beantragen wir betreffend der Interessenabwägung ent-sprechend des Entwurf des Windenergiekonzepts des Bundes folgende Ergänzung: „Bei Gebieten bzw. Standorten mit deutlich überdurchschnittlichem erwartetem Windenergieertrag erhält das Interesse an der energetischen Nutzung des Windpotenzials ein besonderes Gewicht.“

C

Dies muss nicht speziell erwähnt werden, da dies Teil der Interessenabwägung ist.

Canton de Vaud

Le Canton de Vaud relève que la LEne est en révision ; les futurs articles 14 et 15 LEne prévoient que les installations destinées à utiliser les énergies renouvelables auront également un intérêt national, tout comme les réserves et sites mentionnés au point 5, 2e paragraphe.

A

Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern

Zu Pkt. 5: Bei der Beurteilung sind vor allem die wirtschaftlichen Faktoren entscheidend. Die Berücksichtigung der diversen Schutzanforderungen ist für die BDP ein wichtiges Kriterium, jedoch ist bei der Beurteilung und Ausbau der erneuerbaren Energien und der Entwicklung der Energiesituation eine Lockerung der Schutzziele, vermehrt Rechnung zu tragen. Der letzte Absatz im Pkt. 5 ist aus unserer Sicht zu streichen. Begründung siehe dazu Pkt. 6.

C

s. unten Punkt 6

EVP Kanton Bern

Zu den Punkten 5 und 8: Gemäss Punkt 5, 3. Absatz, sollen Konflikte "stufengerecht" entschieden werden. Was das bedeutet, kann von uns nicht im Einzelnen abgeschätzt werden. Die EVP ist der Meinung, dass dies nicht zu endlosen Verfahren Anlass geben darf. Wir befürchten dies im Zusammenhang mit Punkt 8, der dazu führen könnte, noch einmal ein Verfahren auszulösen. So wie wir die Sache verstehen, gehört der erste Teil über die Anordnung der Windturbinen zum Punkt 7, in dem das Konzept für die Standorte der einzelnen Anlagen festgelegt wird. Der zweite Teil über Wirkungen auf Natur und Landschaft ist schon in den Punkten 5 und 6 Thema und wäre deshalb dort zu präzisieren.

E

Die genannten Themen sind auf allen Planungsstufen adäquat zu behandeln

SP Kanton Bern

zu Pt. 5: Als zweites Kriterium wird aufgeführt, dass Windenergieanlagen und Infrastrukturen zu deren Erschliessung in der Nachbarschaft der aufgelisteten Schutzgebiete/Schutzobjekte nur zulässig sind, wenn die negativen Wirkungen geringfügig sind (Pufferwirkung / Mindestabstände). Der Ausdruck « geringfügig » widerspricht einer Interessenabwägung, wie sie im darauffolgenden Punkt postuliert wird. Der Ausdruck Mindestabstand ist irreführend, da die möglichen Auswirkungen häufig richtungsabhängig sind und oft auch von anderen Faktoren wie vom Abstand abhängen. Wir beantragen deshalb folgende Formulierung: «... wenn die negativen Wirkungen verhältnismässig bleiben (Pufferwirkung / Mindestabstände).» Zu Beginn des Abschnitts müsste entsprechend stehen: «Keine unangemessene Beeinträchtigung der kantonalen Naturschutzgebiete, ...». Beim dritten Kriterium beantragen wir betreffend der Interessenabwägung entsprechend des Entwurfes des Windenergiekonzepts des Bundes folgende Ergänzung: «Bei Gebieten bzw. Standorten mit überdurchschnittlichem erwartetem Windenergieertrag erhält das Interesse an der energetischen Nutzung des Windpotenzials ein besonderes Gewicht.»

C

Die vorgeschlagenen Formulierungen würden die Schutzziele der aufgeführten Schutzgebiete von nationaler und kantonaler Bedeutung zu stark gefährden. Demgegenüber ermöglicht die Formulierung gemäss Mitwirkungsentswurf eine stufengerechte räumliche Differenzierung (innerhalb der Schutzgebiete - in ihrer Nachbarschaft) und Abwägung der Interessen. Zu beachten ist, dass der Begriff "Mindestabstände" nicht einen fixen Abstand meint.

Groupe E Greenwatt SA

Au point 5, une vitesse moyenne de 4,5 m/s à 100 m du sol doit être prise comme une bonne indication. C'est la production annuelle de l'éolienne ou du parc qui est primordiale. Les éoliennes de dernières générations qui sont plus hautes et avec de plus longues pales permettent des meilleures productions. Au point 5, l'aspect paysager ne doit plus être un critère. L'Homme a de tout temps fait évoluer les paysages et l'éolien est une technologie entièrement réversible. En conclusion : la première crête ne doit pas être un critère d'exclusion paysager, car tous les cantons sauf 2 n'utilisent pas cette définition subjective. (1ère crête depuis quel côté ?, par rapport à qui ?).

C

Les modifications proposées ne correspondent pas à la majorité des avis exprimés dans les prises de position.

Pro Natura Bern

5. Die Mindestwindgeschwindigkeit ist (wie bereits verschiedentlich früher gefordert) auf 5,5 m/s festzulegen. Bei der Aufzählung der Bundesinventare fehlt das Inventar der Amphibienlaichgebiete von nationaler Bedeutung. Ergänzen: Waldreservate, Flächen im Waldnaturlinventar, UNESCO-Welterbe Schweizer Alpen ..., komm. Schutzgebiete. Den Einschluss des BLN begrüssen wir ausdrücklich. Die Mindestzahl der Anlagen ist auf 3 zu erhöhen.

C

Änderungsvorschläge entsprechen nicht der Mehrheit der Mitwirkungsbeiträge. Amphibienlaichgebiete werden ergänzt (obwohl eher theoretisch)

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Neben dem Kriterium der Mindest-Windgeschwindigkeit ist das Kriterium der Wirtschaftlichkeit wieder einzuführen. Die Wirtschaftlichkeit wäre am besten anhand der voraussichtlichen Gestehungskosten in Rp/kWh (ohne Subvention) zu messen.

Die SL unterstützt die meisten der aufgeführten Kriterien und insbesondere die Aufzählung der Schutzgebiete inklusive BLN-Gebiete. Die Kriterienliste ist zu ergänzen mit den kommunalen Schutzgebieten. Um Schutzgebiete ist je nach Schutzziel im Minimum die 10-fache Anlagenhöhe der WEA als Pufferzone auszuscheiden. Dies ist entsprechend im Massnahmenblatt aufzunehmen.

Der letzte Absatz ist dahingehend zu ändern, dass nur Windpärke von mindestens drei WEA zulässig sind (siehe Frage 2).

Suisse Eole

Im dritten Kriterium unter Punkt 5 beantragen wir betreffend der Interessenabwägung entsprechend des Entwurf des Windenergiekonzepts des Bundes folgende Ergänzung: „Bei Gebieten bzw. Standorten mit deutlich überdurchschnittlichem erwartetem Windenergieertrag erhält das Interesse an der energetischen Nutzung des Windpotenzials ein besonderes Gewicht.“

Unter Punkt 5 wird als zweites Kriterium aufgeführt, dass Windenergieanlagen und Infrastrukturen zu deren Erschliessung in der Nachbarschaft der aufgelisteten Schutzgebiete/Schutzobjekte nur zulässig sind, „wenn die negativen Wirkungen geringfügig sind (Pufferwirkung / Mindestabstände)“. Der Ausdruck „geringfügig“ widerspricht einer Interessensabwägung, wie sie im darauffolgenden Punkt postuliert wird. Der Ausdruck Mindestabstand ist irreführend, da die möglichen Auswirkungen häufig richtungsabhängig sind und häufig auch von anderen Faktoren wie vom Abstand abhängen. Wir beantragen deshalb folgende Formulierung: „wenn die negativen Wirkungen verhältnismässig bleiben.“

Zu Beginn des Abschnitts müsste entsprechend stehen: „Keine unangemessene Beeinträchtigung der kantonalen Naturschutzgebiete.....“.

SVS / BirdLife Schweiz

Punkt 5. Die Mindestwindgeschwindigkeit ist (wie bereits verschiedentlich früher gefordert) auf 5,5 m/s festzulegen. Wir begrüssen die Aufzählung der Schutzgebiete inklusive BLN-Gebiete. Sie ist zu ergänzen mit den kommunalen Schutzgebieten, welchen im Rahmen der Strategie Biodiversität Schweiz eine wichtige Rolle in der ökologischen Infrastruktur zukommt. Um Schutzgebiete ist je nach Schutzziel im Minimum die 10fache Anlagenhöhe der WEA's als Pufferzone auszuscheiden, in der keine WEA's gebaut werden. Dies ist entsprechend zu ergänzen.

Ebenso sind wir beim nächsten Punkt der Meinung, dass der Kanton bereits eine weitgehende Abklärung der Windenergieprüfräume zu diesen Punkten vornehmen muss, um die Projekte beschleunigen zu können. Die Konflikte mit öffentlichen Interessen sind detaillierter zu nennen. Insbesondere sind im Bereich Natur- und Landschaftsschutz die in dieser Stellungnahme unter „Generellem“ genannten Prüfpunkte in den Raster zu übernehmen.

Der letzte Punkt unter 5 ist so umzuformulieren, dass mindesten 3 Anlagen in einem Windenergiegebiet diese Kriterien erfüllen müssen.

WWF Bern

5. Die durchschnittliche Windenergie soll mindestens 5.5 m betragen (bei 4.5 m ist sie nicht rentabel) In der Liste, welche Gebiete nicht beeinträchtigt werden sollen, fehlen Waldreservate, WNI-Flächen oder Amphibienlaichgebiete. Wir begrüssen, dass auch die BLN-Gebiete explizit in der Liste aufgeführt sind. Auch hier: mindestens Standorte für 3 WEA.

BKW AG

Unter Punkt 5 auf der Rückseite des Datenblatts C_21 wird zu Beginn des zweiten Kriteriums erwähnt, dass „keine Beeinträchtigung der kantonalen Naturschutzgebiete, der Jagdbanngebiete, ...“ Der Bau eines Windparks ist per se ein Eingriff. Das Ziel bei der Entwicklung eines Windparks ist entsprechend, die verschiedenen Interessen im Detail und aus wissenschaftlicher Sicht abzuwägen. Beispielsweise soll eine faire Einschätzung zwischen den Auswirkungen auf Natur und Landschaft und dem Mehrwert der Produktion erneuerbarer Energie erfolgen. Wir schlagen vor, dass der Beginn des zweiten Kriteriums wie folgt formuliert wird: „kein unverhältnismässige Beeinträchtigung der kantonalen Naturschutzgebiete, der Jagdbanngebiete, ...“

Weiter unten in diesem zweiten Kriterium wird Folgendes erwähnt: „in deren Nachbarschaft sind sie nur zulässig, wenn die negativen Wirkungen geringfügig sind (Pufferwirkung, Mindestabstände).“ Die Formulierung „geringfügige negative Wirkungen“ ist subjektiv und muss im Rahmen der Interessenabwägung in Bezug zu einem tangierten Schutzziel sowie zum Mehrwert des Windparks gesetzt werden. Es werden zudem durch die Formulierung der Begriffe „Pufferwirkung“ und „Minimalabstände“ zu Schutzzonen oder Inventaren zwei zusätzliche Ausschlusskriterien eingeführt. Dabei ist gut möglich, dass die tangierten Schutzziele von Schutzzonen und Inventaren gar keine „Pufferwirkung“ oder „Minimalabstände“ benötigen. Der absolute und einseitige Grundsatz von Pufferwirkung und Minimalabstand wird auf Bundesebene nicht anerkannt. Wir schlagen vor, diesen Satz folgendermassen umzuformulieren: „in deren Nachbarschaft sind sie nur zulässig, wenn die negativen Wirkungen angemessen sind.“ Wir empfehlen die Begriffe „Pufferwirkung“ und „Minimalabstand“ generell wegzulassen.

ewz Energieproduktion

Punkt 5: Der kantonale Richtplan unterscheidet Ausschlussgebiete und kantonale Windenergieprüfräume WPR. Das Konzept Windenergie des Bundes, das Anfang 2016 in der Vernehmlassung war, unterscheidet drei Gebiete mit Einschränkungen: «Schutzgebiete ohne Interessenabwägung», «Grundsätzliche Ausschlussgebiete» und «Vorbehaltsgebiete». Einerseits führen die im kantonalen Richtplan und im Konzept des Bundes unterschiedlichen Definitionen der Gebiete zu Verwirrung. Andererseits sind die Bundesinventare der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN) und die schützenswerten Ortsbilder der Schweiz (ISOS) nicht demselben Gebiet zugeordnet, was die Verwirrung verstärkt. Im Konzept des Bundes gelten ISOS- und BLN-Gebiete als grundsätzliche Ausschlussgebiete, bei denen eine Interessenabwägung in gewissen Fällen in Frage kommen kann. Im kantonalen Richtplan sind Windenergieanlagen in diesen Gebieten ganz ausgeschlossen. Wir beantragen deshalb, die Definition von Ausschluss- bzw. WPR sowie die Zuordnung der Kategorien bzw. Objekte in diese Gebiete mit dem Konzept Windenergie des Bundes abzugleichen.

Der Begriff "Mindestabstand" erscheint uns irreführend, da die möglichen Auswirkungen häufig richtungsabhängig sind und auch von anderen Faktoren abhängen. Wir beantragen, den Ausdruck deshalb zu streichen.

C Änderungsvorschläge entsprechen nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben und sind z.T. nicht praktikabel.

C s. Frage 2

C Dies muss nicht speziell erwähnt werden, da dies Teil der Interessenabwägung ist.

C Die vorgeschlagenen Formulierungen würden die Schutzziele der aufgeführten Schutzgebiete von nationaler und kantonaler Bedeutung zu stark gefährden. Demgegenüber ermöglicht die Formulierung gemäss Mitwirkungsentwurf eine stufengerechte räumliche Differenzierung (innerhalb der Schutzgebiete - in ihrer Nachbarschaft) und Abwägung der Interessen. Zu beachten ist, dass der Begriff "Mindestabstände" nicht einen fixen Abstand meint.

C Änderungsvorschläge entsprechen nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben und sind z.T. nicht praktikabel.

B Änderungsvorschläge entsprechen nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben. Amphibienlaichgebiete werden ergänzt (obwohl eher theoretisch)

C Die hier aufgeführten Schutzgebiete sollen durch Windenergieanlagen nicht beeinträchtigt werden. Die gewählte Formulierung beinhaltet ebenfalls eine Interessenabwägung. Im zweiten Teil wird eine stufengerechte Differenzierung vorgenommen.

C Die vorgeschlagenen Formulierungen würden die Schutzziele der aufgeführten Schutzgebiete von nationaler und kantonaler Bedeutung zu stark gefährden. Demgegenüber ermöglicht die Formulierung gemäss Mitwirkungsentwurf eine stufengerechte räumliche Differenz

C Begrifflichkeiten sind kompatibel bzw. wurden durch Kanton schon bisher verwendet. Zu beachten ist, dass der Begriff "Mindestabstände" nicht einen fixen Abstand meint.

Point 6

Regionalkonferenz Bern-Mittelland

Zu 6., 3. Aufzählungspunkt:

Die Formulierung bezüglich Anlagen im Wald ist zu einschränkend (vgl. auch Ausführungen zu Frage 1). Es ist aus unserer Sicht nicht nachvollziehbar, weshalb von vornherein höchstens «Einzelne Anlagen...» genehmigungsfähig sind und nicht grundsätzlich für alle Anlagen eine Interessenabwägung und Überprüfung der Standortgebundenheit möglich sein soll. Diese Einschränkung scheint willkürlich und ist zudem unklar in ihrer Auswirkung: Wie wird «einzelne Anlagen» verstanden? Ist nur eine Anlage pro Park möglich (1 von 3, 1 von 7, etc.)? Oder muss mindestens eine Anlage nicht im Wald stehen?
Wir beantragen deshalb folgende Änderung (Weglassen von «einzelne» zu Beginn des Satzes): «Grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald ...nachgewiesen werden.»

Commune mixte de Nods

En complément de la question 4 : sous point 6 au verso de la fiche de mesure : à préciser « une distance suffisante » et « à un coût raisonnable ». Nous supposons que ces points seront précisés dans d'autres règlements.

Gemeinde Vechigen

Unter Punkt 6 wird aufgeführt: „Einzelne grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn...“ Die unbestrittene Forderung, dass der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts Postulat SR Robert Cramer auch im Kanton Bern umgesetzt wird, wird damit nur teilweise erfüllt. Gemäss Bericht des Bundesrates können, sofern die geltenden Voraussetzungen für eine Rodungsbewilligung gegeben sind, nicht nur einzelnen Anlagen sondern auch ganze Windparks im Wald liegen. Der Einschränkung unter Punkt 6, dass nur „einzelne grosse Anlagen“ im Wald liegen dürfen entspricht nicht dem Bericht des Bundesrates. Wir beantragen deshalb folgende Formulierung: „Grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn sie Teil eines Windparks sind und wenn das überwiegende Interesse und die Standortgebundenheit (= Rodungsvoraussetzungen) nachgewiesen werden.“

Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern

Zu Pkt. 6: Der ganze Pkt. 6 ist zu streichen. Es sind genügend gesetzliche Grundlagen und Vorschriften vorhanden, die die Sachverhalte ausreichend berücksichtigen. Weiter verweisen wir darauf, dass jeder Investor selbst die wirtschaftliche Tragbarkeit prüfen wird.

SP Kanton Bern

zu Pt. 6: Es wird aufgeführt: «Einzelne grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn...» Die unbestrittene Forderung, dass der Entscheid des Bundesrates bezüglich des Berichts Postulat SR Robert Cramer auch im Kanton Bern umgesetzt wird, wird damit nur teilweise erfüllt. Gemäss Bericht des Bundesrates können, sofern die geltenden Voraussetzungen für eine Rodungsbewilligung gegeben sind, nicht nur einzelnen Anlagen, sondern auch ganze Windparks im Wald liegen. Die Einschränkung unter Punkt 6, dass nur «einzelne grosse Anlagen» im Wald liegen dürfen entspricht nicht dem Bericht des Bundesrates. Wir beantragen deshalb folgende Formulierung: «Grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn sie Teil eines Windparks sind und wenn das überwiegende Interesse und die Standortgebundenheit (= Rodungsvoraussetzungen) nachgewiesen werden.»

FSU Mittelland

Zu 6., 3. Aufzählungspunkt: Die Formulierung bezüglich Anlagen im Wald ist zu einschränkend (vgl. auch Ausführungen zu Frage 1). Es ist aus unserer Sicht nicht nachvollziehbar, weshalb von vornherein höchstens «Einzelne Anlagen...» genehmigungsfähig sind und nicht grundsätzlich für alle Anlagen eine Interessenabwägung und Überprüfung der Standortgebundenheit möglich sein soll. Diese Einschränkung scheint willkürlich und ist zudem unklar in ihrer Auswirkung: Wie wird «einzelne Anlagen» verstanden? Ist nur eine Anlage pro Park möglich (1 von 3, 1 von 7, etc.)? Oder muss mindestens eine Anlage nicht im Wald stehen?
Wir beantragen deshalb folgende Änderung (Weglassen von «einzelne» zu Beginn des Satzes): «Grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald ...nachgewiesen werden.»

Groupe E Greenwatt SA

Au point 6, il faut souligner que les impacts sur l'Humain doivent être prépondérants par rapport aux autres.

Pro Natura Bern

6. Punkt 2: ergänzen: „Von Siedlungen, Bauten,... und Lebensräumen mit Vorkommen geschützter und gefährdeter Tierarten ist...“ Ergänzen: Vogel- und Fledermauszugrouten sind zu meiden, in wichtigen Korridoren sind Windenergieanlagen ausgeschlossen.

Schweizer Alpen-Club SAC

Grundsatz 6:

Im Gebirge sind bezgl. Distanz von bestehenden Nutzungen teils gegensätzliche Kriterien anzuwenden. Dabei gilt festzuhalten, dass auf besonders wertvolle und ausgesetzte Standorte verzichtet werden soll. Um eine Konzentration der Infrastrukturen zu erreichen sollte im Berggebiet geprüft werden, ob ein Windpark z.B. in ein bestehendes Skigebiet integriert werden könnte. Damit würden keine unerschlossenen Gebiete beansprucht und der Erschliessungsaufwand könnte markant verringert werden (bestehende Erschliessungen). Bezüglich der erwähnten Eisschlag-Gefahr können technische Massnahmen getroffen werden.
Formulierungsvorschlag (Ergänzung): "... In wenig erschlossenen Gebieten soll eine Konzentration der Infrastrukturen angestrebt werden (z.B. Windenergieanlagen in Skigebieten)."

Der letzte Punkt zum Erschliessungsaufwand ist von grosser Wichtigkeit und muss in einer frühen Planungsphase berücksichtigt werden. Gerade in den neu aufgenommenen Windenergieprüfräumen im alpinen Gebiet sind die Auswirkungen der Erschliessungen von grosser Bedeutung. Dabei sind Aspekte des Natur- und Landschaftsschutzes zu berücksichtigen und es muss verhindert werden, dass neue Erschliessungsstrassen für weitere Nutzungen freigegeben werden, insb. auch für den Tourismus.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Für die Erschliessung sind die gleichen Kriterien anzuwenden, wie für die Wind-energiegebiete (Kriterienliste gemäss Punkt 5). Es ist richtig, dass gefordert wird, dass Erschliessungen mit verhältnismässigem Aufwand und ohne unverhältnismässige Eingriffe in die Natur machbar sein müssen. Zur Verhältnismässigkeit gehört selbstverständlich auch die wirtschaftliche Verhältnismässigkeit. Auch in dieser Hinsicht ist es ein Widerspruch, dass die Dimension der Wirtschaftlichkeit bei der Nachhaltigkeitsbeurteilung weggefallen ist (Bericht planteam, Seite 4). Windenergiegebiete sollen nur in erschlossenen Räumen ausgeschieden werden. Das Massnahmenblatt ist zu ergänzen mit der Forderung: „Bisher kaum oder gar nicht erschlossene Räume dürfen wegen Windenergieanlagen nicht erschlossen werden.“

C Die bestehende Formulierung bezweckt keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).

E

C Die bestehende Formulierung bezweckt keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).

C Gerade wegen der rechtlichen Vorgaben sind diese Punkte in der Richtplanung zu berücksichtigen.

A Waldproblematik separat behandelt

C Die bestehende Formulierung bezweckt keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).

C Cette remarque n'est pas claire.

B Themen Vögel und Fledermäuse werden aufgenommen, aber nicht wie vorgeschlagen (dies würde nicht der Mehrheit der Mitwirkungsangaben entsprechen).

E Aufgabe der regionalen Richtplanung

E

C Die vorgeschlagene Formulierung ist zu absolut. Zu beachten ist aber, dass der Aspekt der Erschliessung sowohl bei der regionalen wie auch bei der Bezeichnung der Windenergiegebiete (Region) als auch bei der Planung der Anlagen (Nutzungsplanung) stufengerecht in die Interessenabwägung einzubeziehen ist.

Suisse Eole

Unter Punkt 6 wird aufgeführt: „Einzelne grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn...“ Die unbestrittene Forderung, dass der Entscheid des Bundesrats bezüglich des Berichts Postulat SR Robert Cramer auch im Kanton Bern umgesetzt wird, wird damit nur teilweise erfüllt. Gemäss Bericht des Bundesrates können, sofern die geltenden Voraussetzungen für eine Rodungsbewilligung gegeben sind, nicht nur einzelnen Anlagen sondern auch ganze Windparks im Wald liegen. Der Einschränkung unter Punkt 6, dass nur „einzelne grosse Anlagen“ im Wald liegen dürfen entspricht nicht dem Bericht des Bundesrates. Wir beantragen deshalb folgende Formulierung: „Grosse Anlagen oder Erschliessungen im Wald sind möglich, wenn sie Teil eines Windparks sind und wenn das überwiegende Interesse und die Standortgebundenheit (= Rodungsvoraussetzungen) nachgewiesen werden.“

SVS / BirdLife Schweiz

Punkt 6. Ergänzen: Anlagen im Wald sollten wo immer möglich vermieden werden, da die Beeinträchtigung der Biodiversität, insbesondere von Vögeln und Fledermäusen, in diesem Biotop hoch sind. Mindestens zweimal die Anlagenhöhe sollten Windenergieanlagen Abstand von Waldrändern haben. Was bezüglich Erschliessungen verhältnismässig oder unverhältnismässig ist, ist leider sehr subjektiv. Daher schlagen wir folgende Ergänzungen vor: „Bei der Erschliessung gelten die gleichen Prüfpunkte wie bei den Anlagen selber, insbesondere bei Eingriffen in die Natur.“ Zusätzlich ist auch folgender Satz einzufügen: „Bisher kaum oder gar nicht erschlossene Räume dürfen wegen Windenergieanlagen nicht erschlossen werden.“

WWF Bern

6. Zusätzliches Kriterium: Zugrouten von Vögeln und Fledermäusen sind zu meiden.

ewz Energieproduktion

Punkt 6: ewz schlägt vor, das Wort «Einzelne» zu streichen. Gemäss des vom Bundesrat im Jahr 2012 gutgeheissenen Berichts des UVEK «Bericht in Erfüllung des Postulats Erleichterung des Baus von Windkraftanlagen in Wäldern und auf Waldweideflächen 10.3722 (Cramer Robert)» lassen die bestehenden rechtlichen Grundlagen eine Realisierung von zeitgemässen, energieeffizienten und ressourcenschonenden Windenergieanlagen auch im Wald und auf Wytweiden zu.

Point 7**Stiftung Landschaftsschutz Schweiz**

Die Pflicht zum Rückbau ist mit der Sicherstellung der Kosten des Rückbaus zu verbinden. Die Rückbaukostengarantie ist im Rahmen des Baugesuchs sicherzustellen. Diese Anforderung ist im Massnahmenblatt aufzunehmen.

SVS / BirdLife Schweiz

Punkt 7. Nicht nur die Pflicht zum Rückbau, auch die Finanzierung des Rückbaus muss im Baugesuch sichergestellt werden. Dies ist als Forderung zu ergänzen.

WWF Bern

7. Die Pflicht zum späteren Rückbau der Anlagen unterstützen wir.

Point 8**Groupe E Greenwatt SA**

Au point 8, plusieurs études faites en Suisse ou à l'étranger démontrent que les prédictions des risques envers toute la faune ailée ne sont pas justifiées.

Suisse Eole

Unter Punkt 8 müsste der Ausdruck „Blendwirkung“ gestrichen werden. Sämtliche verfügbaren grossen Windenergieanlagen haben dank reflexionsarmer Oberfläche unabhängig von der Anordnung keine Blendwirkung.

SVS / BirdLife Schweiz

Punkt 8. Die Aussage dieses Satzes ist viel zu generell. Einerseits soll die Windkraft optimal genutzt werden und andererseits müssen die Auswirkungen auf Natur und Landschaft nur minimiert werden. Wie oben dargelegt müssen die negativen Wirkungen auf Natur und Landschaft und insbesondere auch auf bedrohte Vogel- und Fledermausarten vermieden werden, dazu sind verschiedene Punkte neu in den Prüfraster aufzunehmen. Dieser Punkt ist entsprechend umzuformulieren.

ewz Energieproduktion

Punkt 8: Moderne Windenergieanlagen verfügen über reflexionsarme Oberflächen und zeigen keine Blendwirkung mehr. ewz regt deshalb an, den Begriff "Blendwirkung" zu streichen.

Point 9**Verein seeland.biel/bienne**

Ziffer 9: Kleinanlagen bis 30 Meter Höhe leisten einen sehr geringen Beitrag an die Energieerzeugung, können aber einen wesentlichen, unter Umständen weiträumigen Einfluss auf das Landschaftsbild haben. Im Sinne des Grundsatzes der Konzentration von Windenergieanlagen sollte auch bei Kleinanlagen ein „Wildwuchs“ verhindert werden. Kleinanlagen sollten deshalb nur für die Energiegewinnung in speziellen Situationen in Betracht gezogen werden (z.B. bei fehlendem Netzanschluss). Zumindest sollte eine nähere Regelung zu Kleinanlagen in der regionalen Richtplanung möglich sein.

Pro Natura Bern

9. Der bei der Konsultation noch vorhandene Satz „Sie sind nur zulässig, wenn sie im Nahbereich von bestehenden grösseren Bauten und Anlagen liegen“ ist zu belassen, um unverhältnismässige Eingriffe in die Landschaft zu verhindern. Neu: Die Windenergieprüfräume sind mit den regionalen Natur- und Landschaftsvorranggebieten aus den regionalen Gesamtverkehrs- und Siedlungskonzepten (RGSK) abzustimmen und die Anlagen dürfen diese Räume nicht beeinträchtigen.

C Die bestehende Formulierung bezweckt keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).

A Waldproblematik separat behandelt
Übrige Vorschläge s. andernorts

C Der Aspekt ist in Ziffer 8 enthalten (Natur, Vogelzug).

C Die bestehende Formulierung bezweckt keine Verschärfung gegenüber dem gültigen Waldrecht. Um nicht falsche Erwartungen zu wecken, die in der Praxis nicht umgesetzt werden können, wurde bewusst eine vorsichtige Formulierung gewählt. Denn für jede einzelne Turbine und für alle damit verbundenen Nebenanlagen und Erschliessungen, die im Wald liegen, müssen die Rodungsvoraussetzungen nachgewiesen werden (vgl. Waldgesetz Art. 5 und Anhang 5 der Vollzughilfe „Rodungen und Rodungersatz“ des BAFU aus dem Jahr 2014).

C Die Rückbaupflicht ist in Grundsatz 7 enthalten. Details sind im Richtplan nicht stufengerecht.

C Die Rückbaupflicht ist in Grundsatz 7 enthalten. Details sind im Richtplan nicht stufengerecht.

A

A

C Der Begriff ist für Fachleute offenbar; für die Bevölkerung ist er jedoch wichtig.

C Es ist nicht notwendig, die Liste der zu berücksichtigenden Einzelaspekte zu erweitern. Die Berücksichtigung der Auswirkungen von Windenergieanlagen auf einzelne Vogel- und Fledermausarten ist in den Ziffern 5, 6 und 8 (Naturschutz, Natur) enthalten.

C Der Begriff ist für Fachleute offenbar; für die Bevölkerung ist er jedoch wichtig.

C Es gibt dazu Regelungen

C Der bisherige Satz war zu wenig praktikabel und das Thema soll in der Arbeitshilfe aufgenommen werden. Abstimmung von RGSK und Windrichtplänen ist sowieso Aufgabe der Regionen.

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Question 5 (autre)		
Entwicklungsraum Thun		
Wir begrüßen die Aufnahme der neuen Windenergieprüfräume. Als Region ohne Richtplanung Windenergie werden wir die uns auferlegte Pflicht zur Erarbeitung einer solchen bis 2020 gerne in Angriff nehmen. Die Pflicht ist das Eine, die Finanzierung hingegen das Andere; wir erwarten, dass der Kanton die entsprechenden Aufwände der Region abgibt und diese Finanzierung entsprechend verankert.	E	
Region Oberaargau		
keine weiteren Anliegen	A	
Verein seeland.biel/bienne		
Bisher ist das Seeland – im Gegensatz zu den Jurahöhen – nicht als vorrangiges „Windgebiet“ wahrgenommen worden, und es bestanden keine konkreten Absichten für eine Windenergienutzung. Dementsprechend wird das Thema Windenergie im Regionalen Richtplan/RGSK Biel-Seeland (Massnahme C9) bisher zurückhaltend behandelt. Wir werden uns im Rahmen der regionalen Windenergieplanung vertieft mit Potenzial, Nutzen und Auswirkungen der Windenergie befassen.	A	
Commune de Courtelary		
Oui	A	
Commune mixte de Plateau de Diesse		
Nous avons le soutien de la population depuis le vote consultatif du mois de juin 2015 avec un grand taux de participation et un 80% de oui. Le canton doit soutenir ce projet, c'est un apport pour notre région autant sur plan énergétique qu'économique. Nous saluons la volonté politique du conseil exécutif de promouvoir les installations de production d'énergie éolienne mais ces démarches resteront sans effet si l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire persiste dans sa volonté d'empêcher tous les projets touchant la première crête du Jura bernois. En clair, c'est en interne à l'administration cantonale qu'il faut d'abord promouvoir.	A	
Gemeinde Aegerten		
Grundsätzlich halten wir fest, dass der Gemeinderat – gestützt auf seine Strategie zur nachhaltigen Entwicklung – die Gewinnung von Windenergie unterstützt.	A	
Gemeinde Arch		
Für unsere unmittelbare Umgebung haben die Anpassungen wenig Einfluss.	A	
Gemeinde Attiswil		
nein	A	
Gemeinde Beatenberg		
nein	A	
Gemeinde Biglen		
Der Gemeinderat Biglen ist grundsätzlich der Auffassung, dass die 2010 in den kantonalen Richtplan aufgenommene Massnahme C_21 vorläufig völlig ausreichend ist (mit Ausnahme von ein paar redaktionellen Anpassungen). Der Kanton sollte sich auf wenige, dafür effiziente und wirtschaftliche Standorte für Windenergieanlagen, beschränken (Windpärke mit mindestens 3 Windturbinen). Bei der Planung und Errichtung müssen dabei nicht nur die 8 Kriterien in den Bereichen „Umwelt und Gesellschaft“, sondern insbesondere auch die ökonomischen Kriterien „Erschliessungsaufwand“ und „Windkoeffizient“ (Bereich „Wirtschaft“) erfüllt werden.	A	
Gemeinde Diemtigen		
Gegen die Anpassung des Textes im Massnahmenblatt C_21 gibt es keine Bemerkungen.	A	
Gemeinde Eriz		
Wichtig für die Gemeinde Eriz ist, dass die Vorgaben Windkoeffizient und Erschliessungsaufwand nun gestrichen wurden. Es werden eh nur dort Windkraftwerke erstellt, wo alles zusammen passt. Für uns ist auch wichtig, dass der Höhenzug Honegg Aufnahme im Richtplan findet.	A	
Gemeinde Erlach		
nein	A	
Gemeinde Guttannen		
nein	A	
Gemeinde Heimberg		
Keine Anliegen oder Hinweise	A	
Gemeinde Kaufdorf		
Nein	A	
Gemeinde Kirchenthurnen		
Nein	A	
Gemeinde Köniz		
Nein	A	
Gemeinde Meisberg		
Für den Gemeinderat sprechen folgende Argumente gegen einen Windpark auf dem Büttenberg: Dicht besiedeltes Gebiet, Naherholungsgebiet, Landschaftsschutzgebiet und Grundwasserschutzzone	A	
Gemeinde Mühleberg		
JA. Standorte von Windenergieanlagen im landwirtschaftlich genutzten Kulturland werden grundsätzlich abgelehnt.	A	
Gemeinde Mühledorf		
Nein	A	
Gemeinde Münchenbuchsee		
Nein	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Neuenegg		
Grundsätzlich gilt es, Windenergieanlagen an Standorten mit besonders guten Windverhältnissen zu fördern. Dieser Umstand müsste im Rahmen der Interessenabwägung entsprechend gewichtet werden.	A	
Gemeinde Oberlangnegg		
Nein	A	
Gemeinde Ostermundigen		
Das Gemeindegebiet von Ostermundigen ist von den Anpassungen am kantonalen Richtplan nicht betroffen. Die Planungsbehörden stehen aber grundsätzlich Massnahmen zur Förderung der Windenergie positiv gegenüber.	A	
Gemeinde Pohlern		
Nein	A	
Gemeinde Röthenbach		
Nein	A	
Gemeinde Rümliigen		
Nein	A	
Gemeinde Rüschegg		
Nein	A	
Gemeinde Safnern		
Der Gemeinderat von Safnern unterstützt grundsätzlich die Alternativenergie. Wichtig ist jedoch beim Windenergieprüfraum Safnern-Meinisberg (P17) die Überprüfung der Windgeschwindigkeit, Grundwasserschutzzonen, Abstände zu Siedlungen.	A	
Gemeinde Schwadernau		
keine	A	
Gemeinde Schwarzenburg		
Koordination mit Naturpark Gantrisch erforderlich.	A	
Gemeinde Steffisburg		
Nein	A	
Gemeinde Täuffelen		
Nein	A	
Gemeinde Thörigen		
nein	A	
Gemeinde Tramelan		
Keine Bemerkungen	A	
Gemeinde Trubschachen		
Nein	A	
Gemeinde Uetendorf		
Die Gemeinde Uetendorf begrüsst generell die Aufnahme neuer Windenergieprüfräume in den kantonalen Richtplan.	A	
Gemeinde Unterlangnegg		
Nein	A	
Gemeinde Vechigen		
Aufgrund des neuen Massnahmenblatt C21 wird auch die Wegleitung des Kantons „Anlagen zur Nutzung der Windenergie“ zu überarbeiten sein. In diesem Zusammenhang sollte geklärt werden, welche Bedeutung der Eintrag eines Standorts als Windenergiegebiet im Richtplan auf den Nachweis der Standortgebundenheit für Anlagen im Wald hat.	E	
Gemeinde Wiedlisbach		
Nein	A	
Gemeinde Wohlen		
Nein	A	
Gemeinde Worb		
Die Gemeinde Worb erachtet die Windkraft als einen sinnvollen Energieträger, den es zu fördern gilt.	A	
Stadt Bern		
Im Weiteren verweisen wir auf unsere Eingaben zur öffentlichen Mitwirkung des regionalen Richtplans Windenergie, ganz besonders zum Windenergiegebiet Belpberg: "Auf das regionale Windenergiegebiet Belpberg ist angesichts der Zielkonflikte und insbesondere aufgrund der möglichen Beeinträchtigung der Fernsicht auf die Berner Alpen zu verzichten".	A	
Canton de Neuchâtel		
Non	A	
Canton de Vaud		
Le Canton de Vaud souhaite être consulté sur les TPIE lorsque les projets seront affinés.	E	
Kanton Solothurn		
Keine weiteren Bemerkungen	A	
Kanton Uri		
Nein	A	
Bürgerlich-Demokratische Partei Kanton Bern		
Auch die Windenergie kann einen wichtigen Teil zur Produktion von erneuerbaren Energien leisten.	A	

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
EVP Kanton Bern		
Unserer Meinung nach müssten bei einer Windenergieanlage auch die Naturgefahren als Kriterium berücksichtigt werden.	C	noch nicht auf Richtplanstufe
Wir wünschen zudem eine klare Begriffsbestimmung zu „Windpark“, „Windenergieanlage“ und „Windturbine“. Der Begriff „Windpark“ scheint uns klar, ob aber zwischen den Begriffen „Windenergieanlage“ und „Windturbine“ eine Differenz besteht, wurde uns nicht klar.	A	Mit Windenergieanlage ist hier eine Einzelanlage gemeint. Sie besteht in der Regel aus einer Windturbine (Mast und Rotor) sowie den unmittelbar damit zusammenhängenden Nebenanlagen (Erschliessung).
Grünliberale Partei Kanton Bern		
Grundsätzlich sind die Grünliberalen für grosszügige Lockerungen bezüglich Gebieten, die nicht mit Touristik- oder Naturschutzanliegen im Konflikt liegen. Die vorgeschlagene Ausdehnung ist zweckmässig. Die Grünliberalen unterstützen eine durch den Markt getriebene Suche nach geeigneten Standorten. Mit der vorliegenden Ausweitung wurde lediglich den konkret vorliegenden Projekten Rechnung getragen und die Projektbeteiligten zufriedengestellt. Es gibt genügend Auflagen in Bezug auf Natur- und Landschaftsschutz um sicherzustellen, dass in einem Projektverlauf alle Interessengruppen genügend berücksichtigt werden.	A	
SP Kanton Bern		
In den kantonalen Grundsätzen und Kriterien für Windenergiegebiete und -anlagen ist die Pflicht zum Rückbau der Anlagen erwähnt. Diese Pflicht ist unseres Erachtens wichtig und richtig. Diese Pflicht kann jedoch nur umgesetzt werden, wenn bereits während des Betriebes der Anlage ein Rückbau-Fonds geüfnet wird und andererseits muss klar sein, wie diese Rückbaupflicht bei einem Besitzerwechsel oder bei einem Bankrott des Eigentümers geregelt wird.	E	
Chambre d'agriculture du Jura bernois		
oui	A	
Groupe E Greenwatt SA		
Il faut encourager des votations communales afin d'évaluer régulièrement l'acceptation de la population locale d'une commune-site par rapport à son potentiel et à son projet éolien. Il faut donner des priorités aux communes dans lesquelles leur population souhaite développer de l'éolien raisonnable sur leur territoire. Il faut voir cela comme une chance pour le canton.	A	
Helvetia Nostra		
Es ist aus der Sicht von Helvetia Nostra fraglich, ob die Notwendigkeit besteht, eine Vielzahl neuer Windenergieprüfräume zu eröffnen, obwohl die Potentiale der bereits existierenden Prüfräume bei weitem nicht ausgeschöpft werden. Die Detailabklärungen im Rahmen der regionalen Richtpläne werden wohl zur Bereinigung der Windenergieprüfräume führen.	A	
Schweizer Alpen-Club SAC		
Das Gebot der grenzüberschreitenden Planung und Umweltverträglichkeitsprüfung ist im Massnahmenblatt aufzunehmen. Dies ist insb. wichtig, weil die Umweltauswirkungen so grossräumig sind, dass auch Gebiete ausserhalb des Kantons in die UVP einbezogen werden müssen (z.B. Windparkprojekte Montoz-Pré Richard und Grenchenberg)	C	gilt generell
Der SAC ist von den neu ausgeschiedenen Windenergieprüfräumen im südlichen Kantonsteil besonders betroffen und steht diesen aus den oben genannten Gründen kritisch gegenüber. Der SAC-Zentralverband wünscht von den Regionalkonferenzen in die weiteren Verfahrensschritte einbezogen zu werden, damit wir mit den lokalen Sektionen koordinieren können.	E	
Die Überarbeitung des vorliegenden Massnahmenblatts steht in einem engen Zusammenhang mit dem behördenverbindlichen Konzept Windenergie des Bundes, welches Ziele, Empfehlungen und Vorgaben für die Kantone enthält. Mit der Verabschiedung des vorliegenden Massnahmenblatts sollte zugewartet werden, bis das Konzept Windenergie des Bundes verabschiedet ist.	C	entspricht nicht den Vorgaben des Grossen Rates; Fahrplan Bundeskonzept unklar
Suisse Eole		
Aufgrund des neuen Massnahmenblatt C21 wird auch die Wegleitung des Kantons Anlagen zur Nutzung der Windenergie zu überarbeiten sein. In diesem Zusammenhang sollte geklärt werden, welche Bedeutung der Eintrag eines Standorts als Windenergiegebiet im Richtplan auf den Nachweis der Standortgebundenheit für Anlagen im Wald hat.	E	
Verband bernischer Burgergemeinden und burgerlicher Korporationen		
Wir fordern den Kanton auf, bei der Prüfung von Windenergiegebieten, die Grundeigentümer in die Überlegungen mit einzubeziehen.	C	auf weiteren Planungsstufen selbstverständlich
Verein Energieversorgung Gantrisch		
Der Verein EV Gantrisch hat (in Zusammenarbeit mit relevanten Energieversorgungsunternehmen) basierend auf dem Entscheid des GR bez. Motion 10-2015 und nach dem Grundsatz von Treu und Glauben Windmessungen und aufwendige Projektierungsarbeiten für Windkraftanlagen auf den Waldstandorten Gibelegg (Riggisberg) und Buechwald (Riffenmatt) durchgeführt. Sofern der Kantonale Richtplan wie vorgesehen in Kraft tritt, so wird ein erheblicher Schaden verursacht, da die Projektierungsarbeiten vollständig abgeschlossen werden müssen.	A	
Verein Weitsicht für Vechigen		
Die Energiestrategie des Bundes muss durch überlegtes und umsichtiges Handeln geleitet werden. Durch verfehlte Subventions- und Einspeisevergütungspolitik wird das Preis- und Leistungsgefüge im Strommarkt verzerrt – bloss um in einer kurzfristigen und nicht nachhaltigen Strömung mitzuschwimmen. Wie mehrfach erwähnt sind uns zukünftige Generationen für intelligentes und sachdienliches Handeln dankbar.	A	
WWF Bern		
Der WWF erwartet vom Richtplan, dass er die Richtung angibt, wo WEA erstellt werden sollen. D.h. es sollten Windenergiegebiete festgelegt werden, die geprüft sind auf die Gesetzeskonformität. Es ist ein planerischer Leerlauf, wenn sogenannte «Prüfräume» weiterverfolgt werden, die rechtlich nicht zulässig sind, weil sie z.B. in Schutzgebieten oder Vogelzuggebieten liegen. Die Interessenabwägungen und die Koordination bei der Festlegung der einzelnen Windenergieparks mit den umliegenden Gebieten muss auf kantonaler Ebene durchgeführt werden. Betreffend Auswirkung einzelner «Prüfräume» auf den Vogelzug und den daraus folgenden Unvereinbarkeiten weisen wir auf die Eingabe der Fachorganisation Birdlife Schweiz und unterstützen deren Forderungen betr. einzelnen Räumen.	C	Eingabe entspricht nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben und dem bisherigen, bewährten System.
BKW AG		
Nein	A	
ewz Energieproduktion		
Nein, keine weiteren Hinweise	A	

Privat 1

Sämtliche Prüfräume befinden sich in einmalig schönen Landschaften, die nicht nur von grosser touristischer Bedeutung sind, sondern auch Heimatgefühle vermitteln. Der finanzielle Aufwand und die negativen Auswirkungen auf Landschaft, Natur und Bevölkerung stehen in einem klaren Missverhältnis zur Strommenge, die bestenfalls gewonnen werden kann. Intakte Landschaften sind ein wichtiges Kapital der Schweiz, umso mehr als europäische Landschaften, die frei von Windenergieanlagen sind, stark an Bedeutung gewinnen.

A**Privat 2**

1. In der Schweiz werden Windkraftanlagen nie einen nennenswerten Beitrag zur Stromversorgung leisten können – insbesondere wird die Windenergie nie ein Atomkraftwerk oder ein grösseres Wasserkraftwerk ersetzen können. 2. Die KEV setzt einen völlig falschen Anreiz. Um finanzielle Beiträge zu erhalten, werden Windkraftanlagen errichtet, die nie marktfähig sein werden und die durch die Steuerzahler finanziert werden. 3. Auf Kosten der Steuerzahler wird die Landschaft unwiderruflich beschädigt, ohne dass eine nachhaltige Energieversorgung eingerichtet wird. 4. Das Kapital der Schweiz, die Schönheit der Landschaft, wird dauerhaft und ohne nachhaltigen Nutzen für die Stromkonsumenten zerstört und andere Wirtschaftszweige, etwa der Tourismus, geschädigt.

A**Privat 3**

Die Unterlagen lesen sich wie ein Schlachtplan. Offenbar sollen die letzten noch intakten Landschaften des Kantons Bern der Zerstörung preisgegeben werden. Die Prüfräume befinden sich fast ausschliesslich in sensiblen Gebieten. Einmalige Panoramen, die auf unzähligen Postkarten und Kalendern abgebildet sind, sollen industrialisiert werden. Dies steht klar im Widerspruch zu den Kantonalen Grundsätzen und Kriterien für Windenergiegebiete und -anlagen (Massnahmeblatt C_21: Rückseite (1 von 4): Unter Punkt 5 steht:

A

- Keine Beeinträchtigung der kantonalen Naturschutzgebiete, sowie der Gebiete und Objekte in den Bundesinventaren der Landschaften und Naturdenkmäler (BLN)
- Konflikte mit anderen öffentlichen Interessen wie namentlich dem Tourismus, der Landwirtschaft dem Wald, dem Natur-, dem Ortsbild-, dem Kulturgüterschutz Mit der Honegg, einem von mir bestens bekannten Prüfraum, möchte ich - exemplarisch für die anderen Prüfräume - aufzeigen, was eine Industrialisierung durch Windkraftanlagen für Folgen hätte: Auf allen beiliegenden Panoramafotos ist die Honegg (P22) abgebildet: Die Honegg ist den Voralpen vorgelagert. Von fast sämtlichen Aussichtspunkten des Oberemmentals würde daher ein Windpark das einmalig schöne Panorama aufs Massivste stören: Rotoren würden - je nach Exposition des Aussichtspunktes - mal vor den Sieben Hengsten, mal vor dem Hohgant, mal vor dem Sigriswilergrat, aber auch vor Eiger, Mönch und Jungfrau drehen. Der Hohgant ist das Symbol des Oberemmentals, er ist zusammen mit den Sieben Hengsten Teil des BLN. Nichts rechtfertigt die Zerstörung unserer Landschaftssikonen, die in hohem Masse die Identität und das Bild unseres Landes prägen, der geringe energetische Nutzen von Windkraftanlagen rechtfertigt dies schon gar nicht. Die Windkraft schafft keine Werte. Aber sie schafft es, bestehende Werte wegzuziehen.

Privat 4

Stromproduzenten und mächtige, subventionierte Windkraftlobbyisten wie Suisse Eole rühren die Werbetrommel für die Windenergie und loben ihre angeblichen Erfolge. Tatsache ist, dass das Potenzial der Windenergie in keinem Verhältnis zu den Schäden steht, die sie der Landschaft, der Gesundheit der Anwohner und der Fauna zufügt. Ebenfalls nicht zu vergessen sind die Immissionen für die Anwohner. Im Gegensatz zu anderen Energiequellen wie etwa Wasserkraft und Photovoltaik kann die Windenergie keine sichere und nachhaltige Energieversorgung gewährleisten. Windenergie stösst überall in der Bevölkerung auf Widerstand.

A

Territoires potentiels pour l'implantation d'éoliennes

Territoires potentiels: généralités

Region Oberaargau

Stets kritisch stellte sich die Region Oberaargau zur Ausweitung der Windenergieprüfräume um den Perimeter „erste Jurakette“, namentlich um die Standorte Schmiedennatt, Ankenhubel, Hällchöpfli in der oberoargauischen Jura Silhouette. Unso erfreulicher ist die Feststellung, dass diese optisch exponierten Standorte in der Auflistung neuer kantonaler Windenergieprüfräume fehlen.

A

Gemeinde Biglen

Auf die zusätzlichen 17 Windenergieprüfräume kann verzichtet werden.

C

Entspricht nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben.

Etat de Fribourg

Nous observons que de nouveaux territoires potentiels pour l'énergie éolienne sont définis à proximité immédiate ou non loin du canton de Fribourg (P 27 Chalberhöni, P28 Gsteig-Walig, P20 Gantrischkette, P21 Niderhore-Turner et P26 Hornfluh-Rinderberg). Nous prenons note que les conférences régionales relatives à ces territoires, à savoir Espace de développement de Thounne ainsi que Haut-Simmental et Pays de Gessenay, devront se munir de plans directeurs éoliens d'ici 2020 afin de définir plus précisément les périmètres propices à l'implantation d'éoliennes. Nous vous remercions d'avance de nous consulter sur ces instruments le moment venu.

E

Grüne Kanton Bern

Windkraftanlagen in regionalen Naturparks (Gantrisch und Diemtigtal) sollen bezüglich Natur- und Landschaftsverträglichkeit besonders umsichtig geplant werden und diesbezüglich erhöhten Ansprüchen genügen müssen. Sie stellen aus Sicht der Grünen aber keinen grundsätzlichen Widerspruch dar. Die Grünen stimmen den Ergänzungen des Richtplanes durch zusätzliche Prüfräume insbesondere im Berner Oberland zu, zumal ein grosser Teil davon in durch touristische Anlagen belasteten Gebieten liegen. In zwei Prüfgebieten erachten wir die Konflikte mit Schutzgebieten als zu grossflächig und fordern eine Verkleinerung.

E

Höhere Windgeschwindigkeiten (auf Hochplateaus, Gräten und Pässen) und weniger dichte Besiedlung (ausserhalb der Täler) sprechen für die Aufnahme zusätzlicher Prüfräume in den Richtplan. Allerdings halten wir die Realisierungschancen für den Bau von Anlagen für die meisten Prüfräume für tief. Viele Räume umfassen nur sehr schwer zugängliche und sogar hochalpine Gebiete. Die Windressourcen sind oft nur an einzelnen kammnahen und schwer erschliessbaren Standorten genügend. Zudem tangieren einige Prüfräume auch Schutzgebiete, deren Ziele selbstverständlich nicht beeinträchtigt werden dürfen. Die Grünen gehen davon aus, dass dies bei der Konkretisierung von Projekten insbesondere im Rahmen der regionalen Richtplanung sowie der kommunalen Nutzungsplanung sichergestellt ist.

A

Berner Heimatschutz

Die neu definierten Windprüfräume P16 bis P32 liegen mehrheitlich in den Alpen, die von grossem touristischem Interesse sind. Sie sind daher grundsätzlich hinsichtlich Unversehrtheit der Landschaft kritisch zu hinterfragen. Speziell gilt dies für folgende Windprüfräume:

P20 Gantrischkette, P21 Niderhore-Turner, P22 Honegg, P24 Gsür, P29 Beatenberg-Niederhorn.

Der Schutz des gebauten Erbes sowie der natürlichen und kulturellen Landschaften ist ein wichtiges Ziel einer umweltgerechten und nachhaltigen Entwicklung und muss bei allen Überlegungen im Zusammenhang mit der Produktion grüner Energien berücksichtigt werden. Das Interesse an der Produktion von grüner Energie rechtfertigt in keinem Fall eine Beeinträchtigung von Schutzgebieten.

E

Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Pro Natura Bern

Wir lehnen deshalb die neu aufgenommenen Prüfräume wegen Konflikten mit dem Natur- und Landschaftsschutz ab und beantragen deren Streichung. Im Folgenden Begründungen zu den besonders negativ beurteilten Standorten.

C

Entspricht nicht der Mehrheit der Mitwirkungseingaben.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Begründung für die Streichung von Windprüfräumen: Wir halten es für unrealistisch, dass in diesen Windenergieprüfräumen Windparkgebiete ausgeschieden werden können, welche machbar sind bezüglich Akzeptanz der Bevölkerung und Wirtschaftlichkeit (volks- und betriebswirtschaftliche Betrachtung) und welche den gesetzlichen Anforderungen hinsichtlich Natur- und Landschaftsschutz und Umweltschutz genügen.

A

SVS / BirdLife Schweiz

Die neu ausgeschiedenen Windenergieprüfräume liegen praktisch ausnahmslos entweder in sehr heiklen Gebieten bezüglich Naturschutz (Vogelzugrouten, Gefährdung bedrohter Arten, unmittelbar im Umfeld von Flach-, Hoch- und Übergangsmooren, Auen von nationaler Bedeutung oder in Moorlandschaften von nationaler Bedeutung) oder bezüglich Landschaftsschutz. Die im Landschaftsschutz heiklen Gebiete sind oftmals touristisch stark genutzt und zählen zu den Landschaften, welche von Hunderttausenden von Touristen wegen ihrer natürlichen Schönheit aufgesucht werden. Der Widerstand gegen Windenergieanlagen in solchen Gebieten dürfte hoch sein. Die Ausscheidung solcher zweifelhafter Gebiete als Windenergieprüfräume ist letztlich zum Nachteil von Windenergiebetreibern, welche der Meinung sind, dort eine reelle Chance zum Bau von Anlagen zu haben. Allerspätestens in einer Nutzungsplanung halten alle diese Gebiete einer seriösen Interessenabwägung nicht mehr stand. Wir fordern daher einen Verzicht auf die neuen Windenergieprüfräume.

E

Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Wir erlauben uns, einige kurze Bemerkungen zu einigen bereits bekannten durch WEA's gefährdeten Naturwerten zu machen (nicht vollständig) in den vorgeschlagenen Windenergieprüfräumen. Doch bereits diese Angaben zeigen auf, dass zahlreiche bedrohte Arten und Biotop von nationaler Bedeutung betroffen wären in diesen Windenergieprüfräumen, somit der Bau von Anlagen unwahrscheinlich würde. Weitere Bemerkungen zu den neuen Windenergieprüfräumen siehe auch erster Abschnitt unter Generellem.

A

BKW Energie AG und Swissgrid

In den Bereichen der Windenergiegebiete verlaufen Leitungen der swissgrid AG sowie der BKW Energie AG (die Gebiete sind je Leitung bezeichnet). Diese Leitungen stellen wichtige Anlagen für die nationale und regionale Versorgung mit elektrischer Energie dar. Ihr Bestand und der störungsfreie Betrieb müssen deshalb jederzeit gewährleistet sein.

E

Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Im Rahmen der Erarbeitung Ihres Richtplans haben die kantonalen Genehmigungsbehörden von Amtes wegen zu prüfen, ob die gesetzlichen Voraussetzungen hierzu erfüllt sind. Im Bereich von elektrischen Anlagen ist bei Bauvorhaben primär die Leitungsverordnung (LeV) zu beachten. Der Art. 38 spezifiziert die Abstände die für Gebäude in Leitungsnähe einzuhalten sind: Falls sie den untersten Leiter überragen (§3) ist ein Horizontalabstand von mindestens 20 m zur Leitung einzuhalten.

Diese Abstände zu den Hochspannungsleitungen müssen bei der Planung für die Anlagen zur Windenergieproduktion berücksichtigt werden. Gemäss der Richtplan Gesamtkarte vom März 2016 sind folgende Windenergiegebiete vorgesehen, in denen die swissgrid AG und die BKW Energie AG Hochspannungsleitungen durchführen:

Die Umgebung von Orpund, Schwadernau und Port sowie das Gebiet rund um den "Churzenberg" bei Oberdiessbach und das Gebiet Hahnenmoospass im Berner Oberland.
(mit Karten in Originalstellungnahme)

Appréciation: A: Prise de connaissance; B: Prise en considération; C: Pas de prise en considération; D: Élément ne faisant pas l'objet des adaptations;

E: Indication pour la mise en œuvre

P16 Bellmund**Verein seeland.biel/bienne**

P16: Wir beurteilen die neuen Prüfräume in der Region Biel-Seeland aus heutiger Sicht kritisch. Sie betreffen dicht besiedelte bzw. genutzte Gebiete, wo mit erheblichen Konflikten und einem entsprechenden schlechten Kosten-Nutzen-Verhältnis zu rechnen ist. Wir weisen in diesem Zusammenhang auch auf die ablehnenden Stellungnahmen von betroffenen Gemeinden (Bellmund, Port, Orpund) hin.

Gemeinde Jens

P16: Der Gemeinderat von Jens befürwortet grundsätzlich die Stromerzeugung mittels Windenergieanlagen. Er erachtet den vorgeschlagenen Windenergieprüfraum in Bellmund/Port/Ipsach aufgrund der dichten Besiedlung und der anzunehmenden Lärmbelastung jedoch als ungeeignet. Ebenso betrachtet er das Aufstellen von Windenergieanlagen auf den angrenzenden Landschaftsgebieten sowie im Waldgebiet von Jens als massiven Eingriff. Nicht zu vergessen ist, dass im gesamten Prüfraum-Gebiet Fledermäuse (geschützt) hausen.

Gemeinde Orpund

P16: Der Prüfraum P16 befindet sich in der Nähe von Siedlungsgebieten und sind deshalb unserer Ansicht nach ungeeignet.

Gemeinden Bellmund und Port

P16: Windenergieanlagen sollen hinsichtlich Grösse, Anordnung und Erscheinung jeweils auf die örtlichen Gegebenheiten abgestimmt werden. Von Siedlungen, Bauten mit Publikumsverkehr, Waldflächen und Schutzgebieten sollen ausreichende Abstände eingehalten werden. Der vorgeschlagene Windenergieprüfraum P16 befindet sich inmitten von Wohngebieten. Die Vertreter der Gemeinden können sich nicht vorstellen, dass sich in Bellmund ein brauchbarer Platz für Windenergieanlagen befindet. Dazu kommt, dass der Betrieb einer Windenergieanlage durch Rotorflügel-, Antriebs- und Windgeräusche Lärm verursacht. Vom Rotor und Turm wird zudem ein Schattenwurf erzeugt. Es ist mit Widerstand aus der Bevölkerung zu rechnen.

Die Gemeinderäte sind der festen Überzeugung, dass der genannte Standort für Windenergieanlagen hinsichtlich Nähe zur Agglomeration und der Lärmbelastung nicht geeignet ist. Weiter ist darauf hinzuweisen, dass Bellmund in einem Landschaftsschongebiet liegt.

Wir bitten Sie, unsere Anregungen und Bemerkungen zum Richtplan zu berücksichtigen und insbesondere auf den Energieprüfraum P16 zu verzichten.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")

SVS / BirdLife Schweiz

P16: Liegt unmittelbar im Vogelzugkorridor Neuenburgersee-Bielsee-Aare

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

P17 Safnern-Meinsiberg**Verein seeland.biel/bienne**

P17: Wir beurteilen die neuen Prüfräume in der Region Biel-Seeland aus heutiger Sicht kritisch. Sie betreffen dicht besiedelte bzw. genutzte Gebiete, wo mit erheblichen Konflikten und einem entsprechenden schlechten Kosten-Nutzen-Verhältnis zu rechnen ist. Wir weisen in diesem Zusammenhang auch auf die ablehnenden Stellungnahmen von betroffenen Gemeinden (Bellmund, Port, Orpund) hin.

Gemeinde Orpund

P17: Der Prüfraum P17 befindet sich in der Nähe von Siedlungsgebieten und sind deshalb unserer Ansicht nach ungeeignet.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")

SVS / BirdLife Schweiz

P17: Liegt in unmittelbarem Umfeld von Flachmooren und Wasservogelgebieten von nationaler Bedeutung, zudem im Vogelzugkorridor entlang der Aare. Die Grenchner Wittli im Kanton Solothurn, welche als Wasservogelgebiet von nationaler Bedeutung ausgeschieden wurde, liegt nur wenige Kilometer davon entfernt.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

B Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.

P18 Schwadernau**Verein seeland.biel/bienne**

P18: Wir beurteilen die neuen Prüfräume in der Region Biel-Seeland aus heutiger Sicht kritisch. Sie betreffen dicht besiedelte bzw. genutzte Gebiete, wo mit erheblichen Konflikten und einem entsprechenden schlechten Kosten-Nutzen-Verhältnis zu rechnen ist. Wir weisen in diesem Zusammenhang auch auf die ablehnenden Stellungnahmen von betroffenen Gemeinden (Bellmund, Port, Orpund) hin.

Gemeinde Orpund

P18: Der Prüfraum P18 befindet sich in der Nähe von Siedlungsgebieten und sind deshalb unserer Ansicht nach ungeeignet.

Stiftung Landschaftsschutz Schweiz

Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")

SVS / BirdLife Schweiz

P18: Liegt in unmittelbarer Nähe von Flachmooren und Auengebieten von nationaler Bedeutung.

E Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

E Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

E Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

E

P19 Churzenberg**Stiftung Landschaftsschutz Schweiz**

Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")

C Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
SVS / BirdLife Schweiz P19: Die Krete liegt im Wald.	E	
P20 Gantrischkette Regionalkonferenz Bern-Mittelland P20: Das neue Windenergiegebiet P20 «Gantrischkette» scheint uns aufgrund der Erfahrungen aus der laufenden regionalen Richtplanung aus Sicht Landschaftsschutz und Naherholung (Naturpark Gantrisch) sehr kritisch. Wir gehen davon aus, dass nach erfolgter Genehmigung des regionalen Richtplans Windenergie (Einreichung beim Kanton Ende Juni 2016) die RKBM in naher Zukunft diesbezüglich keine Anpassung anstreben wird.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Rüeggisberg Die Gemeinde Rüeggisberg lehnt den WPR neu 20 ab. Ein Windenergiegebiet im Naturpark Gantrisch wird aus ökonomischer, ökologischer und gesellschaftlicher Sicht abgelehnt. Anstelle der Windenergie soll im Naturpark Gantrisch die Sonnen- und Holzenergie gefördert werden. Zudem bleibt bei der Windenergie die Wertschöpfung u.U. nicht in der Region, und die Erschliessung von Windturbinen für Erstellung und Unterhalt mit Transportstrassen, etc., ist auch nicht unproblematisch.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Rüscheegg P20: Nein. Wir sind der Ansicht, dass der Windprüfraum P 20 (Gantrischkette) die Kriterien der Punkte 5 + 6 der ersten Rückseite des Massnahmenblattes C_21 nicht erfüllt. Es stellt sich auch die Frage, ob sich allfällige Windenergieanlagen überhaupt wirtschaftlich erschliessen lassen. Die Gemeinde Rüscheegg ist deshalb der Ansicht, dass der Windprüfraum im Richtplan gelöscht werden soll.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Grüne Kanton Bern P20: Der Raum P20 (Gantrischkette) soll nur Flächen ausserhalb des Moorschutzgebietes umfassen (also ohne Flächen westlich der Wasserscheide).	B	Perimeter Windprüfraum wird angepasst.
Pro Natura Bern P20: Dieser Prüfraum liegt auf ausgeprägten, bedeutenden Vogelzugrouten. Er ist namentlich aus diesem Grund inakzeptabel und Anlagen würden wohl einer Überprüfung vor Gericht nicht standhalten.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P20: National bekanntes Gebiet mit einem ausgesprochen starken Vogelzug, Beobachtungen von Tausenden von durchziehenden Vögeln! Als Brutvögel Birkhuhn, Auerhuhn, Steinadler etc. Zahlreiche Moorlandschaften, Flachmoore und Hochmoore von nationaler Bedeutung.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P21 Niderhore-Turner Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saanenland P21: Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Gemeinde Dientigen P21: Die Landschaftskommission kann sich nicht mit dem neuen Perimeter im Gebiet Trunen - Niederhorn (P21) nicht einverstanden erklären. Der Gemeinderat hat das Ergebnis übernommen und unterstützt diese Ausführungen. Folgende Aspekte sprechen dafür: - Nutzung der Windenergie ist ausser der Störung im Gelände eine sinnvolle Energie. Folgende Aspekte sprechen dagegen: - Gemäss Vertretern des Regionalen Naturparks, ist die Erscheinung solcher Anlagen vom Diemtigtal und vom Stockhorn aus sehr gross und für das Energietaal nicht ganz vereinbar. - Das Gebiet ist bekannt für Skiwanderungen. - Vogelzugbeobachtungen von Andreas Küttel zeigen, dass dieser Grat ein ungünstiger Standort ist. In diesem Gebiet existiert der Steinadler. Viele Vögel benutzen diesen Weg um über die Alpen zu gelangen. Wahrscheinlich ist diese Vogelzugroute noch nicht so bekannt, obschon bereits verschiedene Meldungen an die Vogelwarte Sempach erfolgt sind. - Bei schlechtem Wetter fliegen die Vögel in diesem Gebiet nur auf Minimalhöhe, welche dann genau auf der Höhe der Rotoren sein werden. Tausende von Vögeln werden getötet. Fazit: - Die Landschaftskommission kann sich nicht mit diesem Standort einverstanden erklären. - Das Landschaftsbild wird massiv beeinträchtigt. - Die Vogelzugrouten führen direkt über diesen Grat. - Das Wild wird gestört. - Bevor solche Anlagen im heiklen Gebieten gebaut werden, soll die Sonnenenergie voll ausgeschöpft werden. - In der Mitwirkung soll dieser Standort aus oben erwähnten Gründen abgelehnt werden.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Pro Natura Bern P21: Anlagen in diesem Gebiet würden u.a. die bedeutenden Brutvogelvorkommen stark gefährden. Ausserdem wäre der landschaftliche Eingriff massiv.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P21: Das Vorkommen von gegen 100 verschiedenen Brutvogelarten widerspiegelt die landschaftliche und ökologische Vielfalt des Naturparks. Das Artenspektrum ist sehr breit und enthält einige Vogelarten, von welchen bekannt ist, dass sie mit Windenergieanlagen kollidieren oder Lebensräume verlassen nach dem Bau von Anlagen. Dies sind einerseits von den Wiesenbrütern des offenen Kulturlands Feldlerche Baumpieper und Bergpieper, welche Singflüge machen. Im Naturpark brüten Steinadler, Rotmilan und weitere Greifvögel und es kommen Haselhuhn, Birkhuhn, Steinhuhn und Schneehuhn vor. Es gibt auch Nachweise des Uhus. Felsenschwalbe und Alpendohle sind verbreitet.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
P22 Honegg		
Gemeinde Eriz		
P22: Erste Abklärungen mit Planungs- und Transportunternehmen am Standort Eriz/Honegg haben gezeigt: - dass die Erschliessung der Standorte mit moderatem Aufwand machbar ist (Transportfahrzeuge und Anlagekomponenten) - dass trotz geringer Fläche drei Standorte realisierbar sind (ggf. ein Standort im Waldgebiet) - der Netzanschluss bis zum Einspeisepunkt realisiert werden kann. Die Nutzung der Windenergie im Gebiet Eriz/Honegg ist aus heutiger Sicht sinnvoll und machbar. Entscheidend dabei wird sein, dass das Vorhaben lokal breit getragen und von Grundeigentümern unterstützt wird. An der Hauptversammlung der IG Windpark wurde einstimmig in einer Konsultativabstimmung festgehalten, dass die Aufnahme im Richtplan wichtig und richtig ist. Voraussetzung für vertiefte Abklärungen bildet weiterhin die Festsetzung des Gebiets im regionalen Richtplan.	A	
Gemeinde Wachseldorn		
Die Nutzung der Windenergie im Gebiet Eriz/Honegg ist aus heutiger Sicht sinnvoll und machbar. Entscheidend dabei wird sein, dass das Vorhaben lokal breit getragen und von Grundeigentümern unterstützt wird. An der Hauptversammlung der IG Windpark wurde einstimmig in einer Konsultativabstimmung festgehalten, dass die Aufnahme im Richtplan wichtig und richtig ist. Voraussetzung für vertiefte Abklärungen bildet weiterhin die Festsetzung des Gebiets im regionalen Richtplan. Wichtig ist, dass die Honegg in der Gemeinde Eriz in den Windrichtplan aufgenommen wird.	A	
Pro Natura Bern		
P22: Die Anlagen kämen voraussichtlich in den Wald zu stehen und würden einen hochwertigen Natur- und Landschaftsraum tangieren.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz		
P22: Zahlreiche Moorlandschaften, Flachmoore und Hochmoore von nationaler Bedeutung in der Umgebung, Krete durchwegs im Wald. Birkhuhn, Haselhuhn, Steinadler.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P23 Elsighore-Loner		
Berg- und Planungsregion Kandertal		
P23: Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Grüne Kanton Bern		
P23: Der Raum P23 (Elsighore-Lohner) soll nur Flächen ausserhalb des BLN-Gebietes umfassen (also ohne die Engstligenalp).	B	Perimeter Windprüfraum wird angepasst.
Berner Heimatschutz		
P23: Folgender Windprüfraum ist in seiner Ausdehnung zu reduzieren: P23 Elsighore-Loner auf Grund Überschneidung mit BLN-Gebiet1523 Engstligenfälle mit Engstligenalp	B	Perimeter Windprüfraum wird angepasst.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz		
P23: Bartgeier, Steinadler, Birkhuhn	E	
P24 Gsür		
Berg- und Planungsregion Kandertal		
P24:Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland		
P24: Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz		
P24: Zahlreiche Trockenwiesen von nationaler Bedeutung. Bartgeier, Steinadler, Birkhühner	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P25 Hahnenmoospass		
Berg- und Planungsregion Kandertal		
P25: Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland		
P25: Soll als Windenergieprüfraum im Kantonalen Richtplan belassen werden. Die Regionale Richtplanung ist nur im Bedarfsfall einzuleiten (vorhandenes Unternehmensinteresse).	A	
Berner Heimatschutz		
P25: Folgender Windprüfraum ist in seiner Ausdehnung zu reduzieren: P25 Hahnenmoospass auf Grund Überschneidung mit BLN-Gebiet1523 Engstligenfälle mit Engstligenalp	B	Perimeter Windprüfraum wird angepasst.
Pro Natura Bern		
P25: Dieser Prüfraum liegt auf ausgeprägten, bedeutenden Vogelzugrouten. Er ist namentlich aus diesem Grund inakzeptabel und Anlagen würden wohl einer Überprüfung vor Gericht nicht standhalten.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
SVS / BirdLife Schweiz P25: Gebiet mit sehr starkem Vogelzug, Zahlreiche Flachmoore und Hochmoore sowie Trockenwiesen von nationaler Bedeutung.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P26 Hornfluh-Rinderberg Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland P26: Der Standort ist aus dem Kantonalen Richtplan als Prüfraum zu streichen. Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage oder einem Windpark grundsätzlich entgegen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Saanen P26: Der Standort ist aus dem Kantonalen Richtplan als Prüfraum zu streichen. Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage oder einem Windpark grundsätzlich entgegen. Beschluss Gemeinderat von Saanen vom 19. April 2016: Die Windenergienutzung wird abgelehnt.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P26: Zahlreiche Moorlandschaften, Flachmoore und Hochmoore von nationaler Bedeutung.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P27 Chalberhöni Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland P27: Der Standort ist aus dem Kantonalen Richtplan als Prüfraum zu streichen. Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage oder einem Windpark grundsätzlich entgegen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Saanen P27: Der Standort ist aus dem Kantonalen Richtplan als Prüfraum zu streichen. Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage oder einem Windpark grundsätzlich entgegen. Beschluss Gemeinderat von Saanen vom 19. April 2016: Die Windenergienutzung wird abgelehnt.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P27: Zahlreiche Moorlandschaften, Flachmoore und Hochmoore von nationaler Bedeutung.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P28 Gsteig-Walig Berg- und Planungsregion Obersimmental-Saaneland P28: Der Standort ist aus dem Kantonalen Richtplan als Prüfraum zu streichen. Gemeinde-, Tourismus-, Natur- und Landschaftsschutzinteressen stehen einer Windenergieanlage oder einem Windpark grundsätzlich entgegen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P28: Bartgeier, Steinadler, Birkhuhn	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P29 Beatenberg-Niederhorn Regionalkonferenz Oberland-Ost P29: Windenergieprüfraum P29 (Beatenberg – Niederhorn) ist auch im regionalen Teilrichtplan Energie als Potenzialgebiet ausgeschieden. Es besteht kein regionales Landschaftsschutz- oder Schongebiet, hingegen ein touristisch intensiv genutztes Gebiet. Die touristischen Auswirkungen und Interessenkonflikte sind vertieft zu klären, ebenso die landschaftliche Fernwirkung (Thunersee). --> P29 Beatenberg – Niederhorn aufnehmen.	B	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Pro Natura Bern P29: Anlagen in diesem Gebiet würden u.a. die bedeutenden Brutvogelvorkommen stark gefährden. Ausserdem wäre der landschaftliche Eingriff massiv.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz P29: Zahlreiche bedrohte Vogelarten wie Birkhuhn, Steinhuhn, Steinadler, Wanderfalke.	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
P30 Hasliberg Regionalkonferenz Oberland-Ost P30: Windenergieprüfraum P30 (Hasliberg) ist ebenfalls im regionalen Teilrichtplan Energie als Potenzialgebiet ausgeschieden. Es besteht kein regionales Landschaftsschutz- oder -schongebiet, allerdings liegt der Prüfraum ebenfalls in einem intensiv genutzten Erholungsgebiet. Die touristischen Auswirkungen und Interessenkonflikte sind vertieft zu klären. --> P30 Hasliberg aufnehmen.	C	Der Windenergieprüfraum muss gestützt auf den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen werden.

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Kanton Obwalden		
P30: Im östlichen Kantonsteil ist ein an den Kanton Obwalden angrenzender Windenergieprüfraum P30 „Hasliberg“ (siehe Massnahmenblatt C_21: Rückseite) vorgesehen. Direkt angrenzend an diesen Windenergieprüfraum befindet sich das Aussetzungsgebiet von Bartgeiern am Hengliwang. Seit 2015 und voraussichtlich bis 2020 werden dort Bartgeier ausgesetzt. Diese gefährdete Greifvogelart ist durch ihr langsames Gleitfliegen akut durch Windenergieanlagen gefährdet. Auch sind die Grenzgebiete Gwärtler-Jänti-Höfli-Erzegg-Balmeregghorn-Rothorn, Glogghüs-Fuli Flue-Hohbiel, Chlingstuel bis Gibel wichtige und sensible Verbreitungsgebiete von gefährdeten Raufussshühnern. Im Entwurf des Konzepts Windenergie des Bundes sind Lebensräume von Bartgeier und Auerhuhn als grundsätzliche Ausschlussgebiete definiert. Wir beantragen, dass der kantonale Windenergieprüfraum P30 unter Würdigung obiger Ausführungen aus dem Richtplan des Kantons Bern gestrichen wird.	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
SVS / BirdLife Schweiz		
P30: Einige Hoch- und Flachmoore von nationaler Bedeutung. Birkhuhn, Steinadler, Wanderfalke, Uhu	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
P31 Sustenpass		
Regionalkonferenz Oberland-Ost		
P31: Windenergieprüfraum P31 (Sustenpass) hat als einziger Prüfraum in unserer Region gemäss Neubeurteilung nur eine mittlere Potenzialbewertung erhalten. Er liegt in einem regionalen Landschaftsschutzgebiet. Neue Bauten und Anlagen sind nur in Ausnahmefällen möglich. Windkleinkraftwerke sind grundsätzlich nicht zulässig, Ausnahmen nur nach sorgfältiger Prüfung im Einzelfall. --> Antrag: P31 ist nicht im kantonalen Richtplan aufzunehmen.	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
Gemeinde Innertkirchen		
P31: Mit der grundlegenden Überarbeitung einverstanden. Mit dem neuen Windenergieprüfraum P 31 Sustenpass nicht einverstanden. Auf diesen Prüfraum ist zu verzichten. Dies mit folgender Begründung: Das Gadmental mit dem Sustenpass ist ein herausragendes Natur- und Erholungsgebiet, welches über ein noch nicht ausgeschöpftes Tourismuspotential verfügt. Die vorhandenen Naturwerte sind vorwiegend der Bevölkerung des Gadmentales zu verdanken, welche respektvoll und mit grossem Einsatz seit Generationen in und mit der Natur lebt. Die technischen Infrastrukturen wie die Passstrasse oder Anlagen der Wasserkraftwerke wurden mit grosser Sorgfalt in die Natur und Landschaft eingebettet. Die vorhandenen intakten Naturwerte haben auch dazu geführt, dass in den letzten Jahrzehnten verschiedenste Schutzgebiete ausgeschieden wurden. Nach unserer Beurteilung erfüllt das Gebiet Sustenpass die Anforderungen an neue Windenergiegebiete nach Abs. 5 (Rückseite) des Massnahmenblattes C_21 nicht. Ein weiterer Punkt ist die fehlende Erschliessung im Winter. Während 6-7 Monaten ist die Passstrasse geschlossen. (Gemäss Abs. 6 (Rückseite) des Massnahmenblattes C_21 muss die Erschliessung mit verhältnismässigem Aufwand und ohne unverhältnismässige Eingriffe in die Natur und Landschaft möglich sein. Grundeigentum: Grosse Gebiete auf dem Sustenpass sind in Privat-Besitz. Eine Stellungnahme der Grundeigentümer liegt bei den zu prüfenden Unterlagen nicht bei. Hier gilt aus Sicht der Gemeinde eine grundlegende Ablehnung gegenüber Eingriffen ins Privat-Eigentum ohne Zustimmung der Grundeigentümer.	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
Pro Natura Bern		
P31: Über den Pass findet Vogelzug statt, zudem wäre Anlagen äusserst exponiert und betreffen einen hochwertigen Landschaftsraum.	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
SVS / BirdLife Schweiz		
P31: Passsituation mit Vogelzug	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
Kraftwerke Oberhasli AG		
P31: Wir beschränken uns ausschliesslich auf den uns als Grundeigentümer (Innertkirchen2-Grundbuchblatt Nr. 525) betreffenden neuen Windenergieprüfraum Sustenpass P31. Wir weisen darauf hin, dass der neue Windenergieprüfraum Sustenpass P31 teilweise im Naturschutzgebiet ‚In Miseren — Seeboden‘ liegt, das bestehende Schutz- und Nutzungskonzept der armasuisse sowie den militärischen Schiessplatzperimeter des Schiessplatzes Sustenpass / Steinsee - Umpol tangiert. Auch umfasst dieser zwei Gebirgslandeplätze auf 1870 und 3230m ü.M. Zudem liegt der neue Windenergieprüfraum Sustenpass P31 in einem Gebiet, das von Alpwirtschaft und Tourismus stark geprägt wird. Ferner ist zu beachten, dass der Zugang via Kantonsstrasse nicht ganzjährig gewährleistet ist.	B	Der Windenergieprüfraum wird gestützt auf die Ergebnisse des Mitwirkungsverfahrens und den Vorprüfungsbericht des Bundes gestrichen.
P32 Männlichen		
Regionalkonferenz Oberland-Ost		
P32: Windenergieprüfraum P32 (Männlichen) ist ebenfalls im regionalen Teilrichtplan Energie als Potenzialgebiet ausgeschieden. Es besteht kein regionales Landschaftsschutz- oder -schongebiet, allerdings liegt der Prüfraum in einem intensiv genutzten Erholungsgebiet vor der eindrücklichen landschaftlichen Kulisse von Eiger, Mönch und Jungfrau im UNESCO Welterbepерimeter Schweizer Alpen Jungfrau-Aletsch. Auch mit eingehender Standortprüfung wird die Interessenabwägung mit grösster Wahrscheinlichkeit nicht zugunsten einer Windenergienutzung ausfallen, weshalb dieser Prüfraum nicht weiter zu verfolgen ist. --> Antrag: P32 ist nicht im kantonalen Richtplan aufzunehmen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Gemeinde Grindelwald		
P32: Die Gemeinde Grindelwald beantragt, den Windenergieprüfraum 32, Männlichen-Lauberhorn zu streichen. Beim betroffenen Gebiet handelt es sich um eine touristisch höchst stark beworbene, attraktive Landschaft. Die Errichtung von Windenergieanlagen würde diese Landschaft eminent beeinträchtigen. Zudem wird sich die lokale Bevölkerung sicher vehement gegen ein entsprechendes Projekt stellen. Aus diesen Gründen beurteilen wir es als nicht vernünftig, weitere Abklärungen betreffend der technischen und wirtschaftlichen Machbarkeit vorzunehmen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung

Nom / Texte	Appréciation	Remarque
Gemeinde Lauterbrunnen		
P32: Die Gemeinde Lauterbrunnen beantragt, den Windenergieprüfraum 32, Männlichen-Lauberhorn, zu streichen. Begründung: Beim betroffenen Gebiet handelt es sich um eine touristisch äusserst stark beworbene, attraktive Landschaft. Die Errichtung von Windenergieanlagen würde diese Landschaft unangemessen beeinträchtigen. Zudem wird sich die lokale Bevölkerung wohl vehement gegen ein entsprechendes Projekt stellen. Aus diesen Gründen erachten wir es als nicht vernünftig, weitere Abklärungen betreffend der technischen und wirtschaftlichen Machbarkeit vorzunehmen.	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Berner Heimatschutz		
P32: Folgender Windprüfraum ist in seiner Ausdehnung zu reduzieren: P32 Männlichen-Lauberhorn auf Grund Überschneidung mit UNESCO Weltnaturerbe Jungfrau-Aletsch-Bietschhorn	B	Perimeter Windprüfraum wird angepasst
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Der Prüfraum ist zu streichen (Begründung s. Abschnitt "Prüfräume allgemein")	C	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
SVS / BirdLife Schweiz		
P32: Bartgeier, Gänsegeier, Steinadler, einmalige Landschaft	E	Überprüfung und allenfalls Verzicht im Rahmen der regionalen Richtplanung
Territoires potentiels existants		
Commune de Romont		
Nous tenons également à ajouter que contrairement à ce qui est mentionné sous le site S14, qu'il n'existe pas d'importants conflits avec les intérêts de la protection de la nature et du paysage. Un plan de zone de protection du paysage étant en vigueur au niveau communal, il est tout à fait possible de modifier cette réglementation par le corps électoral afin de permettre la construction et l'installation d'éoliennes.	A	
Nous avons constaté, en étudiant les états de coordination des périmètres propices à l'implantation d'éoliennes, que le site S14 de la Montagne de Romont, se trouvait en « information préalable ». Bien que cela ne concerne pas directement cette procédure, nous profitons tout de même de cette occasion pour demander que ce projet passe en coordination réglée lors de la prochaine révision du plan directeur.	C	L'état de la coordination indiqué dans la fiche de mesure C_21 correspond à celui qui figure dans le plan directeur régional actuellement en vigueur.
Gemeinde Diemerswil		
Der Gemeinderat von Diemerswil will weder ein Gebiet für die Erstellung von Windpärken noch für einzelne Windräder ausscheiden. Daher beantragt er die Löschung des Korridors P8/R4.	D	Bestehende Prüfräume sind nicht Bestandteil der aktuellen Richtplananpassung Die Anliegen sind im Rahmen der regionalen Richtplanung einzubringen.
Gemeinde Rüeggisberg		
WPR 11 und 12 weglassen.	D	Die Ergebnisse der Windrichtplanung der RK Bern-Mittelland sind noch nicht eingeflossen.
Grüne Kanton Bern		
Die unveränderten Prüfräume P7 und P8 sind so anzupassen, dass diese auch den Kamm des Frienisbergs selbst umfassen, wie wir dies auch im Rahmen der Mitwirkung zum regionalen Richtplan Windenergie der Regionalkonferenz Bern-Mittelland schon gefordert hatten. An diesem Standort zeigt sich, dass einzelne Prüfräume um die Gebiete mit den höchsten Erhebungen und Windgeschwindigkeiten herum liegen. Dies ist nicht sinnvoll und verhindert die Windenergienutzung im Kanton Bern, da oftmals nur an den Kämmen knapp genügende Windverhältnisse auftreten.	D	Die Ergebnisse der Windrichtplanung der RK Bern-Mittelland sind noch nicht eingeflossen.
Helvetia Nostra		
Helvetia Nostra empfiehlt, das Windenergiegebiet S13 (Mont Sujet) wegen schwerwiegenden Auswirkungen auf Natur und Landschaft aus dem Richtplan zu entfernen.	D	Bestehende Windenergiegebiete sind nicht Bestandteil der aktuellen Richtplananpassung Die Anliegen sind im Rahmen der regionalen Richtplanung einzubringen.
Stiftung Landschaftsschutz Schweiz		
Im Übrigen beantragen wir, von den Windenergieprüfräumen, in welchen bereits Windenergiegebiete im Rahmen der Regionalplanung geprüft wurden, nur jene im Richtplan zu belassen, welche im Regionalen Richtplan festgesetzt wurden. Die anderen sind zu streichen. Es sind dies: P7 Frienisberg-Süd (Regionalplanung: R3 Murzelen) P12 Rüeggisberg - Riggsberg P13 Belpberg Mit der Festsetzung dieser Prüfräume würden falsche Erwartungen geweckt und das Risiko von unnötigen Planungen und Messkampagnen wäre hoch.	D	Die Ergebnisse der Windrichtplanung der RK Bern-Mittelland sind noch nicht eingeflossen.
Windenergiegebiete gemäss regionalen Richtplänen Wir beantragen, folgende Windenergiegebiete zu streichen: S3 Montagne de Tramelan (Festsetzung) S13 Mont Sujet (Vororientierung) Die SL erhob im Oktober 2014 Einsprache gegen den Windpark Tramelan (Plan de quartier « Parc éolien de la Montagne de Tramelan). Die Gründe für die Kritik am Standort Montagne de Tramelan sind in der Einsprache aufgeführt. Das Windenergiegebiet Mont Sujet soll jetzt im Richtplan aufgenommen werden, obwohl das Gebiet 1995 geprüft und damals vom Kanton abgelehnt wurde. Die damaligen Studien zeigten zwar die Windhöffigkeit des Gebiets, wiesen aber auf die schwerwiegenden Beeinträchtigungen der Landschaft und Natur hin (Nähe BLN linkes Bielerseeufer und BLN Chasseral, TVW Standorte). Es ist nicht nachvollziehbar, weshalb das Gebiet nun wieder in den Regionalen Richtplan aufgenommen wurde.	D	Bestehende Windenergiegebiete sind nicht Bestandteil der aktuellen Richtplananpassung Die Anliegen sind im Rahmen der regionalen Richtplanung einzubringen.
Autres territoires potentiels proposés		
Regionalkonferenz Oberland-Ost		
Der Windenergieprüfraum Nr. 70 (Schynige Platte – Loucherhorn – Roteflue; gemäss Grundlagenbericht Windenergie vom 31.08.2012) wurde uns aus Privatinitiative zur Aufnahme eines Teilperimeters Buossalp empfohlen. Die aktuelle Energierichtplanung der Region Oberland-Ost weist insbesondere im Teilgebiet Bira – Winteregg – Schonegg – Faulhorn oberhalb der Buossalp (Grindelwald) ein geeignetes Windenergiepotenzial aus, welches nicht in einem Ausschlussgebiet liegt. Zudem ist eine Erschliessung bis Buossalp vorhanden. Allerdings wären mögliche Anlagenstandorte im Kretenbereich von den nördlich angrenzenden regionalen Landschaftsschon- und Landschaftsschutzgebieten deutlich sichtbar. Ebenso würde auch von weiter nördlich gelegenen Aussichtspunkten der Blick auf Eiger, Mönch und Jungfrau beeinträchtigt werden. --> Die RKOO unterstützt eine Ergänzung des kantonalen Richtplans mit einem weiteren Windenergieprüfraum Buossalp – Faulhorn nicht.	A	

Commune de Saicourt

Nous vous prions de considérer avec attention notre remarque au point 1 concernant le prémisses 2.3 (b) avec le développement qui suit : Le prémisses 2.3 (b) Eviter de remettre en question les plans directeurs en vigueur, est particulièrement important pour notre Commune de Saicourt. En effet, nous sommes directement concernés par le secteur Béroie du site Béroie-Rebévelier n° 4 du Grundlagenbericht du 3 novembre 2015, voir les pages 8, 12 et 14. Ce secteur de Béroie fait partie du site n°4 « Béroie-Rebévelier » qui est jugé très positivement en vert aux pages 8 et 12 pour les critères U : Umwelt, environnementaux et G : Gesellschaft, société. Plus loin sur la carte en page 14, le site est réévalué à nouveau positivement en vert. Nous souhaitons donc pouvoir étudier ce secteur du site. Le site « Béroie – Rebévelier » était prévu en coordination inter-cantonale avec le secteur jurassien de la Commune de Lajoux. Malheureusement, suite à la révision et consultation du plan sectoriel éolien du Canton du Jura qui ne considère plus le secteur de Lajoux, notre région ARJB souhaite remettre en question ce site Béroie-Rebévelier. Nous estimons que la qualité du site devrait nous permettre de continuer les études pour la partie du jura bernois uniquement. Nous estimons qu'un plan directeur régional ou cantonal doit apporter une certaine sécurité des plans dans la durée et ne pas remettre en question les sites avant que le développement de détail ait pu commencer.

E Examen dans le cadre du plan directeur régional.

Energie Thun AG

Wir schlagen vor, unter Massnahmenblatt C_21: Rückseite (2 von 4) und Rückseite (3 von 4) einen weiteren kantonalen Windenergieprüfraum aufzunehmen: P33 Winteregg-Egg; Entwicklungsraum Thun; FS. Die Windverhältnisse am vorgeschlagenen Standort sind gut. Die durchschnittliche Windgeschwindigkeit liegt gemäss Windkarte Schweiz (siehe Beilage) deutlich über den angestrebten 4.5 m/s (gemessen 100 m über Boden). Karten in der Originalstellungnahme.

E Überprüfung und allenfalls Ergänzung im Rahmen der regionalen Richtplanung.